Nations Unies E/CN.7/2001/9

# Conseil économique et social

Distr.: Générale
13 novembre 2000

Français
Original: Anglais

**Commission des stupéfiants**
Quarante-quatrième session
Vienne, 20-29 mars 2001
Point 10 de l'ordre du jour*
**Questions administratives et budgétaires**

## Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues: budget d'appui et budget-programme révisés proposés pour l'exercice biennal 2000-2001

### Rapport du Directeur exécutif

## Table des matières


| *Chapitre* | | *Paragraphes* | *Page* |
|---|---|---|---|
| Première partie | | | |
| | Introduction | 1-26 | 1 |
| I. | Résumé analytique | 1-24 | 1 |
| | A. Budget total du Fonds et plan des ressources | 3-5 | 1 |
| | B. Situation financière | 6-7 | 2 |
| | C. Budget d'appui | 8-13 | 2 |
| | D. Budget-programme | 14-23 | 3 |
| | E. Incidences de l'institution d'un budget axé sur les résultats sur le Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues | 24 | 5 |
| II. | Projets de résolutions recommandés à la Commission des stupéfiants pour adoption | 25-26 | 5 |


* E/CN.7/2001/1.

V.00-58975 (F) 220101 220101

Deuxième partie
Situation financière du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues . . . . . 27-44 9
III. Vue d'ensemble . . . . . 27-32 9
IV. Recettes . . . . . 33-41 11
V. Dépenses d'appui aux programmes . . . . . 42-44 13
Troisième partie
Budget d'appui révisé pour l'exercice biennal 2000-2001 . . . . . 45-92 14
VI. Vue d'ensemble . . . . . 45-48 14
VII. Appui aux programmes . . . . . 49-85 14
A. Bureaux extérieurs . . . . . 49-81 14
B. Siège . . . . . 82-85 23
VIII. Gestion et administration . . . . . 86-92 24
A. Gestion . . . . . 87-90 25
B. Service d'appui aux programmes . . . . . 91 25
C. Divers . . . . . 92 25
Quatrième partie
Budget-programme révisé pour l'exercice biennal 2000-2001 . . . . . 93-244 29
IX. Priorités programmatiques . . . . . 93-213 29
A. Principes généraux . . . . . 93-103 29
B. Résumé des changements . . . . . 104-119 30
C. Orientations, législation et campagnes de sensibilisation . . . . . 120-148 32
D. Prévention et réduction de l'abus des drogues . . . . . 149-171 42
E. Élimination des cultures illicites . . . . . 172-192 48
F. Répression du trafic de drogue . . . . . 193-213 52
X. Mobilisation des ressources et nouvelles possibilités de financement . . . . . 214-226 61
XI. Surveillance au niveau mondial, évaluation des programmes et communication de l'information . . . . . 227-235 63
XII. Modalités d'exécution et gestion financière . . . . . 236-244 64
A. Structure des programmes . . . . . 237-238 65
B. Exécution des programmes . . . . . 239-242 65
C. Gestion financière . . . . . 243-244 66

Annexes

I. Tableaux supplémentaires . . . . . 60
II. Présentation du budget et méthodologie . . . . . 80
III. Mesures prises pour donner suite aux recommandations et observations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et par le Comité des commissaires aux comptes . . . . . 82
IV. Organisation du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues . . . 84
V. Glossaire . . . . . 86

Tableaux

1. Plan des ressources, 2000-2001 . . . . . 8
2. État financier récapitulatif, 1998-1999 et 2000-2001 . . . . . 10
3. État récapitulatif des prévisions budgétaires par ligne de crédit et selon la localisation, 2000-2001 . . . . . 15
4. État récapitulatif des postes d'appui par ligne budgétaire et selon la localisation, 2000-2001 16
5. État récapitulatif du budget d'appui par catégorie de dépense, 2000-2001 . . . . . 17
6. Prévisions détaillées du budget d'appui par unité administrative et par ligne de crédit, 2000-2001 . . . . . 27
7. Prévisions budgétaires détaillées par catégorie de dépense et par ligne budgétaire, 2000-2001 . . . . . 28
8. Changements de coûts et de volume par secteur, région, modalité d'exécution et localisation, 2000-2001 . . . . . 33
9. Fonds du PNUCID: dépenses par secteur, 1988-2001 . . . . . 34
10. Sources de financement par secteur, région, modalité d'exécution et localisation, 2000-2001 35
11. Orientations, législation et campagnes de sensibilisation, changements des coûts par région, modalité d'exécution et localisation, et par source de financement, 2000-2001 . . . . . 57
12. Prévention et réduction de l'abus des drogues: changements des coûts et du volume par région, modalité d'exécution et localisation et par source de financement, 2000-2001 . . . . . 58
13. Élimination des cultures illicites: changements des coûts et du volume par région, modalité d'exécution et localisation et par source de financement, 2000-2001 . . . . . 59
14. Répression du trafic de drogues: changements des coûts et du volume par région, modalité d'exécution et localisation et par source de financement, 2000-2001 . . . . . 60
A.1 Nombre de pays ayant versé des contributions volontaires, 1998-2000 . . . . . 67
A.2 Dépenses d'appui aux programmes, 2000-2001 . . . . . 68
A.3 Répartition par région des dépenses au titre des programmes et de l'appui aux programmes, 2000-2001 . . . . . 70
A.4 Répartition des postes pour le budget d'appui biennal, le budget-programme biennal, le budget ordinaire et experts associés/détachement de personnel sans prise en charge, 2000-2001 . . . . . 71
A.5 Postes affectés aux projets exécutés par le PNUCID, budget révisé, 2000-2001 . . . . . 81
A.6 Répartition estimée des besoins de traitement électronique des données, 2000-2001 . . . . . 89

A.7 Services de consultation du PNUCID: tendances des dépenses . . . . . 86

Figures

I. Prévisions du budget d'appui par ligne de crédit, 2000-2001 . . . . . 18

II. Postes, par ligne de crédit, 2000-2001 . . . . . 18

III. Postes, par catégorie, 2000-2001 . . . . . 18

# Première partie
# Introduction

## I. Résumé analytique

1. Le budget du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID) comprend deux parties – un budget d'appui et un budget-programme – conformément au modèle harmonisé utilisé par d'autres fonds et programmes des Nations Unies, dont le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Le présent rapport contient le budget d'appui et le budget-programme initiaux approuvés ainsi que les budgets révisés proposés pour l'exercice biennal 2000-2001. Il est présenté en application de la résolution 13 (XXXVI) de la Commission des stupéfiants et de l'article X des règles de gestion financière du Fonds du PNUCID. Le rapport du Comité consultatif sur les questions administratives et budgétaires (CCQAB) relatives au budget d'appui et au budget-programme révisés est publié sous la cote E/CN.7/2001/10.

2. Comme l'a recommandé le CCQAB dans son rapport sur le budget d'appui final proposé pour l'exercice biennal 1998-1999 et le projet de budget d'appui initial pour l'exercice biennal 2000-2001 (E/CN.7/1999/20), le présent rapport contient le budget d'appui et le budget-programme biennaux regroupés dans un seul document comportant un résumé analytique détaillé (première partie) et une vue d'ensemble de la situation financière (deuxième partie) pour les deux budgets. Les troisième et quatrième parties présentent en détail le budget d'appui et le budget-programme révisés, respectivement.

### A. Budget total du Fonds et plan des ressources

3. Le projet de budget total révisé du Fonds s'élève à 187,6 millions de dollars des États-Unis (contre 200 millions pour le budget initial), répartis entre le budget-programme (148,3 millions), le budget d'appui (35,2 millions) et les dépenses d'appui aux agents d'exécution (4,1 millions). Le budget-programme révisé est en baisse de 8,7 millions de dollars (148,3 millions contre 157), soit 5,5 % du fait des tendances actuelles en matière d'affectation des ressources qui touchent les grands programmes, principalement en Afghanistan, au Myanmar et au Pérou. Le budget d'appui révisé, quant à lui, baisse de 1 million de dollars (35,2 millions contre 36,2), soit 2,8 %, du fait d'une diminution du volume de 0,8 million de dollars et d'une diminution des coûts de 0,2 million de dollars. La diminution du volume résulte d'économies que devraient permettre l'amélioration de l'efficacité et une meilleure maîtrise des coûts dans l'infrastructure d'appui. Les dépenses d'appui aux agents d'exécution devraient baisser de 2,7 millions de dollars (4,1 millions contre 6,8), soit 40 %, car il y aura moins de grands projets confiés à de tels organismes et plus de projets de taille moyenne (0,4 à 2 millions de dollars) mis en œuvre par le PNUCID. Il devrait en résulter une augmentation du montant des dépenses d'appui remboursées au PNUCID dans le cadre des programmes.

4. Le plan des ressources présenté au tableau 1 résume l'emploi des ressources. Le total inscrit au budget pour l'exercice 2000-2001, soit 187,6 millions de dollars, est couvert par le solde du Fonds et les recettes prévues, dont la somme est estimée à 211,5 millions de dollars, ce qui laisse un excédent de 23,9 millions de dollars, qui sera nécessaire pour financer les programmes qui se poursuivront en 2002-2003. Le plan des ressources révisé est réduit de 12,4 millions de dollars, soit 6,2 % par rapport au plan initial, avec des baisses proportionnelles pour les programmes et pour l'appui, de manière à maintenir l'équilibre dans l'emploi des ressources, dont 79 % sont destinées aux programmes et 21 % aux activités d'appui, ce qui constitue une amélioration par rapport à 1998-1999, où la répartition était de 72 % pour les programmes et 28 % pour les activités d'appui. Pour l'exercice biennal 1996-1997, les programmes n'avaient reçu que 67 % et les activités d'appui 33 %. Le coût de la gestion et de l'administration reste inférieur à 5 % de l'ensemble des ressources.

5. Les propositions budgétaires contenues dans le présent document se réfèrent systématiquement à la

nature et au volume du programme pour permettre des comparaisons entre les ressources d'appui demandées et le programme à réaliser. On se reportera en particulier au tableau 1.3 qui compare les dépenses du budget d'appui et le volume du budget-programme par région.

## B. Situation financière

6. Comme le montre le plan des ressources, les fonds disponibles devraient être suffisants, du fait principalement d'une augmentation des recettes, pour couvrir les budgets proposés. Après plusieurs années de baisse, il y a eu à partir de l'exercice biennal 1998-1999 une tendance à la hausse, avec une progression de 37 % des recettes, qui ont alors atteint 141 891 338 dollars. Cette tendance devrait se confirmer au cours de l'exercice 2000-2001, les recettes prévues devant atteindre 144 235 000 dollars. Néanmoins, la majeure partie de l'augmentation devrait continuer de venir des ressources à des fins spéciales, malgré les efforts importants déployés par le PNUCID pour obtenir davantage de ressources à des fins générales, auprès de sources traditionnelles et non traditionnelles. Des augmentations importantes sont prévues au titre de la participation aux coûts.

7. Comme on peut le voir dans le résumé financier présenté au tableau 2, du fait que les dépenses à des fins générales dépassent les recettes correspondantes, le solde des ressources à des fins générales a fortement diminué, comme l'avait demandé la Commission, et diminuera encore de 13 millions de dollars en 2000-2001, par suite de l'affectation de ressources à des fins générales au financement de priorités programmatiques essentielles pour lesquelles il n'y a pas eu de ressources à des fins spéciales disponibles. Avec la baisse de ce solde et la persistance d'un faible niveau de recettes à des fins générales qui couvre à peine les dépenses d'appui, les activités des programmes seront inévitablement plus tributaires encore dans l'avenir des ressources à des fins spéciales, de sorte qu'il sera difficile de maintenir l'équilibre requis dans les priorités des programmes. Il est donc urgent de mieux équilibrer les recettes à des fins générales et celles à des fins spéciales afin de répondre avec rapidité et souplesse aux nouveaux défis et aux nouvelles possibilités des programmes, ainsi que de maintenir un niveau minimum considéré comme nécessaire pour le budget d'appui biennal. En outre, la réduction du solde du fonds entraîne un décalage dans le temps entre la mise en œuvre des projets et le financement, comme cela est expliqué plus loin aux paragraphes 20 et 21.

## C. Budget d'appui

8. Le budget d'appui révisé est en baisse de 941 000 dollars (35 239 800 contre 36 181 200) par rapport au budget d'appui initial, du fait d'une diminution du volume de 768 100 dollars et d'une diminution des coûts de 173 300 dollars. La diminution du volume résulte principalement de réduction des coûts dans les bureaux extérieurs, où l'on s'attend à une baisse de l'exécution des programmes en 2001, ce qui ne justifie donc pas les niveaux existants de ressources.

9. Les tableaux 3 et 4 présentent des états récapitulatifs des prévisions budgétaires et des postes d'appui, respectivement, par ligne de crédit et selon la localisation, et le tableau 5 un état récapitulatif du budget d'appui par catégorie de dépense. Comme l'a recommandé le CCQAB, on trouvera ci-après une duplication des changements intervenus dans les postes d'appui indiqués en résumé au tableau 4.

10. Dans les bureaux extérieurs, le nombre de postes d'administrateur sera réduit de sept, trois devant être supprimés et quatre transférés au siège. Il est également proposé de supprimer 11 postes d'agents locaux et de créer deux postes d'administrateur de programme recrutés sur le plan national, ce qui signifierait une diminution de neuf postes. Ces économies sont jugées nécessaires dans les bureaux extérieurs où la nature, l'ampleur et le volume des activités de programme ne justifient pas de maintenir tant de postes. Des explications détaillées sont données pour chaque bureau extérieur dans la troisième partie du présent rapport.

11. Au siège, sur les quatre postes d'administrateur transférés depuis les bureaux extérieurs, l'un va à l'appui aux programmes et trois à la gestion et l'administration. D'autre part, deux postes d'agent des services généraux sont transférés de la gestion et de l'administration à l'appui aux programmes. Cette augmentation a pour but de renforcer la capacité du siège pour ce qui est de l'appui aux activités de programme dans le secteur thématique "orientations, législation et campagnes de sensibilisation", dans la

mesure où il est mieux à même d'assurer un service plus efficace en raison du caractère mondial et multisectoriel de ses activités. L'augmentation du nombre de postes de gestion et d'administration a pour but de renforcer les domaines susceptibles d'avoir le plus grand impact positif, tels que les relations extérieures, les relations interorganisations, ainsi que la formation et le perfectionnement des ressources humaines. Des explications détaillées sont données par service du siège dans la troisième partie du présent rapport.

12. L'augmentation du nombre de postes dans le budget d'appui du siège sera plus que compensée par la suppression de neuf postes dans la part du budget-programme qui lui revient (annexe I, tableau A.4), à savoir, deux postes L-5, quatre postes L-4 et deux postes L-3, ainsi qu'un poste d'agent des services généraux. Un poste L-2 est ajouté. Ces changements se traduiront par une économie d'environ 850 000 dollars. Les projets mondiaux exécutés par le siège sont actuellement redéfinis et rationalisés, ce qui devrait permettre de décentraliser des ressources vers le terrain dans le budget-programme et de réduire la charge imposée aux ressources à des fins générales, qui financent actuellement au siège des postes affectés à des projets.

13. Le tableau 4 fait apparaître une réduction nette de trois postes d'administrateur et de 11 postes d'agents locaux, et l'addition de deux postes d'administrateur de programme recrutés sur le plan national, soit au total une diminution de 12 postes. En outre, huit postes sont reclassés – 4 dans les bureaux extérieurs et 4 au siège – le résultat net étant le reclassement d'un poste P-5 à D-1 et d'un poste P-3 à P-4. Des explications détaillées sont données dans la troisième partie par bureau extérieur et service du siège. Tous ces changements permettent de réaliser une économie réelle en volume de 533 800 dollars pour le budget d'appui (voir le tableau 5). Il est cependant tout aussi important de noter qu'en termes de redéploiement entre lignes de crédit, 4,1 % de l'ensemble des postes disponibles sont redéployés depuis les bureaux extérieurs, dont la part dans le total des postes tombe de 63,7 % dans le budget initial approuvé à 59,6 % dans le budget révisé proposé, ainsi que le montre le tableau 4. Corrélativement, la part des postes au siège augmente de 4,1 % (2,5 % pour l'appui aux programmes et 1,6 % pour la gestion et l'administration). Si l'on considère l'ensemble des ressources, il y a en fait très peu de changement dans la répartition entre les trois lignes de crédit, comme cela ressort du tableau 3. Par conséquent, le redéploiement de postes et d'autres ressources entre lignes de crédit est nettement inférieur au maximum de 5 % que la Commission a autorisé au Directeur exécutif lorsqu'elle a approuvé le budget d'appui initial.

## D. Budget-programme

14. Le projet de budget-programme présenté dans la quatrième partie du présent rapport sert de base au budget d'appui proposé figurant dans la troisième partie. Pour l'essentiel, le budget-programme révisé est une mise à jour du budget-programme initial. Les priorités générales et la stratégie en matière de programme, conformes aux principes généraux régissant les priorités programmatiques, qui ont été approuvées dans le budget initial, sont maintenues. Les changements progressifs apportés pour mettre à jour le budget-programme, résumés par secteur thématique, sont présentés dans la quatrième partie. On peut donc voir dans la version révisée à la fois un tableau complet du budget-programme et les changements progressifs qui y sont apportés. Les dépenses totales au titre des programmes pour l'exercice biennal 1998-1999 se sont élevées à 97,3 millions de dollars, soit 85 % du budget approuvé (115 millions de dollars). Si la tendance à la hausse se poursuit, elles devraient atteindre, pour l'exercice 2000-2001, 118,6 millions de dollars, soit 80 % du projet de budget (148,3 millions de dollars). Autrement dit, l'exécution du programme devrait augmenter de 22 % par rapport à l'exercice biennal précédent.

15. Les priorités en matière de programme pour l'exercice biennal 2000-2001 ont été déterminées sur la base des stratégies et des objectifs énoncés dans la Déclaration politique (résolution S-20/2, annexe) et les plans d'action (résolutions S-20/4 A à E) que l'Assemblée générale a adoptés à sa vingtième session extraordinaire. Dans le cadre de ces priorités, le PNUCID aide les États membres par le biais de projets de coopération technique dans chacun des quatre principaux secteurs thématiques suivants: a) orientations, législation et campagnes de sensibilisation; b) prévention et réduction de l'abus des drogues; c) répression du trafic de drogues illicites; et d) élimination des cultures illicites au moyen

d'activités de substitution. En outre, pour chacun des secteurs thématiques, le PNUCID a établi des relations avec d'autres domaines du développement et de l'assistance humanitaire afin de mieux intégrer la question du contrôle des drogues dans le contexte plus général du développement, comme cela est expliqué dans la quatrième partie.

16. Afin d'améliorer l'efficacité de son action et de remédier au morcellement de ses activités opérationnelles, le PNUCID a augmenté la taille moyenne de ses projets et en a ramené le nombre de 260 en 2000 à 150 en 2001. Il a été expliqué dans le budget-programme initial que, dans un premier temps, tous les projets antérieurs distincts, en cours et en attente, seraient regroupés en 75 programmes seulement, répartis entre les quatre secteurs thématiques. Le regroupement de ces programmes se poursuit, les 150 projets étant organisés en quatre programmes mondiaux, 13 programmes régionaux et 8 programmes nationaux comportant des sous-programmes clairement identifiés dans les quatre secteurs thématiques. De plus en plus, les projets et programmes du PNUCID sont élaborés conformément au bilan commun de pays et au plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Toutes les fois que cela est possible, des synergies sont créées avec la prévention de la criminalité au stade de la conception des projets. Les programmes mondiaux sont actuellement redéfinis, ce qui devrait permettre de fournir un appui technique plus efficace et d'élaborer des cadres pratiques pour les activités régionales et nationales, de manière à décentraliser les ressources, comme cela a été indiqué précédemment.

17. Le PNUCID continuera de se doter de moyens renforcés pour mieux coordonner et faciliter les initiatives en matière de contrôle des drogues en encourageant l'adoption de mesures de contrôle par d'autres organismes des Nations Unies, organisations non gouvernementales et programmes de développement socioéconomique des pays bénéficiaires. Il envisage de mettre en œuvre, au début de 2001, un logiciel qui devrait permettre d'améliorer considérablement la gestion financière des ressources qui lui sont confiées et d'obtenir des informations fiables sur la situation financière de ses programmes dans le monde entier afin de mieux l'analyser.

18. Le budget-programme révisé, qui s'élève à 148,3 millions de dollars, comprend des dépenses prévues de 62,1 millions de dollars pour 2000 et des allocations de crédits révisées, estimées à 86,2 millions de dollars pour 2001. Ce dernier chiffre tient compte des projets en cours et en attente, retenus sur la base des objectifs pour chacun des secteurs thématiques et des priorités en matière de programme exprimées par les pays bénéficiaires. Il a été établi en fonction des ressources disponibles et de la probabilité d'obtenir un appui financier.

19. Le tableau 8 montre les changements du volume et des coûts entre le budget-programme initial et le budget-programme révisé pour l'exercice biennal 2000-2001 par secteur thématique, niveau de mise en œuvre, région et modalité d'exécution. Le tableau 9 donne un aperçu rétrospectif de l'évolution de l'exécution des programmes par secteur thématique depuis 1998. Il apparaît que le PNUCID a surmonté la forte baisse qu'avaient connue le financement et l'exécution des programmes de 1995 à 1998, et que le niveau d'exécution est maintenant plus élevé. Le tableau 9 montre également que le PNUCID envisage d'augmenter sensiblement les activités de prévention et de réduction de l'abus des drogues, ce qui témoigne d'une approche plus équilibrée entre la réduction de la demande et de l'offre, comme l'ont instamment demandé l'Assemblée générale et la Commission.

20. En plus de l'appui accru fourni ces deux dernières années par les donateurs traditionnels, qui a permis un taux d'exécution plus élevé des programmes, le PNUCID accorde une plus grande importance à d'autres sources de financement telles que les banques internationales de développement. Pour chacun des programmes et éléments de programmes (projets) inclus dans le présent budget, le profil de financement a été analysé de façon détaillée. Sur le total de 148,3 millions de dollars, 75 % sont déjà financés et, d'après les prévisions actuelles des recettes, les 25 % restants devraient être disponibles d'ici le milieu de 2001. Par conséquent, du fait que la totalité du financement ne sera probablement pas confirmée avant cette date, il y aura probablement des retards dans la mise en œuvre des projets, ce qui se traduira par des dépenses moins importantes, estimées à 56,5 millions de dollars pour 2001, contre 62,1 millions de dollars prévus pour 2000. Le total (118,6 millions de dollars) pour l'ensemble de l'exercice biennal n'en représentera pas moins 80 % du montant du budget révisé.

21. Un problème majeur tient au fait que les activités du PNUCID continuent d'être tributaires des contributions à des fins spéciales et du retard dans le financement, ainsi qu'on vient de le voir, le temps qui s'écoule entre la conception d'un projet et la réception des contributions étant en moyenne de 12 à 18 mois. Ce sont là les principaux facteurs qui sont à l'origine des retards dans les réponses aux demandes d'assistance des États membres. S'il est vrai que les donateurs ont à suivre leurs propres règles, qui créent des contraintes, les activités du PNUCID ont besoin d'une certaine souplesse. Un moyen de contribuer à mettre en place un programme dynamique pourrait être de ramener ce délai à six mois pour les projets bénéficiant d'un traitement accéléré.

22. En réponse à l'idée de constituer des groupes d'experts indépendants qui seraient responsables, pour chacun des secteurs thématiques, d'évaluer les programmes, le CCQAB a suggéré, dans son dernier rapport, que des mesures soient prises pour éviter de mettre en place des rouages administratifs trop complexes en la matière. En élaborant de nouvelles procédures d'évaluation, le PNUCID, tenant compte de la préoccupation exprimée par le CCQAB, a rejeté l'idée de groupes permanents d'experts. Il adoptera une approche plus souple, consistant à renforcer l'évaluation continue au niveau des projets et mettant également l'accent sur des programmes particuliers au niveau des pays ou des sous-régions, ou bien sur des questions techniques si nécessaire. Le budget d'appui prévoit un effectif minimum comprenant un agent des services généraux et un administrateur (hors classe) pour surveiller l'évaluation. Les évaluations des différents projets et programmes, y compris les évaluations thématiques, seront financées par imputation des coûts réels au budget des projets correspondants. Cela sera négocié au stade d'élaboration des projets avec les pays bénéficiaires.

23. De même, le PNUCID continue de considérer que ses quatre programmes mondiaux, qui visent à évaluer l'étendue des cultures illicites et de l'abus des drogues dans le monde entier, à fournir des services consultatifs juridiques, et à lancer des initiatives contre le blanchiment de l'argent, sont indispensables pour mieux aider les gouvernements à suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs fixés en matière de contrôle des drogues. Il s'efforcera de mieux informer les États membres en leur fournissant des analyses régulières des tendances en matière de drogues illicites, des études techniques, des rapports d'évaluation par secteur thématique et par programme, des profils de pays et de régions ainsi que des profils de programmes pouvant être consultés sur le site Web de l'Office pour le contrôle des drogues et la prévention du crime du Secrétariat. En décembre 2000, le PNUCID publiera son deuxième *Rapport mondial sur les drogues.*

## E. Incidences de l'institution d'un budget axé sur les résultats sur le Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues

24. Pour ce qui est de la mise en œuvre d'un budget axé sur les résultats, on se reportera à la note présentée par le secrétariat du PNUCID à la Commission à la reprise de sa quarante-deuxième session (E/CN.7/1999/19). Comme il est indiqué dans cette note, le secrétariat est en train d'adapter son budget et les rapports sur l'exécution du programme afin d'utiliser les aspects qui donnent des résultats concrets et fera rapport en conséquence à la Commission lorsqu'il soumettra son budget final pour l'exercice biennal 2000-2001 et son budget initial pour l'exercice 2001-2003.

# II. Projets de résolutions recommandés à la Commission des stupéfiants pour adoption

25. Le projet de résolution ci-après, recommandé à la Commission des stupéfiants pour adoption, résume les principales questions contenues dans le présent rapport.

**Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues: budget d'appui révisé pour l'exercice biennal 2000-2001**

*La Commission des stupéfiants,*

*Ayant à l'esprit* les fonctions administratives et financières que lui a confiées l'Assemblée générale au paragraphe 2 de la section XVI de sa résolution 46/185 C, en date du 20 décembre 1991,

*Ayant examiné* le rapport du Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour le contrôle

international des drogues qui contient le budget d'appui révisé proposé pour l'exercice biennal 2000-2001 pour le Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues,[1]

*Prenant en considération* le rapport du Comité consultatif sur les questions administratives et budgétaires relatif au budget d'appui révisé proposé pour l'exercice biennal 2000-2001 pour le Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues,[2]

1. *Approuve* l'ouverture d'un crédit d'un montant de 35 239 800 dollars au titre du budget d'appui révisé pour l'exercice biennal 2000-2001 du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues aux fins ci-après:

| | *Dollars des États-Unis* |
|---|---|
| Appui aux programmes | |
| Bureaux de pays | 19 698 000 |
| Siège | 6 782 600 |
| Total partiel | 26 480 600 |
| Gestion et administration | 8 759 200 |
| Total général | 35 239 800 |

2. *Autorise* le Directeur exécutif à virer des ressources d'une ligne de crédit à l'autre à concurrence de 5 % du montant de la ligne de crédit destinataire.

[1] E/CN.7/2001/9.
[2] E/CN.7/2001/10.

26. Le projet de résolution ci-après, recommandé à la Commission des stupéfiants pour adoption, résume les principales questions contenues dans le présent rapport:

**Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues: budget d'appui révisé pour l'exercice biennal 2000-2001**

*La Commission des stupéfiants,*

*Ayant à l'esprit* les fonctions administratives et financières que lui a confiées l'Assemblée générale au paragraphe 2 de la section XVI de sa résolution 46/185 C en date du 20 décembre 1991,

*Ayant examiné* le rapport du Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues qui contient le budget-programme révisé proposé pour l'exercice biennal 2000-2001 pour le Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues,[1]

*Prenant en considération* le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires relatif au budget-programme révisé proposé pour l'exercice biennal 2000-2001 pour le Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues,[2]

1. *Approuve* la stratégie en matière de budget-programme pour l'exercice biennal 2000-2001;

2. *Approuve* également l'allocation révisée de ressources pour les activités de programme, d'un montant de 148 298 000 dollars pour l'exercice biennal 2000-2001, imputé sur le Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, comme indiqué ci-après:

| | *Ressources à des fins générales* | *Ressources à des fins spéciales* |
|---|---|---|
| | *(en milliers de dollars des États-Unis)* | |
| Par secteur | | |
| Orientations, législation et campagnes de sensibilisation | 5 674,0 | 15 910,3 |
| Prévention et réduction de l'abus des drogues | 2 418,1 | 36 803,7 |
| Répression du trafic de drogues | 3 322,9 | 34 500,3 |
| Élimination des cultures illicites | 7 403,6 | 42 265,1 |
| **Total** | **18 818,6** | **129 479,4** |
| Par région | | |
| Programmes mondiaux | 6 234,1 | 15 279,5 |
| Afrique subsaharienne | 587,8 | 6 126,3 |
| Afrique du Nord et Moyen-Orient | 76,4 | 2 683,3 |
| Europe centrale et orientale | 733,5 | 5 329,7 |
| Asie occidentale et centrale | 6 138,4 | 20 229,7 |
| Asie du Sud | 856,6 | 659,5 |
| Asie de l'Est et Pacifique | 379,5 | 19 654,8 |
| Amérique latine et Caraïbes | 3 812,4 | 59 516,6 |
| **Total** | **18 818,6** | **129 479,4** |

3. *Note* que l'exécution du budget et des programmes prioritaires supplémentaires est subordonnée à la disponibilité de ressources financières.

Tableau 1
**Plan des ressources, 2000-2001**
(En milliers de dollars des États-Unis)

| | | *Budget ordinaire* | *Fonds du PNUCID* | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | *2000-2001* | *Estimations initiales 2000-2001* | | | | *Estimations révisées 2000-2001* | | | |
| | | *Crédits ouverts approuvés* | *Ressources à des fins générales* | *Ressources à des fins spéciales* | *Total* | | *Ressources à des fins générales* | *Ressources à des fins spéciales* | *Total* | |
| | | | | | *Montant* | *%* | | | *Montant* | *%* |
| I. | Ressources disponibles | | | | | | | | | |
| | Solde d'ouverture | | 18 369,4 | 51 924,8 | 70 294,2 | 31,1 | 20 866,6 | 46 405,4 | 67 272,0 | 31,8 |
| | Recettes | | 40 212,0 | 115 823,0 | 156 035,0 | 68,9 | 30 311,0 | 113 924,0 | 144 235,0 | 68,2 |
| | **Total I** | **--** | **58 581,4** | **167 747,8** | **226 329,2** | **100,0** | **51 177,6** | **160 329,4** | **211 507,0** | **100,0** |
| II. | Emploi des ressources | | | | | | | | | |
| | Programmes et activités d'appui aux programmes | | | | | | | | | |
| | A. Programmes | 12 200,3 | 14 473,3 | 142 538,2 | 157 011,5 | 78,5 | 18 818,6 | 129 479,4 | 148 298,0 | 79,1 |
| | B. Appui aux programmes | | | | | | | | | |
| | Bureaux extérieurs | | 14 690,8 | 5 456,4 | 20 147,2 | 10,1 | 14 104,6 | 5 593,4 | 19 698,0 | 10,5 |
| | Siège | | 5 258,1 | 1 818,8 | 7 076,9 | 3,5 | 4 918,2 | 1 864,4 | 6 782,6 | 3,6 |
| | Agents d'exécution | | 517,3 | 6 250,5 | 6 767,8 | 3,4 | 528,1 | 3 524,8 | 4 052,9 | 2,2 |
| | **Total B** | -- | **20 466,2** | **13 525,7** | **33 991,9** | **17,0** | **19 550,9** | **10 982,6** | **30 533,5** | **16,3** |
| | C. Gestion et administration | 3 219,7 | 8 957,1 | -- | 8 957,1 | 4,5 | 8 759,2 | -- | 8 759,2 | 4,7 |
| | **Total II** | **15 420,0** | **43 896,6** | **156 063,9** | **199 960,5** | **100,0** | **47 128,7** | **140 462,0** | **187 590,7** | **100,0** |
| III. | Rapprochement | | | | | | | | | |
| | Total, II. Emploi des ressources | 15 420,0 | 43 896,6 | 156 063,9 | 199 960,5 | 100,0 | 47 128,7 | 140 462,0 | 187 590,7 | 100,0 |
| | Moins: Programmes | 12 200,3 | 14 473,3 | 142 538,2 | 157 011,5 | 78,5 | 18 818,6 | 129 479,4 | 148 298,0 | 79,1 |
| | Agents d'exécution | -- | 517,3 | 6 250,5 | 6 767,8 | 3,4 | 528,1 | 3 524,8 | 4 052,9 | 2,2 |
| | **Budget d'appui biennal Total III** | **3 219,7** | **28 906,0** | **7 275,2** | **36 181,2** | **18,1** | **27 782,0** | **7 457,8** | **35 239,8** | **18,8** |

# Deuxième partie
# Situation financière du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues

## III. Vue d'ensemble

27. *Plan des ressources: financement et réalisation*. Comme le montre le plan des ressources (tableau 1), le solde du fonds et les prévisions de recettes, dont le total représente 211 507 000 dollars, dépassent de 23 916 300 dollars les ressources nécessaires budgétisées (187 590 700 dollars) pour financer les programmes en cours jusqu'en 2002-2003. De plus, étant donné qu'en 1998-1999 le taux de réalisation moyen a été de 85 % pour le budget-programme et de 100 % pour le budget d'appui, il est plus réaliste de penser que, pour 2000-2001, les dépenses se situeront également autour de 80 % du budget-programme et à 100 % du budget d'appui. Autrement dit, pour ce qui est de l'incidence du plan des ressources sur la situation financière en 2000-2001, il faudrait considérer que les dépenses représenteront 80 % du budget-programme et des dépenses d'appui connexes aux agents d'exécution. Cet ajustement est reflété dans l'état financier récapitulatif présenté au tableau 2. On trouvera ci-après une description des tendances financières générales et des aspects essentiels considérés comme pertinents, sur la base des données présentées dans ce tableau.

28. *Recettes*. Les recettes prévues pour l'exercice biennal 2000-2001 sont en hausse de 2 343 700 dollars (144 235 000 dollars contre 141 891 300), soit 1,7 % par rapport à l'exercice 1998-1999. Comme elles avaient alors déjà augmenté de 37,4 % par rapport à l'exercice précédent, on pense qu'elles resteront à un niveau élevé, en raison du niveau actuel des contributions annoncées. Les choses dépendent toutefois de plus en plus des contributions au titre de la participation aux coûts, qui devraient plus que doubler, du fait de projets réalisés en Amérique latine, mais cette augmentation sera largement compensée par un recul de 6,8 % des contributions volontaires imputable, pour celles qui sont à des fins spéciales, aux tendances actuelles de l'affectation des ressources pour le financement de grands projets d'activités de substitution en Afghanistan, au Myanmar et au Pérou. L'ensemble des recettes à des fins générales devrait diminuer de 9,7 %, en raison essentiellement d'une forte baisse du solde du Fonds, qui suscite moins d'intérêt, mais aussi d'une chute de 5,4 % des contributions, par suite de mouvements défavorables des taux de change. La proportion des ressources réservées à des emplois déterminés reste élevée, aux alentours de 78 % des recettes totales estimées. On trouvera plus loin une analyse plus détaillée des recettes.

29. Comme on l'a vu plus haut, les dépenses au titre des programmes pour l'exercice biennal 2000-2001 sont estimées à 80 % du budget, ce qui représenterait néanmoins une augmentation de 21 337 900 dollars, soit 21,9 %, par rapport aux dépenses finales de l'exercice 1998-1999, et poursuivrait donc la tendance amorcée alors avec une hausse de 30,8 % par rapport à l'exercice précédent. Par conséquent, il est réaliste de considérer l'accroissement de l'exécution du programme comme durable, grâce à un meilleur ciblage des priorités, à la décentralisation des responsabilités du siège vers les bureaux extérieurs et à la rationalisation des arrangements relatifs à la mise en œuvre. Le plus important est qu'il ne sera pas nécessaire d'augmenter le budget d'appui, révisé en baisse à 35 239 800 dollars (contre 36 181 200), par suite d'économies attendues du fait de mesures d'amélioration de l'efficacité et d'une maîtrise des coûts dans l'infrastructure d'appui. Si l'on considère la part du budget d'appui et du budget-programme dans les dépenses totales, celle du premier devrait tomber de 26 % en 1998-1999 à 22,3 % en 2000-2001, et celle du second passer de 72 à 75,1 %. Ainsi, chaque dollar investi permettra d'obtenir davantage, des ressources plus importantes étant consacrées directement aux dépenses de programme.

30. La persistance du faible niveau des recettes à des fins générales, qui couvrent à peine les dépenses d'appui, entraînera une baisse de 13 078 000 dollars du solde des fonds à des fins générales, car il sera nécessaire de financer les priorités essentielles des programmes pour lesquels il n'y aura pas de fonds à des fins spéciales. Par conséquent, il est urgent de

Tableau 2
**État financier récapitulatif, 1998-1999 et 2000-2001**
(En milliers de dollars des États-Unis)

| | *1998-1999* | | | *2000-2001* | | | *Augmentation/(diminution): 2000-2001/1998-1999* | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | *Montants à des fins générales* | | *Montants à des fins spéciales* | | *Total* | |
| | *Montants à des fins générales* | *Montants à des fins spéciales* | *Total* | *Montants à des fins générales* | *Montants à des fins spéciales* | *Total* | *Valeur* | *%* | *Valeur* | *%* | *Valeur* | *%* |
| **I. Financement** | | | | | | | | | | | | |
| A. Soldes du Fonds au 1er janvier | 31 690,7 | 28 785,7 | 60 476,4 | 20 866,6 | 46 405,4 | 67 272,0 | (10 824,1) | (34,2) | 17 619,7 | 61,2 | 6 795,6 | 11,2 |
| B. Recettes | | | | | | | | | | | | |
| Contributions | 26 867,5 | 92 769,7 | 119 637,2 | 25 411,0 | 86 039,0 | 111 450,0 | (1 456,5) | (5,4) | (6 730,7) | (7,3) | (8 187,2) | (6,8) |
| Participation aux coûts | -- | 11 123,3 | 11 123,3 | -- | 23 088,0 | 23 088,0 | -- | -- | 11 964,7 | 107,6 | 11 964,7 | 107.6 |
| Dons publics | -- | 1 913,2 | 1 913,2 | -- | 997,0 | 997,0 | -- | -- | (916,2) | (47,9) | (916,2) | (47,9) |
| Intérêts créditeurs | 6 566,3 | 2 505,7 | 9 072,0 | 4 700,0 | 3 800,0 | 8 500,0 | (1 866,3) | (28,4) | 1 294,3 | 51,7 | (572,0) | (6,3) |
| Recettes accessoires | 145,6 | -- | 145,6 | 200,0 | -- | 200,0 | 54,4 | 37,4 | -- | -- | 54,4 | 37,4 |
| **Total, B** | **33 579,4** | **108 311,9** | **141 891,3** | **30 311,0** | **113 924,0** | **144 235,0** | **(3 268,4)** | **(9,7)** | **5 612,1** | **5,2** | **2 343,7** | **1,7** |
| **Total I** | **65 270,1** | **137 097,6** | **202 367,7** | **51 177,6** | **160 329,4** | **211 507,0** | **(14 092,5)** | **(21,6)** | **23 231,8** | **16,9** | **9 139,3** | **4,5** |
| **II. Dépenses** | | | | | | | | | | | | |
| Programmes | 14 421,6 | 82 878,9 | 97 300,5 | 15 078,9 | 103 559,5 | 118 638,4 | 657,3 | 4,6 | 20 680,6 | 25,0 | 21 337,9 | 21,9 |
| Agents d'exécution | 422,4 | 3 632,5 | 4 054,9 | 528,1 | 3 524,8 | 4 052,9 | 105,7 | 25,0 | (107,7) | (3,0) | (2,0) | -- |
| Budget d'appui biennal | 30 061,6 | 5 101,1 | 35 162,7 | 27 782,0 | 7 457,8 | 35 239,8 | (2 279,6) | (7,6) | 2 356,7 | 46,2 | 77.1 | 0,2 |
| Ajustements par rapport à l'année précédente | (502,1) | (920,3) | (1 422,4) | -- | -- | -- | 502,1 | (100,0) | 920,3 | (100,0) | 1 422,4 | (100,0) |
| **Total II** | **44 403,5** | **90 692,2** | **135 095,7** | **43 389,0** | **114 542,1** | **157 931,1** | **(1 014,5)** | **(2,3)** | **23 849,9** | **26,3** | **22 835,4** | **16,9** |
| **III. Solde du Fonds au 31 décembre (I-II)** | **20 866,6** | **46 405,4** | **67 272,0** | **7 788,6** | **45 787,3** | **53 575,9** | **(13 078,0)** | **(62,7)** | **(618,1)** | **(1,3)** | **(13 696,1)** | **(20,4)** |
| **IV. Réserve opérationnelle** | **12 000,0** | **--** | **12 000,0** | **12 000,0** | **--** | **12 000,0** | -- | | -- | | -- | |

mieux équilibrer les recettes à des fins générales et celles à des fins spéciales, de manière à répondre rapidement et avec souplesse aux nouveaux défis et aux nouvelles possibilités du programme, ainsi que de maintenir un niveau minimum considéré comme nécessaire pour le budget d'appui biennal.

31. *Solde du Fonds.* Le solde du Fonds comprend les fonds déjà assurés pour des activités futures et en cours en raison de la nécessité de financer un cycle complet des projets d'une durée moyenne de trois à cinq ans, ainsi que la fraction non dépensée du budget en cours qui est reprogrammée pour la période financière suivante. Par définition, le solde des fonds à des fins spéciales est entièrement affecté à des activités de programme en cours par la volonté des donateurs. À la fin de 1999, 89 % du solde des fonds à des fins générales étaient affectés à des activités en cours, les 11 % restants étant également entièrement programmés en 2000-2001. Par conséquent, les soldes ne représentent pas des fonds libres, mais sont indispensables pour maintenir les liquidités nécessaires en l'absence de capitaux permanents et du caractère purement volontaire du financement. Étant donné la tendance continue à l'affectation spécifique des recettes, le solde des fonds à des fins générales devrait baisser de 13 078 000 dollars, soit 62,7 %, et celui des fonds à des fins spéciales de 618 100 dollars, soit 1,3 %. Il en résulterait à la fin de 2001 une diminution de 13 696 100 dollars du solde total des fonds, qui s'élèverait à 53 575 900 dollars, soit 37,1 % des recettes totales pour 2000-2001.

32. *Évaluation générale.* Du côté des recettes, le PNUCID a poursuivi ses efforts pour élargir la base de son appui financier. Il n'a cependant réussi que de façon modeste à accroître sensiblement le financement dans le cadre de la stratégie suivie au cours des dernières années, qui visait à augmenter le nombre des gouvernements donateurs fournissant au Fonds un minimum de 300 000 dollars sous forme de ressources à des fins générales. Bien que l'on ne s'attende pas dans l'avenir proche à un élargissement de la base des donateurs, certains donateurs traditionnellement importants ont annoncé et indiqué un accroissement de leurs contributions, et la mobilisation de ressources dans le cadre d'arrangements de participation aux coûts connaît un grand succès. Les tendances à l'augmentation des recettes et à l'amélioration de l'exécution des programmes permettent de maintenir le volume actuel des programmes. Le budget révisé pour 2000-2001 présente donc une situation financière équilibrée qui devrait permettre de maintenir la réserve opérationnelle à 12 millions de dollars et d'assurer la viabilité financière et l'intégrité du Fonds du PNUCID.

# IV. Recettes

33. Les tendances générales des recettes ont été indiquées plus haut. Au 30 septembre 2000, 45 % des montants estimés pour 2000-2001 avaient été reçus ou annoncés, dont 90 % pour 2000.

34. *Contributions*. Les contributions pour l'exercice biennal 2000-2001 sont estimées à 111 450 000 dollars, en baisse de 6,8 % par rapport à 1998-1999. Ce chiffre continue cependant de représenter un appui important aux programmes si on le compare à celui de 1996-1997 (seulement 90 408 200 dollars) et est dû à l'élan donné par la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale ainsi que par les initiatives lancées par le Directeur exécutif, en particulier dans la région des Andes et en Asie occidentale et centrale. Cela a fortement incité les États membres à se joindre au groupe des donateurs ou à accroître leurs contributions. En 2000, le niveau des contributions devrait se maintenir à 56,3 millions de dollars, et pour 2001 il est estimé à 55,1 millions de dollars. Il y a eu récemment de fortes augmentations des contributions à des plans d'action pour la Bolivie et la Colombie. Les efforts se poursuivent pour financer les grands projets d'activités de substitution en cours en Afghanistan, au Myanmar et au Pérou. Toutefois, par prudence, les estimations actuelles partent de l'hypothèse d'une réduction du niveau de financement pour ce type de projets, ce qui explique en grande partie la baisse indiquée par rapport à l'exercice biennal précédent.

35. Les contributions à des fins générales pour l'exercice biennal 2000-2001 sont estimées à 25 411 000 dollars, contre 26 867 500 dollars en 1998-1999, soit une baisse de 5,4 % qui s'explique en grande partie par l'incidence de la fermeté du dollar des États-Unis sur les contributions en monnaies européennes, qui constituent la majeure partie des recettes à des fins générales. Les contributions à des fins spéciales sont estimées à 86 039 000 dollars contre 92 769 700, par

suite de l'actuelle diminution des ressources affectées à des grands programmes, principalement en Afghanistan, au Myanmar et au Pérou. On trouvera au tableau A.1 des données sur le nombre et la proportion des pays fournissant des contributions volontaires. Alors que le nombre de pays donateurs a légèrement diminué de 1998 à 2000, la proportion de ceux qui fournissent entre 2 et 5 millions de dollars n'a cessé d'augmenter, ce qui explique le fort appui financier dont continue de bénéficier le Fonds.

36. Les estimations pour 2000-2001 sont fondées sur les indications fournies par un certain nombre de donateurs et compte tenu, pour chacun d'entre eux, de leurs contributions récentes (montant, régularité des versements et accords de financement existants). Cependant, de nombreux donateurs n'étaient pas en mesure, avant la fin de leur propre exercice budgétaire, de fournir des détails sur leurs contributions financières pour 2001. À cela s'ajoute la diversité des sources des contributions volontaires dans les différents pays, qui comprennent très souvent différents départements et services ministériels, dont les affaires étrangères, la coopération, et le Ministère de la santé, de la protection sociale et de l'intérieur.

37. *Contributions au titre de la participation aux coûts*. Les contributions au titre de la participation aux coûts sont estimées pour 2000-2001 à 23 088 000 dollars, chiffre supérieur de 11 964 700 dollars (107,6 %) à celui des recettes effectives de l'exercice précédent (11 123 300 dollars). Cette forte augmentation résulte d'arrangements relatifs aux emprunts effectués par les pays concernés à des institutions multilatérales de prêt. Une partie des fonds empruntés sera versée au PNUCID par les pays contributeurs pour des projets spécifiques de contrôle des drogues dans ces pays. D'autres initiatives, impliquant des prêts bilatéraux à des conditions de faveur et des arrangements similaires en matière de partage des coûts se poursuivent également. Le Gouvernement brésilien a versé 9 581 000 dollars pour 1998-1999, et devrait fournir un montant estimé à 18 183 000 dollars en 2000-2001 en application d'accords de projet déjà signés avec le PNUCID. Le plus important porte sur une contribution de 30 millions de dollars sur quatre ans pour un programme de prévention de l'abus de drogue et du sida commencé en 1999 et faisant suite à un programme achevé en 1998. Un autre concerne une contribution de 15 775 000 dollars sur cinq ans pour un programme de répression qui a commencé en 1998. Dans le cadre de plans d'action du PNUCID pour la région des Andes, des contributions au titre de la participation aux coûts pour 2000-2001 sont attendues des Gouvernements bolivien (1 829 000 dollars) et colombien (848 000 dollars). Des détails sur des éléments de projet financés par les contributions au titre de la participation aux coûts sont donnés dans le document relatif au budget-programme. Les estimations des recettes provenant de la participation aux coûts reposent sur l'hypothèse que 80 % du budget des projets concernés seront financés par le gouvernement à titre de contributions liées aux dépenses prévues. En outre, une contribution de 1 987 000 dollars est attendue de l'USAID en 2000-2001 dans le cadre d'un projet de cinq ans axé sur des activités de substitution portant sur la gestion, la conservation et l'utilisation des ressources forestières dans la zone tropicale de Cochabamba en Bolivie.

38. *Dons publics*. Alors qu'ils avaient atteint 1 913 200 dollars en 1998-1999, du fait principalement d'un versement exceptionnel du secteur privé brésilien, les dons publics sont estimés pour 2000-2001 à 997 000 dollars, soit une baisse de 47,6 %. Ils viendront en majeure partie d'une organisation non gouvernementale japonaise, le Centre pour la prévention de l'abus des drogues (DAPC) qui, outre l'appui financier substantiel qu'il apporte au PNUCID, sensibilise la population japonaise aux dangers des drogues par des campagnes annuelles.

39. *Intérêts créditeurs*. Le montant des intérêts créditeurs pour l'exercice biennal 2000-2001 est estimé à 8 500 000 dollars, soit une diminution de 6,3 % par rapport aux 9 072 000 dollars effectivement reçus en 1998-1999. Ces intérêts proviennent des excédents temporaires et des réserves de fonctionnement placés par la Trésorerie de l'Organisation des Nations Unies, compte tenu des besoins de liquidités du PNUCID. Leur montant est déterminé par les taux appliqués aux comptes à vue et aux dépôts à court terme en dollars des États-Unis ainsi que de l'encaisse du PNUCID. Les intérêts provenant des contributions à des fins spéciales sont comptabilisés séparément aux fins de l'établissement du solde de chacune d'entre elles. Lorsque les arrangements conclus avec les donateurs stipulent que ces intérêts doivent être crédités au budget d'un projet, ils sont comptabilisés comme intérêts créditeurs à des fins spéciales. Lorsque le PNUCID peut disposer des intérêts comme il l'entend,

il les comptabilise comme intérêts créditeurs à des fins générales.

40. Les intérêts perçus en 1998-1999 sur des placements d'un montant moyen de 85 361 250 dollars sur des comptes à vue et des comptes de dépôt à court terme se sont élevés à 9 072 000 dollars, ce qui correspond à un rendement annuel de 5,3 %. Pour 2000-2001, on estime que des placements d'un montant moyen de 77 millions de dollars rapporteront 8 500 000 dollars, à un taux présumé de 5,5 % sur la base des rendements effectifs actuels. Le montant estimé des placements a été calculé à partir d'une projection de la trésorerie fondée sur les données financières présentées au tableau 2.

41. *Recettes accessoires*. Les remboursements de dépenses imputées à des périodes financières antérieures, les gains nets de change et le produit de la vente de biens excédentaires sont crédités aux recettes accessoires. En 1998-1999, les recettes accessoires d'un montant de 145 589 dollars ont eu principalement pour origine des remboursements effectués par des compagnies aériennes (43 811 dollars) et la vente de trousses d'analyse des drogues (93 211 dollars). Pour 2000-2001 les prévisions ont été établies à 200 000 dollars.

# V. Dépenses d'appui aux programmes

42. Les dépenses d'appui aux programmes sont estimées à 15 122 400 dollars pour l'exercice biennal 2000-2001, sur la base du budget-programme total présenté au tableau A.2. Toutefois, compte tenu des prévisions de dépenses, elles sont ramenées à 80 % de ce montant, soit 12 097 920 dollars, dans le tableau récapitulatif des opérations financières; 4 052 900 dollars sont destinés aux agents d'exécution; 7 457 800 dollars sont perçus par le PNUCID dans le cadre de projets financés par des recettes à des fins spéciales et servent à financer l'appui aux programmes; et le solde de 587 220 dollars est reversé au fonds à des fins générales, le même montant lui étant imputé au titre de projets. Au cours de l'exercice 1998-1999, ces dépenses se sont élevées à 10 244 010 dollars, chiffre correspondant à un taux d'exécution plus faible des programmes. Les dépenses d'appui aux programmes sont prélevées sur les fonds affectés aux projets afin de financer les activités de soutien technique et administratif. Depuis le 1er janvier 1997, le PNUCID applique un taux standard de 13 % au titre des dépenses d'appui aux programmes partagées avec les agents d'exécution. Pour les projets d'exécution nationale, un taux de 5 % a été introduit. Le tableau A.2. présente une ventilation des dépenses d'appui des agents d'exécution et du PNUCID pour l'exercice biennal 2000-2001.

43. Comme le montre le tableau A.2, le taux global d'appui aux programmes pour l'exercice 2000-2001, par rapport aux dépenses de programme, y compris l'exécution nationale, est estimé à 10,2 %, avec 7,5 % revenant au PNUCID et 2,7 % aux agents d'exécution associés, contre 10,5 % (la répartition étant alors de 6,4 % et 4,2 %) au cours de l'exercice biennal précédent. Le pourcentage prélevé par le PNUCID augmentera en raison de sa part accrue dans l'exécution des programmes, ce qui devrait permettre de disposer de plus de ressources à des fins générales pour les programmes essentiels.

44. Comme le montre le tableau 2, 7 457 800 dollars, soit 21 % du budget d'appui biennal, devraient provenir de fonds à des fins spéciales représentant des sommes recouvrées par le PNUCID. Cela constituera certes une amélioration par rapport aux 14,5 % de l'exercice précédent, mais laissera encore le budget d'appui fortement tributaire des ressources à des fins générales. Conformément à la recommandation du CCQAB figurant au paragraphe 25 de son dernier rapport (E/CN.7/1999/20), une proposition a été faite par la Commission à sa quarante-troisième session d'autoriser à prélever jusqu'à 13 % des dépenses d'appui aux programmes sur tous les projets du PNUCID quelle que soit la modalité d'exécution, et que ce taux soit autorisé à partir du début de 2000-2001. Après examen, la Commission a décidé de réexaminer la question à sa quarante-quatrième session en 2001, dans le cadre du budget 2000-2001 révisé, pour permettre des consultations avec toutes les parties intéressées. Le PNUCID a poursuivi ses consultations et présentera une proposition révisée, comme l'a demandé la Commission. En attendant une décision de cette dernière, le plan des ressources proposé (tableau 1) prend pour hypothèse l'application des taux actuels, le montant prévu de 7 457 800 dollars pour l'exercice biennal étant réparti comme suit: 5 593 400 dollars, soit 75 %, pour les bureaux extérieurs, et 1 864 400 dollars, soit 25 %, pour les activités d'appui au siège.

# Troisième partie
# Budget d'appui révisé pour l'exercice biennal 2000-2001

## VI. Vue d'ensemble

45. Le budget d'appui révisé pour l'exercice biennal 2000-2001, d'un montant de 35 239 800 dollars, est en baisse de 941 400 dollars (2,7 %) par rapport au budget d'appui initial, du fait d'une diminution du volume de 768 100 dollars (2,1 %) et d'une diminution des coûts de 173 300 dollars (0,5 %). Il a été jugé nécessaire d'opérer des réductions dans les secteurs où l'efficacité peut encore être améliorée ainsi que dans les bureaux extérieurs où le volume des activités de programme justifie une réduction correspondante des ressources d'appui.

46. Par rapport aux chiffres initiaux, le volume augmente au siège de 564 700 dollars, dont 312 500 pour la gestion et l'administration, et 252 200 pour l'appui aux programmes, mais diminue de 1 332 800 dollars au niveau des pays, de sorte qu'il baisse au total de 768 100 dollars.

47. Le nombre total de postes est ramené de 215 dans le budget initial à 203 dans le budget révisé, avec une diminution nette de 16 postes dans les bureaux extérieurs, une augmentation nette de trois postes pour l'appui aux programmes au siège et une augmentation nette d'un poste pour la gestion et l'administration.

48. Comme le montre le tableau 1, le total de l'appui aux programmes, y compris les ressources fournies aux agents d'exécution, devrait tomber de 33 991 900 dollars dans le budget initial à 30 533 500 dollars dans le budget révisé, ce qui correspond à une réduction de l'emploi des ressources de 17 à 16,3 %. Pour ce qui est des bureaux extérieurs, les ressources nécessaires augmentent modérément, passant de 10,1 % du total dans le budget initial à 10,5 % dans le budget révisé, car le volume des programmes diminue plus que le volume de l'appui. L'appui aux programmes est également en légère augmentation au siège, où il passe de 3,5 % dans le budget initial à 3,6 % dans le budget révisé, de même que le pourcentage pour la gestion et l'administration, qui passe de 4,5 à 4,7 %. En revanche, une baisse importante (de 3,4 % à 2,2 %) est prévue pour les agents d'exécution, car le PNUCID interviendra davantage que ces derniers afin d'obtenir un meilleur rapport coût-efficacité dans l'exécution des activités de programme.

## VII. Appui aux programmes

### A. Bureaux extérieurs (budget: 20 147 200 dollars)

49. Il y aura dans les bureaux extérieurs et les bureaux régionaux une diminution du volume de 1 332 800 dollars – 930 900 au titre des dépenses de personnel, 122 500 pour les frais de voyage et 175 300 pour les frais généraux de fonctionnement (principalement la location de bureaux) et 101 200 dollars pour le matériel. Les économies résulteront principalement de réductions d'effectifs dans les bureaux où le volume des programmes diminue, de la rationalisation de l'administration des dépenses de fonctionnement, d'un contrôle plus strict des déplacements et du fait que la majeure partie du matériel, en particulier pour la sécurité et pour la mise à niveau de l'équipement, a été achetée au cours de l'exercice biennal précédent. Les baisses les plus importantes concerneront les régions Amérique latine et Caraïbes (520 400 dollars), Asie du Sud (273 100 dollars) et Asie de l'Est et Pacifique (261 300 dollars). Le tableau A.3 montre les liens entre la répartition régionale des programmes et l'appui aux programmes correspondant.

50. Conformément à la politique de décentralisation engagée par le PNUCID au cours de l'exercice biennal 1998-1999, les représentants au niveau des pays ont été investis de tous les pouvoirs et responsabilités concernant les programmes: conception des programmes, élaboration et révision des projets, suivi de l'exécution des programmes et établissement de rapports sur la mise en œuvre des programmes. Le siège exerce un contrôle général et supervise la gestion. Les bureaux extérieurs font office de réserve et de centre d'information et d'expertise en matière de contrôle des drogues et de conseillers des gouvernements sur les questions qui s'y rapportent.

Tableau 3

**État récapitulatif des prévisions budgétaires par ligne de crédit et selon la localisation, 2000-2001**

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | *Budget ordinaire* | *Fonds du PNUCID* | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | *2000-2001* | *2000-2001* | | *Changements* | | | | *2000-2001* | |
| | | | | *Volume* | | *Coûts* | | | |
| | *Crédits ouverts approuvés* | *Budget initial approuvé* | *% du total* | *Aug./(dim.)* | *%* | *Aug./(dim.)* | *%* | *Prévisions révisées* | *% du total* |
| Par ligne de crédit | | | | | | | | | |
| Appui aux programmes | | | | | | | | | |
| Bureaux extérieurs | -- | 20 147,2 | 55,6 | (1 332,8) | (6,6) | 883,6 | 4,3 | 19 698,0 | 55,9 |
| Siège | -- | 7 076,9 | 19,6 | 252,2 | 3,5 | (546,5) | (7,7) | 6 782,6 | 19,2 |
| Gestion et administration | 3 219,7 | 8 957,1 | 24,7 | 312,5 | 3,4 | (510,4) | (5,7) | 8 759,2 | 24,8 |
| **Total** | **3 219,7** | **36 181,2** | **100,0** | **(768,1)** | **(2,1)** | **(173,3)** | **(0,4)** | **35 239,8** | **100,0** |
| Selon la localisation | | | | | | | | | |
| Bureaux extérieurs | -- | 20 147,2 | 55,6 | (1 332,8) | (6,6) | 883,6 | 4,3 | 19 698,0 | 55,9 |
| Siège | 3 219,7 | 16 034,0 | 44,3 | 564,7 | 3,5 | (1 056,9) | (6,5) | 15 541,8 | 44,1 |
| **Total** | **3 219,7** | **36 181,2** | **100,0** | **(768,1)** | **(2,1)** | **(173,3)** | **(0,4)** | **35 239,8** | **100,0** |

Tableau 4
**État récapitulatif des postes d'appui par ligne budgétaire et selon la localisation, 2000-2001**

| | *Budget ordinaire* | | | *Fonds du PNUCID* | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | *2000-2001 approuvé* | | | *2000-2001 approuvé* | | | | | | *Changements (Augmentation/diminution)* | | | | | *2000-2001 révisé* | | | | | |
| | *P* | *G* | *Total* | *P* | *ARN* | *G* | *AL* | *Total* | *% du total* | *P* | *ARN* | *G* | *AL* | *Total* | *P* | *ARN* | *G* | *AL* | *Total* | *% du total* |
| Par ligne budgétaire | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Appui aux programmes | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bureaux extérieurs | -- | -- | -- | 39 | 22 | -- | 76 | 137 | 63,7 | (7) | 2 | -- | (11) | (16) | 32 | 24 | -- | 65 | 121 | 59,6 |
| Siège | -- | -- | -- | 19 | -- | 18 | -- | 37 | 17,2 | 1 | -- | 2 | -- | 3 | 20 | -- | 20 | -- | 40 | 19,7 |
| Gestion et administration | 12 | 2 | 14 | 17 | -- | 24 | -- | 41 | 19,0 | 3 | -- | (2) | -- | 1 | 20 | -- | 22 | -- | 42 | 20,6 |
| **Total** | **12** | **2** | **14** | **75** | **22** | **42** | **76** | **215** | **100,0** | **(3)** | **2** | **--** | **(11)** | **(12)** | **72** | **24** | **42** | **65** | **203** | **100,0** |
| Selon la localisation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bureaux extérieurs | -- | -- | -- | 39 | 22 | -- | 76 | 137 | 63,7 | (7) | 2 | -- | (11) | (16) | 32 | 24 | -- | 65 | 121 | 59,6 |
| Siège | 12 | 2 | 14 | 36 | -- | 42 | -- | 78 | 36,2 | 4 | -- | -- | -- | 4 | 40 | -- | 42 | -- | 82 | 40,3 |
| **Total** | **12** | **2** | **14** | **75** | **22** | **42** | **76** | **215** | **100,0** | **(3)** | **2** | **--** | **(11)** | **(12)** | **72** | **24** | **42** | **65** | **203** | **100,0** |

*Note*: AL = Agents locaux; ARN = Administrateurs recrutés sur le plan national

Tableau 5

**État récapitulatif du budget d'appui par catégorie de dépense, 2000-2001**

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | *Budget régulier* | *Fonds du PNUCID* | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | *2000-2001* | *2000-2001* | | *Changements* | | | | *2000-2001* | |
| | | | | *Volume* | | *Coûts* | | | |
| | *Crédits ouverts approuvés* | *Budget initial approuvé* | *% du total* | *Aug./(dim.)* | *%* | *Aug./(dim.)* | *%* | *Prévisions révisées* | *% du total* |
| Postes | 10 851,3 | 26 511,7 | 73,2 | (533,8) | (2,0) | 205,9 | 0,7 | 26 183,8 | 72,3 |
| Autres dépenses de personnel | 690,9 | 220,7 | 0,6 | 72,8 | 32,9 | (19,2) | (8,7) | 274,3 | 0,7 |
| Consultants | 896,5 | 95,0 | 0,2 | 110,4 | 116,2 | (0,2) | (0,2) | 205,2 | 0,5 |
| Frais de voyage | 1 617,1 | 1 709,5 | 4,7 | (257,9) | (15,0) | (49,6) | (2,9) | 1 402,0 | 3,8 |
| Services contractuels | 533,2 | 243,1 | 0,6 | (105,1) | (43,2) | (7,7) | (3,1) | 130,3 | 0,3 |
| Frais généraux de fonctionnement | 277,6 | 4 012,3 | 11,0 | (187,6) | (4,6) | (150,3) | (3,7) | 3 674,4 | 10,1 |
| Fournitures et accessoires | 124,7 | 626,4 | 1,7 | 33,2 | 5,3 | (43,1) | (6,8) | 616,5 | 1,7 |
| Matériels | 340,2 | 1 036,9 | 2,8 | (30,0) | (2,8) | (37,1) | (3,5) | 969,8 | 2,6 |
| Dépenses diverses | 88,5 | 1 725,6 | 4,7 | 129,9 | 7,5 | (72,0) | (4,1) | 1 783,5 | 4,9 |
| **Total** | **15 420,0** | **36 181,2** | **100,0** | **(768,1)** | **(2,1)** | **(173,3)** | **(0,4)** | **35 239,8** | **100,0** |

Figure I

**Prévisions du budget d'appui par ligne de crédit, 2000-2001**

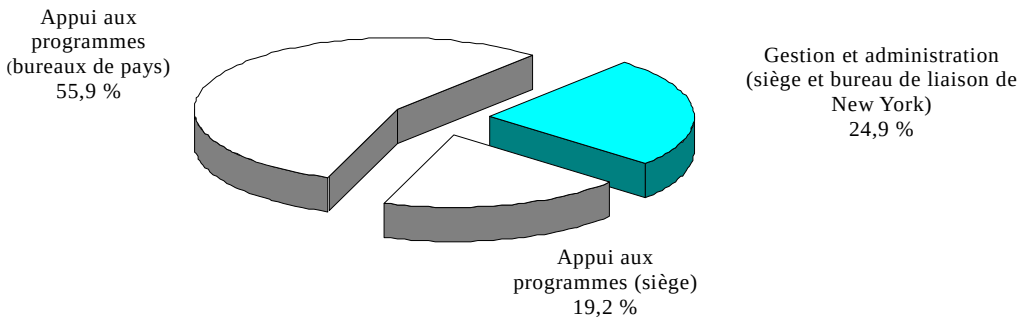



Figure II

**Postes, par ligne de crédit, 2000-2001**

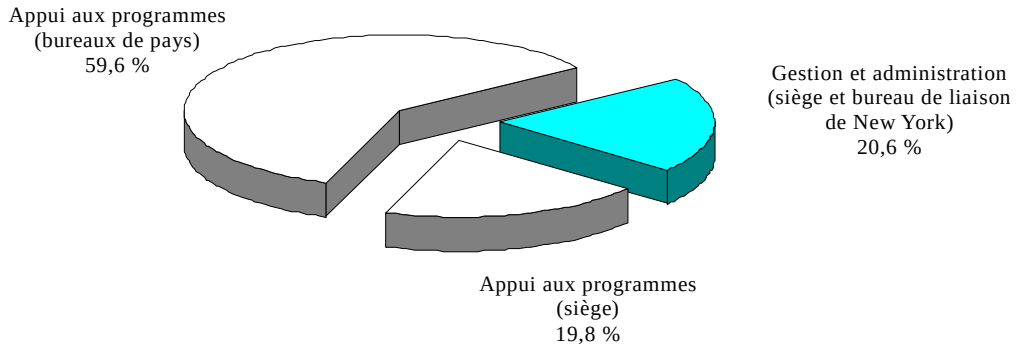
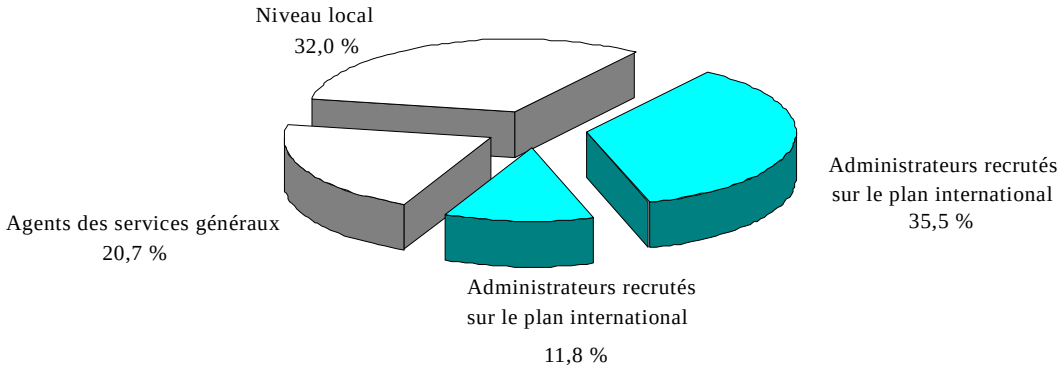



Figure III

**Postes, par catégorie, 2000-2001**



Outre leur fonction principale consistant à appuyer les activités de coopération technique, au niveau des régions ou des pays, ils mènent des activités de mobilisation des ressources, notamment par le biais du mécanisme du Minigroupe de Dublin, ainsi que des campagnes de sensibilisation du public, des médias et du monde des affaires. Ils assurent la liaison avec les programmes d'aide bilatérale et les organisations non gouvernementales, ainsi qu'avec des institutions et programmes des Nations Unies représentés dans les pays concernés.

51. Conformément aux règles de gestion financière du PNUCID et à la politique de ce dernier, dans laquelle il concentre les efforts sur ses activités de base et fait appel dans la mesure du possible à des sources extérieures pour les autres activités, par exemple l'administration, le PNUD fait office d'administration du PNUCID au niveau des pays en application de l'arrangement de travail conclu entre les deux organisations. À ce titre, il recevra 400 000 dollars pour les services administratifs fournis aux bureaux extérieurs du PNUCID, tels que le recrutement et l'administration du personnel local, les achats et les services généraux. Au cours des exercices biennaux antérieurs, le coût du remboursement au PNUD était inclus dans la gestion et l'administration du Service d'appui aux programmes. Cette méthode est considérée comme incorrecte, car l'appui est fourni directement par le PNUD aux seuls bureaux extérieurs, et non au siège du PNUCID. C'est pourquoi, à partir de l'exercice biennal 2000-2001, le remboursement au PNUD des services administratifs fournis aux bureaux extérieurs du PNUCID figure dans la partie du budget relevant de chaque bureau.

52. *Incidences budgétaires pour les bureaux relevant de l'Office des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime (bureaux communs PNUCID/Centre pour la prévention internationale du crime).* Les bureaux situés en Belgique, en Afrique du Sud, en Fédération de Russie et en Ouzbékistan, qui entreprennent des activités au nom à la fois du PNUCID et du Centre pour la prévention internationale du crime, dont l'ensemble forme l'Office pour le contrôle des drogues et la prévention du crime (OCDPC) sont désignés comme bureaux de l'OCDPC. Dans chacun d'entre eux, une présence minimale du Centre a été associée à un bureau établi du PNUCID de manière à tirer profit des économies d'échelle et à appliquer le mandat de la Commission qui demande de créer des synergies entre le travail des deux entités. Du point de vue budgétaire, celles-ci restent distinctes. Le Centre a, dans ces bureaux, un fonds d'affectation spéciale qui finance les dépenses de son personnel, et qui fournit en outre une allocation pour couvrir les coûts liés aux activités de prévention du crime et les activités de son personnel. Il s'agit des voyages officiels, des locaux, des frais de communication, du mobilier et du matériel, des fournitures et des dépenses de fonctionnement. Les fonds utilisés à l'appui du mandat du PNUCID et de celui du Centre sont alloués et comptabilisés séparément et font l'objet de rapports distincts indiquant clairement l'emploi des ressources. Les arrangements font l'objet d'une vérification interne et externe.

53. En Afrique subsaharienne, la structure du bureau a été modifiée pour montrer le transfert de toute la responsabilité des activités de programme dans les pays d'Afrique de l'Est au bureau régional pour l'Afrique australe situé à Pretoria, le bureau du Kenya étant cependant maintenu, pour garantir l'inclusion dans le programme des synergies entre les deux régions. De légères modifications sont proposées pour renforcer le bureau du Nigéria et supprimer un poste d'administrateur au Sénégal afin de tenir compte des changements survenus en Afrique de l'Ouest. En Europe centrale et orientale, les activités du bureau situé en Belgique sont réduites, car ses fonctions de liaison et de coordination peuvent être exercées directement à partir du siège. En outre, dans les autres régions où le volume du programme diminue, des ajustements sont proposés pour réaligner les dépenses de personnel et les frais de fonctionnement, c'est le cas notamment dans les bureaux pour l'Afghanistan, l'Inde, le Myanmar, le Pérou et la Barbade. Des mesures visant à mieux maîtriser les frais de fonctionnement devraient être prises dans tous les bureaux de pays.

54. Les changements de coût concernant les bureaux de pays aboutissent à une augmentation de 883 600 dollars, résultant d'une hausse de 1 059 700 dollars des coûts salariaux et d'une diminution de 176 100 dollars des frais de fonctionnement. La réévaluation des coûts au titre de l'inflation est à l'origine d'une augmentation totale de 267 800 dollars, principalement pour ce qui des frais de fonctionnement, tandis que la vigueur du

dollar des États-Unis entraîne une baisse totale de 443 900 dollars au titre des fluctuations des taux de change.

### 1. Afrique subsaharienne (budget: 3 217 400 dollars)

55. En Afrique subsaharienne, une diminution de volume de 112 700 dollars, en prévision d'une restructuration du bureau extérieur, est compensée par une augmentation de coût de 161 200 dollars, d'où un accroissement net de 48 500 dollars. L'augmentation de coût est de 194 800 dollars pour les postes, tandis qu'une hausse de 18 000 dollars au titre de l'inflation est entièrement compensée par une baisse de 51 600 dollars due au taux de change. En ce qui concerne les postes, il y a suppression d'un poste P-3, reclassement d'un poste P-5 à D-1, transfert d'un poste P-5 d'une autre région et transfert d'un poste P-4 à une autre région. Les dépenses prévues au titre des programmes dans la région sont ramenées de 9,9 millions de dollars dans le budget initial à 6,7 millions de dollars dans le budget révisé.

56. Le Bureau régional pour l'Afrique de l'Est, à Nairobi (budget: 612 900 dollars), enregistrera une diminution en volume de 36 800 dollars, avec la suppression d'un poste d'agent local et des dépenses autres que les postes correspondantes, en raison d'une légère réduction du volume du programme. Il y aura une augmentation de coût de 139 900 dollars, qui sera le résultat d'une hausse de 138 600 dollars au titre de la réévaluation des coûts des postes, d'une hausse de 8 200 dollars pour l'inflation, et d'une diminution de 6 900 dollars due aux fluctuations des taux de change.

57. Le bureau de pays de Lagos (budget: 657 100 dollars), où les activités de contrôle des drogues prennent une importance croissante, connaîtra une augmentation de volume de 6 300 dollars, du fait principalement du transfert d'un poste P-5 de la Barbade, où le volume d'exécution est en baisse, mais il y aura transfert du poste P-4 existant à la République démocratique populaire lao, où le programme qui y est réalisé prend de l'ampleur. Les postes sont réévalués à la hausse de 47 400 dollars, avec des dépenses autres que les dépenses de personnel augmentées de 3 800 dollars au titre de l'inflation et réduites de 1 500 dollars pour les fluctuations des taux de change.

58. Le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, à Dakar (budget: 768 600 dollars) enregistrera une diminution de volume de 115 600 dollars due à la suspension d'un poste P-3 et d'un poste d'agent local en raison d'une baisse du volume du programme. Des ajustements au titre de la réévaluation des coûts aboutissent à une diminution de 28 700 dollars.

59. Le Bureau régional pour l'Afrique australe à Pretoria (budget: 1 178 800 dollars) connaîtra un accroissement net en volume de 33 400 dollars. Une augmentation est prévue pour le reclassement d'un poste P-5 à D-1, du fait du développement continu du programme et de responsabilités accrues en matière d'appui, ainsi qu'une certaine augmentation des dépenses autres que les postes en raison d'activités de programme plus nombreuses et de l'extension de la couverture du Bureau régional, qui englobe la région de l'Afrique de l'Est. Des ajustements mineurs représentant une augmentation de 300 dollars sont effectués au titre de la réévaluation des coûts.

### 2. Afrique du Nord et Moyen-Orient (budget: 877 300 dollars)

60. Une légère diminution de volume (5 800 dollars) est prévue pour le Bureau régional pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, qui se trouve au Caire. Le volume du programme est ramené de 6,9 millions de dollars dans le budget initial à 2,8 millions de dollars dans le budget révisé. La réévaluation des coûts se traduit par une augmentation de 96 200 dollars au titre des salaires et de 600 dollars pour les autres objets de dépense.

### 3. Europe centrale et orientale (budget: 1 306 800 dollars)

61. Il y aura en Europe centrale et orientale une diminution de volume de 50 000 dollars. Il est proposé de supprimer un poste P-3 et de le remplacer par deux postes d'administrateurs de programme recrutés au plan national et par un postes d'agent local. Un poste P-5 est également transféré au siège et un poste P-4 est transféré depuis une autre région. Le programme prévu pour la région est revu à la baisse et est ramené de 6 701 400 dollars dans le budget initial à 6 063 200 dollars dans le budget révisé. Les postes sont réévalués en hausse de 117 600 dollars et les dépenses autres que les postes le sont en baisse de 43 400 dollars, du fait principalement des taux de change.

62. Au Bureau de liaison en Belgique (budget: 584 000 dollars) l'actuel poste P-5 est remplacé par un

poste P-4. Le poste P-5 est transféré au Service d'appui au programme, car les activités de liaison et de coordination exercées par un titulaire peuvent être exercées directement depuis le siège. Le poste P-4 est transféré depuis l'Afghanistan, où l'on s'attend à une baisse du volume du programme dans ce pays. Ces changements entraînent une diminution du volume de 85 800 dollars, dans la logique des dépenses effectives. Les dépenses autres que de personnel sont réévaluées en baisse de 14 300 dollars en raison des fluctuations des taux de change et les dépenses de personnel en hausse de 138 800 dollars.

63. Au Bureau régional pour la Fédération de Russie et le Bélarus, à Moscou (budget: 722 800 dollars), il y aura une augmentation de volume de 35 800 dollars et suppression d'un poste P-3; il sera fait appel à la place à deux administrateurs de programme recrutés sur le plan national et à un agent local, qui sont considérés comme plus efficaces au niveau local. Les fluctuations favorables du taux de change se traduisent par une réévaluation des coûts en baisse de 50 300 dollars.

### 4. Asie occidentale et centrale (budget: 3 094 500 dollars)

64. En Asie occidentale et centrale, le volume des programmes proposé est ramené de 30,3 millions de dollars dans le budget initial à 26,4 millions de dollars dans le budget révisé. Pour les activités sur le terrain, il y a une diminution en volume de 109 500 dollars. Pour ce qui est des effectifs, un poste P-4 sera transféré à une autre région et deux postes d'agents locaux devront désormais être absorbés dans le budget-programme. Une réévaluation des coûts en baisse de 202 200 dollars est prévue au titre des fluctuations des taux de change.

65. Le bureau de pays en Afghanistan (budget: 583 900 dollars) où l'on s'attend à une diminution du volume du programme verra ses effectifs diminuer en raison du transfert d'un poste P-4 en République démocratique populaire lao, où le programme en cours prend déjà de l'extension. En outre, des économies de loyer seront réalisées par suite d'une réduction des locaux à usage de bureau. Il en résultera une diminution de volume de 114 700 dollars, et la réévaluation du coût des postes entraînera de son côté une baisse du budget de 159 100 dollars.

66. Pour le bureau de pays en République islamique d'Iran (budget: 635 000 dollars), aucun changement n'est proposé pour les ressources nécessaires au titre des postes. Des économies de 13 100 dollars sont prévues au titre des dépenses autres que de personnel, mais elles seront compensées par une réévaluation en hausse des coûts de 21 900 dollars.

67. Au Bureau régional pour l'Asie du Sud-Ouest à Islamabad (budget: 883 800 dollars) il y aura suppression de deux postes d'agents locaux qui seront absorbés dans le budget-programme. Des économies moins importantes sont prévues au titre des dépenses autres que les postes et entraîneront une diminution du volume de 104 900 dollars. Pour l'avenir prévisible, le bureau de pays situé en Afghanistan et le bureau de pays qui se trouve au Pakistan continueront de partager des locaux à Islamabad en raison de la situation en Afghanistan. La responsabilité des activités dans ces deux pays est confiée maintenant pour des raisons à la fois administratives et opérationnelles au chef du bureau de pays en Afghanistan (poste D-1). La réévaluation des coûts se traduit par une augmentation de 152 800 dollars, principalement au titre des coûts salariaux et de l'inflation.

68. Au Bureau régional pour l'Asie centrale à Tachkent (budget: 991 800 dollars), il n'y aura pas de changement dans les effectifs. Une augmentation du volume de 123 200 dollars résultera essentiellement de hausses de loyers et d'un besoin accru de fournitures et de matériel, du fait d'activités de sensibilisation dans la région. Elle sera plus que compensée par une réévaluation en baisse de 217 000 dollars au titre des coûts, en raison principalement de taux de change favorables.

### 5. Asie du Sud (budget: 932 100 dollars)

69. Le PNUCID a un bureau régional pour l'Asie du Sud à New Delhi. Un poste P-5 sera transféré au Service de l'élaboration des politiques et de l'analyse au siège, un poste d'administrateur de programme recruté sur le plan national sera transféré au Brésil et le nombre de postes d'agents locaux sera ramené de six à trois en raison de la diminution du volume des programmes dans la région. La réduction des effectifs rend nécessaire de réduire les frais de fonctionnement liées à la location de bureaux. Les économies se traduiront par une diminution du volume de 273 100 dollars ainsi que d'une réévaluation en baisse des coûts de 146 300 dollars, principalement au titre des

dépenses de personnel, en raison des mouvements des taux de change.

### 6. Asie de l'Est et Pacifique (budget: 4 471 000 dollars)

70. Dans la région de l'Asie de l'Est et du Pacifique, il est proposé de transférer un poste P-4 d'une autre région, de supprimer un poste P-2 et deux postes d'agents locaux, et de réaliser d'autres économies, principalement au titre de la location de bureaux, ce qui aboutira à une diminution du volume de 261 300 dollars. Le volume des programmes sera en outre ramené de 25,8 millions de dollars dans le budget initial à 20 millions de dollars dans le budget révisé. Les dépenses de personnel sont réévaluées en hausse de 581 800 dollars du fait d'une révision des coûts standard et les autres dépenses de 163 700 dollars, en raison de l'inflation, tandis que les fluctuations des taux de change entraîneront une diminution de 35 400 dollars.

71. Pour le bureau de pays en République démocratique populaire lao (budget: 1 304 900 dollars), un poste P-4 sera transféré de l'Afghanistan en vue de l'extension du volume du programme. Des économies sont toutefois proposées au titre des dépenses autres que les postes, principalement le loyer de bureaux, d'où une diminution nette du volume de 44 300 dollars. D'importantes réévaluations en hausse sont nécessaires pour les dépenses de personnel (264 500 dollars), ainsi que pour les autres dépenses (128 800 dollars), en raison de l'inflation après prise en compte des fluctuations des taux de change.

72. Au bureau de pays situé au Myanmar (budget: 941 000 dollars), il y aura suppression d'un poste P-2, qui sera absorbé dans le budget-programme, et de deux postes d'agents locaux, en raison d'une forte baisse du volume du programme en 2001. Il en résultera une diminution nette du volume de 214 900 dollars. La réévaluation des coûts au titre des postes, de l'inflation et des taux de change se traduira par une augmentation nette de 79 000 dollars.

73. Le Centre régional pour l'Asie du Sud-Est en Thaïlande (budget: 1 602 700 dollars) connaîtra une diminution du volume de 700 dollars et une augmentation des coûts de 259 900 dollars. Il sera possible de réaliser des économies de loyer en imputant ces derniers aux projets régionaux bénéficiaires. La réévaluation des coûts est due principalement à la hausse des dépenses de personnel, une fois pris en compte l'inflation et les taux de change.

74. Le bureau de pays au Viet Nam (budget: 622 400 dollars) ne verra pas ses effectifs modifiés. Une petite réévaluation en baisse des coûts (23 500 dollars) est inscrite au budget au titre des dépenses de personnel.

### 7. Amérique latine et Caraïbes (budget: 5 798 900 dollars)

75. Pour l'Amérique latine et les Caraïbes, une diminution totale du volume de 520 400 dollars est prévue, malgré une augmentation du portefeuille de programmes, qui devrait passer de 54 millions de dollars dans le budget initial à 63,3 millions de dollars dans le budget-programme révisé. Pour ce qui est des effectifs, il y aura reclassement d'un poste D-2 à D-1, d'un poste D-1 à P-5 et d'un poste P-3 à P-4. Deux postes P-3 seront transférés au siège, un poste P-5 sera transféré à une autre région, tandis qu'un poste d'administrateur de programme recruté sur le plan national sera transféré depuis une autre région. Il est proposé de supprimer deux postes d'agents locaux. Ces changements entraîneront une diminution du volume de 401 000 dollars, le reste (119 400 dollars) viendra pour l'essentiel d'une réduction des frais de voyage, de la location de bureaux, des frais généraux de fonctionnement et des dépenses de matériel dans certains bureaux extérieurs. La hausse des coûts salariaux standard entraînera une augmentation de 247 600 dollars. On estime que les variations du taux d'inflation seront à l'origine d'une augmentation de 21 200 dollars et que les variations des fluctuations des taux de change se traduiront par une diminution de 79 000 dollars.

76. Le Bureau régional pour les Caraïbes à la Barbade (budget: 1 164 500 dollars) connaîtra une diminution du volume total de 218 300 dollars, en raison du faible volume du programme et du transfert d'un poste P-5 au Nigéria pour les raisons indiquées plus haut. Il est nécessaire de réduire les loyers et les dépenses de maintenance soit en emménageant dans les locaux communs des Nations Unies, soit en renégociant le niveau actuel des subventions de l'État. Avec la baisse du volume du programme, d'autres économies sont envisagées au titre des frais de voyage et de matériel. Les augmentations de coût seront de 294 300 dollars au titre des salaires et le faible taux d'inflation entraînera une hausse de 5 600 dollars

seulement. Du fait que le dollar de la Barbade est couplé au dollar des États-Unis, il n'est procédé à aucun ajustement de coûts pour les fluctuations des taux de change.

77. Pour le bureau de pays en Bolivie (budget: 937 100 dollars), une diminution du volume de 136 000 dollars est proposée. Elle correspondra à une réduction de 112 700 dollars au titre des postes, du fait du transfert d'un poste P-3 au siège et de la suppression d'un poste d'agent local – l'actuel poste P-5, les deux postes d'administrateurs de programme recrutés sur le plan national et les quatre postes d'agents locaux étant considérés comme suffisants, compte tenu de l'ampleur de la nature des programmes – et à une diminution de 23 300 dollars au titre des frais de voyage, des fournitures et du matériel. Les réévaluations de coût se traduisent par une diminution de 58 300 dollars, principalement au titre des coûts salariaux.

78. Le bureau de pays au Brésil est actuellement géré efficacement par un administrateur hors classe (P-5). Il est donc proposé de déclasser le poste D-1 à P-5, de reclasser le poste P-3 à P-5 et, étant donné l'accroissement du volume du programme, de transférer d'Inde un poste d'administrateur de programme recruté sur le plan national. Il y aura en outre de petites augmentations du volume au titre des dépenses autres que de personnel, ce qui entraînera au total une augmentation de 15 300 dollars. L'ajustement pour l'inflation et les taux de change devrait entraîner une hausse nette des coûts de 2 200 dollars.

79. En Colombie, le poste D-2 est déclassé à D-1, niveau considéré comme plus approprié compte tenu de la situation actuelle en matière de contrôle des drogues et d'un volume de programme moins important que prévu. En outre, et pour les mêmes raisons, il y aura suppression d'un poste d'agent local. Ces économies, ajoutées aux économies de loyer à réaliser en imputant une partie des coûts aux projets bénéficiaires, entraîneront une diminution du volume de 28 800 dollars. Une diminution de coût de 42 900 dollars est également inscrite au budget par suite des variations des taux de change.

80. Au Bureau régional pour l'Amérique centrale et le Mexique à Mexico, il n'y aura pas de changement dans les ressources nécessaires au titre des postes. La principale dépense autre que les postes est représentée par le loyer des bureaux, au sujet duquel les négociations sont en cours en vue d'obtenir une baisse ou un hébergement gratuit par l'État. Avec d'autres économies au titre des frais de voyage et des frais de fonctionnement, une diminution totale en volume de 43 600 dollars est inscrite au budget. Il y a une augmentation nette de 63 000 dollars au titre des coûts salariaux et de 3 600 dollars pour l'inflation et les fluctuations des taux de change.

81. Au Pérou, il est proposé de transférer un poste P-3 au siège, en raison de la baisse du volume du programme. D'autres économies sont prévues au titre des frais de voyage et du matériel, ce qui entraînera une diminution totale du volume de 109 000 dollars. Une réévaluation en baisse des coûts, représentant 77 700 dollars, principalement au titre des salaires, est également inscrite au budget.

## B. Siège (budget: 6 782 600 dollars)

82. Au siège, l'appui aux programmes est centralisé dans la Division des opérations et de l'analyse, qui comprend le Bureau du Directeur, le Service des opérations et le Service de l'élaboration des politiques et de l'analyse. Par rapport au budget initial pour 2000-2001, il y aura une augmentation du volume de 252 200 dollars. Elle sera de 224 800 dollars pour les postes, par suite du transfert de deux postes d'agent des services généraux de la gestion et de l'administration, du transfert d'un poste P-5 des bureaux extérieurs, et du reclassement d'un poste P-5 et d'un poste P-3 à D-1 et P-4, respectivement. Le reste, soit 7 400 dollars, sera dû à de petites augmentations des dépenses autres que de personnel, une fois prises en compte les économies au titre des frais de voyage. Les réévaluations de coût entraîneront une diminution de 546 500 dollars, du fait principalement de l'incidence du renforcement du dollar sur les salaires. Au total, le budget d'appui aux programmes du siège est donc révisé en baisse de 4,2 % pour s'établir à 6,8 millions de dollars, par rapport aux prévisions initiales de 7,1 millions de dollars.

83. Le Bureau du Directeur de la Division des opérations et de l'analyse est renforcé par le transfert d'un poste D-1 et d'un poste d'agent des services généraux du Groupe de la mobilisation des ressources, ce qui lui permettra de mieux coordonner et diriger les activités de fond, techniques et de politique générale. Il en résultera une augmentation du volume de 168 300 dollars au titre des postes. D'un autre côté, il y

aura une diminution de 12 200 dollars du volume des dépenses autres que les postes par suite d'économies au titre des services de consultants. Les salaires ont dû être réévalués à la hausse, compte tenu des tendances des dépenses effectives, malgré des taux de change défavorables, d'où une augmentation nette de 76 400 dollars. Au total, le budget du Bureau du Directeur augmente de 30,9 %, par rapport à des prévisions initiales de 752 300 dollars, pour passer à 984 800 dollars.

84. Au Service des opérations, un poste P-5 est reclassé à D-1 pour rétablir le poste de Chef du Service des opérations qui, après réflexion, est jugé nécessaire pour qu'il y ait un point focal chargé exclusivement de coordonner et diriger l'ensemble des régions et secteurs constituant le portefeuille du budget-programme. En outre, un poste P-3 est reclassé à P-4 à la section Amérique latine, en raison de l'augmentation du volume du programme dans cette région. Ces changements se traduisent par une augmentation du volume de 37 100 dollars. Pour les dépenses autres que les postes, il y a une augmentation modeste du volume (17 500 dollars) au titre des fournitures et du matériel nécessaires pour compléter le léger accroissement du nombre de postes. La réévaluation des coûts aboutit à une diminution de 490 000 dollars, en raison principalement de l'incidence du renforcement du dollar sur les salaires. Au total, le budget du Service des opérations diminue de 10,9 %, par rapport à des prévisions initiales de 4,6 millions de dollars pour s'établir à 4,1 millions de dollars.

85. Au Service de l'élaboration des politiques et de l'analyse, un poste D-1 est transféré au Bureau du Directeur de la Division des traités et de l'appui aux organes de contrôle des drogues. En compensation, un poste P-5 est transféré d'Inde afin de maintenir la capacité de recherche prescrite de ce service important et un poste d'agent des services généraux est transféré du Service d'appui aux programmes au siège pour renforcer la capacité technique de ce dernier en matière de traitement des données. Il en résulte une augmentation du volume de 39 400 dollars au titre des postes. Pour les autres objets de dépense, une augmentation nette du volume de 2 100 dollars est proposée. Les ajustements de coûts se traduisent par une diminution de 132 900 dollars, du fait principalement de l'incidence du renforcement du dollar sur les salaires. Au total, le Service de l'élaboration des politiques et de l'analyse diminue de 5,2 % par rapport à des prévisions initiales de 1 754 900 dollars pour s'établir à 1 663 500 dollars.

# VIII. Gestion et administration

86. La gestion et l'administration comprend le Bureau du Directeur exécutif, y compris le Bureau de liaison de New York, le Groupe des relations extérieures, le Groupe de la mobilisation des ressources et le Service d'appui aux programmes, ainsi que certaines activités du Service des traités, des affaires juridiques et du secrétariat de la Commission. Elle assure également le remboursement des services administratifs fournis par l'Office des Nations Unies à Vienne et le Bureau des services de contrôle interne. Comme il est indiqué à la section VII ci-dessus, le remboursement des services fournis par le PNUD aux bureaux extérieurs du PNUCID est inscrit désormais au budget d'appui aux programmes des bureaux de pays. Le budget total de la gestion et de l'administration pour l'exercice biennal 2000-2001, y compris les ajustements de coûts, baisse de 2,2 % par rapport à des prévisions initiales de 8 957 100 dollars pour s'établir à 8 759 200 dollars, du fait d'une augmentation du volume de 312 500 dollars et d'une diminution des coûts de 510 400 dollars. Les changements concernant le nombre de postes sont les suivants: transfert d'un poste P-5 et de deux postes P-3 des bureaux extérieurs et d'un poste D-1 du Service d'appui aux programmes, où il est reclassé à D-2, transfert d'un poste D-1 et de deux postes d'agent des services généraux à l'appui aux programmes au siège et déclassement d'un poste P-4 à P-3. Les changements de coûts consistent en une diminution de 357 600 dollars au titre des coûts salariaux et de 214 500 dollars au titre des fluctuations des taux de change, et en une augmentation de 61 700 dollars du fait de l'inflation.

## A. Gestion (budget: 5 223 100 dollars)

87. Au Bureau du Directeur exécutif, y compris le Bureau de liaison de New York, un poste P-4 est reclassé à P-3, ce qui correspond à une utilisation plus efficace des ressources et se traduit par une économie de volume au titre des postes de 15 900 dollars, une économie supplémentaire de 36 100 dollars étant réalisée au titre de la réduction des frais de voyage. Les changements de coûts comprennent une diminution de 103 000 dollars au titre des coûts salariaux et de 54 700 dollars au titre des fluctuations des taux de change, ainsi qu'une augmentation de 17 500 dollars du fait de l'inflation.

88. Dans le Groupe des relations extérieures, deux postes P-3 sont transférés du Pérou et de la Bolivie pour répondre aux demandes croissantes en matière de promotion, de relations interorganisations et de relations publiques, activités qui, en raison de leur caractère mondial et multisectoriel, sont exercées plus efficacement au siège. Avec une augmentation de 154 000 dollars au titre des postes et des économies de 22 400 dollars au titre des dépenses autres que les postes, on obtient une augmentation nette du volume de 131 600 dollars. Pour ce qui est des coûts, il y a une augmentation nette de 42 600 dollars au titre des coûts salariaux afin de les aligner sur les tendances observées.

89. Dans le Groupe de la mobilisation des ressources, un poste D-1 et un poste d'agent des services généraux sont transférés au Bureau du Directeur des opérations et de l'analyse, comme on l'a vu plus haut. Le poste d'agent des services généraux est remplacé par un poste équivalent transféré du Service d'appui aux programmes. Ces changements, auxquels s'ajoutent des économies au titre des frais de voyage, se traduisent par une diminution du volume de 113 100 dollars. Pour ce qui est des coûts, il y a une diminution de 234 900 dollars au titre des coûts salariaux, une diminution de 12 800 dollars au titre des fluctuations des taux de change, et une augmentation de 3 700 dollars au titre de l'inflation.

90. À la Division des traités, des affaires juridiques et du secrétariat de la Commission, un poste D-1 est transféré du Service de l'élaboration des politiques et de l'analyse et reclassé à D-2, en raison des fonctions et des responsabilités accrues de cette Division essentielle. Du point de vue des priorités générales en matière de contrôle des drogues, on considère qu'il est indispensable de faire passer des ressources de la recherche et de l'appui technique au service des organes de contrôle des drogues et de la mise en œuvre des traités. Au total, on observe une augmentation du volume de 154 200 dollars et une augmentation de 109 200 dollars liée à l'ajustement des coûts salariaux.

## B. Service d'appui aux programmes (budget: 2 163 100 dollars)

91. Un poste P-5 sera transféré du bureau de Belgique pour renforcer la capacité consultative en matière de gestion de ce service, où il n'y a pas d'administrateur hors classe expérimenté pour la gestion des ressources humaines, la formation et le perfectionnement du personnel. D'autre part, comme on l'a vu plus haut, deux postes d'agent des services généraux sont transférés au Service de l'élaboration des politiques et de l'analyse et au Groupe de la mobilisation des ressources. Ces changements se traduisent par une augmentation nette du volume de 58 500 dollars. Les changements de coûts comprennent une diminution de 175 500 dollars pour les coûts salariaux, une diminution de 33 600 dollars pour les fluctuations des taux de change et une augmentation de 9 300 dollars pour l'inflation.

## C. Divers (budget: 1 317 900 dollars)

92. Aucun changement de volume n'est prévu pour le niveau de remboursement des services administratifs fournis par l'Office des Nations Unies à Vienne et le Bureau des services de contrôle interne. Le PNUCID fait appel à ce dernier pour mener des audits des opérations du siège et sur le terrain ainsi que des activités des projets. L'Office des Nations Unies à Vienne fournit des services au PNUCID pour lesquels il est remboursé. Ces services incluent: des services de personnel (recrutement et administration du règlement du personnel pour le personnel du siège et le personnel international sur le terrain); des services financiers (bulletins de paye, comptabilité générale, trésorerie et approbation des dépenses); des services généraux (bureaux, gestion des bâtiments, communications, courrier et services de messager, publication des documents officiels des Nations Unies, assistance pour les voyages et les transports, services de réseau

d'ordinateur central et local, courrier électronique et accès à l'Internet). Les changements de coûts comprennent une diminution de 107 700 dollars pour les fluctuations des taux de change (pour l'Office des Nations Unies à Vienne seulement, car les remboursements au Bureau des services de contrôle interne sont effectués en dollars des États-Unis), et une augmentation de 29 500 dollars pour l'inflation.

Tableau 6

**Prévisions détaillées du budget d'appui par unité administrative et par ligne de crédit, 2000-2001**

(En milliers de dollars des États-Unis)

| *Poste* | *Budget ordinaire* | *Fonds du PNUCID* | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | *2000-2001* | *2000-2001* | | *Changements* | | | | *2000-2001* | |
| | *Crédits ouverts approuvés* | *Budget initial approuvé* | *% du total* | *Coûts* | | *Volume* | | *Prévisions révisées* | *% du total* |
| | | | | *Aug./(dim.)* | *%* | *Aug./(dim.)* | *%* | | |
| A. Appui aux programmes | | | | | | | | | |
| 1. Bureaux extérieurs | | | | | | | | | |
| Afrique subsaharienne | -- | 3 168,9 | 8,7 | 161,2 | 5,0 | (112,7) | (3,5) | 3 217,4 | 9,1 |
| Afrique du Nord et Moyen-Orient | -- | 786,3 | 2,1 | 96,8 | 12,3 | (5,8) | (0,7) | 877,3 | 2,4 |
| Europe centrale et orientale | -- | 1 282,6 | 3,5 | 74,2 | 5,7 | (50,0) | (3,9) | 1 306,8 | 3,7 |
| Asie occidentale et centrale | -- | 3 406,2 | 9,4 | (202,2) | (5,9) | (109,5) | (3,2) | 3 094,5 | 8,7 |
| Asie du Sud | -- | 1 351,5 | 3,7 | (146,3) | (10,8) | (273,1) | (20,2) | 932,1 | 2,6 |
| Asie de l'Est et du Pacifique | -- | 4 022,2 | 11,1 | 710,1 | 17,6 | (261,3) | (6,5) | 4 471,0 | 12,6 |
| Amérique Latine et Caraïbes | -- | 6 129,5 | 16,9 | 189,8 | 3,1 | (520,4) | (8,4) | 5 798,9 | 16,4 |
| **Total 1** | **--** | **20 147,2** | **55,6** | **883,6** | **4,3** | **(1 332,8)** | **(6,6)** | **19 698,0** | **55,9** |
| 2. Siège | | | | | | | | | |
| Directeur, Division des opérations et de l'analyse | -- | 752,3 | 2,0 | 76,4 | 10,1 | 156,1 | 20,7 | 984,8 | 2,7 |
| Service des opérations | -- | 4 569,7 | 12,6 | (490,0) | (10,7) | 54,6 | 1,1 | 4 134,3 | 11,7 |
| Service de l'élaboration des politiques et de l'analyse | -- | 1 754,9 | 4,8 | (132,9) | (7,5) | 41,5 | 2,3 | 1 663,5 | 4,7 |
| **Total 2** | **--** | **7 076,9** | **19,5** | **(546,5)** | **(7,7)** | **252,2** | **3,5** | **6 782,6** | **19,2** |
| **Total A** | **--** | **27 224,1** | **75,2** | **337,1** | **1,2** | **(1 080,6)** | **(3,9)** | **26 480,6** | **75,1** |
| B. Gestion et administration | | | | | | | | | |
| Bureau du Directeur exécutif et Bureau de liaison de New York | 1 651,6 | 2 606,2 | 7,2 | (140,2) | (5,3) | (52,0) | (2,0) | 2 414,0 | 6,8 |
| Groupe des relations extérieures | 902,6 | 1 160,9 | 3,2 | 42,6 | 3,6 | 131,6 | 11,3 | 1 335,1 | 3,7 |
| Groupe de la mobilisation des ressources | 665,5 | 1 325,8 | 3,6 | (244,0) | (18,4) | (113,1) | (8,5) | 968,7 | 2,7 |
| Directeur, Division des traités et de l'appui aux organes de contrôle des drogues | -- | -- | -- | 175,9 | -- | 198,1 | -- | 374,0 | 1,0 |
| Service d'appui aux programmes | -- | 3 622,3 | 10,0 | (278,0) | (7,6) | 191,8 | 5,3 | 3 536,1 | 10,0 |
| Service des traités, des affaires juridiques et du secrétariat de la Commission | -- | 241,9 | 0,6 | (66,7) | (27,5) | (43,9) | (18,1) | 131,3 | 0,3 |
| **Total, B** | **3 219,7** | **8 957,1** | **24,7** | **(510,4)** | **(5,7)** | **312,5** | **3,4** | **8 759,2** | **24,8** |
| **Total, A et B** | **3 219,7** | **36 181,2** | **100,0** | **(173,3)** | **(0,4)** | **(768,1)** | **(2,1)** | **35 239,8** | **100,0** |

Tableau 7

**Prévisions budgétaires détaillées par catégorie de dépense et par ligne de crédit, 2000-2001**

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | *Budget ordinaire* | *Fonds du PNUCID* | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | *2000-2001* | *2000-2001* | | *Changements* | | | | *2000-2001* | |
| | | | | *Coûts* | | *Volume* | | | |
| | *Crédits ouverts approuvés* | *Budget initial approuvé* | *% du total* | *Aug./(dim.)* | *%* | *Aug./(dim.)* | *%* | *Prévisions révisées* | *% du total* |
| A. Appui au programme | | | | | | | | | |
| 1. Bureaux extérieurs | | | | | | | | | |
| Postes | -- | 14 250,4 | 39,3 | 1 059,7 | 7,4 | (930,9) | (6,5) | 14 379,2 | 40,8 |
| Frais de voyage | -- | 894,1 | 2,4 | (11,8) | (1,3) | (122,5) | (13,7) | 759,8 | 2,1 |
| Frais généraux de fonctionnement | -- | 3 381,0 | 9,3 | (126,5) | (3,7) | (175,3) | (5,1) | 3 080,1 | 8,7 |
| Fournitures et accessoires | -- | 520,4 | 1,4 | (35,1) | (6,7) | 0,5 | 0,1 | 485,8 | 1,3 |
| Matériels | -- | 692,7 | 1,9 | (8,9) | (1,2) | (101,2) | (14,6) | 582,6 | 1,6 |
| Dépenses diverses | -- | 407,7 | 1,1 | 6,2 | 1,5 | (3,4) | (0,8) | 410,5 | 1,1 |
| **Total 1** | **--** | **20 147,2** | **55,6** | **883,6** | **4,3** | **(1 332,8)** | **(6,6)** | **19 698,0** | **55,9** |
| 2. Siège | | | | | | | | | |
| Postes | -- | 6 156,2 | 17,0 | (496,2) | (8,0) | 234,1 | 3,8 | 5 894,1 | 16,7 |
| Autres dépenses de personnel | -- | 109,0 | 0,3 | (9,3) | (8,5) | 31,7 | 29,0 | 131,4 | 0,3 |
| Consultants | -- | 46,5 | 0,1 | -- | -- | (16,3) | (35,0) | 30,2 | 0,0 |
| Frais de voyage | -- | 197,2 | 0,5 | (9,1) | (4,6) | (56,1) | (28,4) | 132,0 | 0,3 |
| Services contractuels | -- | 68,6 | 0,1 | (2,3) | (3,3) | 4,3 | 6,2 | 70,6 | 0,2 |
| Frais généraux de fonctionnement | -- | 290,8 | 0,8 | (12,9) | (4,4) | 12,0 | 4,1 | 289,9 | 0,8 |
| Fournitures et accessoires | -- | 53,3 | 0,1 | (4,0) | (7,5) | 14,5 | 27,2 | 63,8 | 0,1 |
| Matériels | -- | 155,3 | 0,4 | (12,7) | (8,1) | 28,0 | 18,0 | 170,6 | 0,4 |
| **Total 2** | **--** | **7 076,9** | **19,5** | **(546,5)** | **(7,7)** | **252,2** | **3,5** | **6 782,6** | **19,2** |
| **Total A** | **--** | **27 224,1** | **75,2** | **337,1** | **1,2** | **(1 080,6)** | **(3,9)** | **26 480,6** | **75,1** |
| B. Gestion et administration | | | | | | | | | |
| Postes | 2 437,4 | 6 105,1 | 16,8 | (357,6) | (5,8) | 163,0 | 2,6 | 5 910,5 | 16,7 |
| Autres dépenses de personnel | 398,5 | 111,7 | 0,3 | (9,9) | (8,8) | 41,1 | 36,8 | 142,9 | 0,4 |
| Consultants | 88,0 | 48,5 | 0,1 | (0,2) | (0,4) | 126,7 | 261,2 | 175,0 | 0,5 |
| Frais de voyage | 192,9 | 618,2 | 1,7 | (28,7) | (4,6) | (79,3) | (12,8) | 510,2 | 1,4 |
| Services contractuels | 100,4 | 174,5 | 0,4 | (5,4) | (3,0) | (109,4) | (62,6) | 59,7 | 0,1 |
| Frais généraux de fonctionnement | -- | 339,6 | 0,9 | (10,9) | (3,2) | (24,3) | (7,1) | 304,4 | 0,8 |
| Fournitures et accessoires | -- | 52,7 | 0,1 | (4,0) | (7,5) | 18,2 | 34.5 | 66,9 | 0,1 |
| Matériels | -- | 188,9 | 0,5 | (15,5) | (8,2) | 43,2 | 22,8 | 216,6 | 0,6 |
| Dépenses diverses | 2,5 | 1 317,9 | 3,6 | (78,2) | (5,9) | 133,3 | 10,1 | 1 373,0 | 3,9 |
| **Total B** | **3 219,7** | **8 957,1** | **24,7** | **(510,4)** | **(5,7)** | **312,5** | **3,4** | **8 759,2** | **24,8** |
| **Total A et B** | **3 219,7** | **36 181,2** | **100,0** | **(173,3)** | **(0,4)** | **(768,1)** | **(2,1)** | **35 239,8** | **100,0** |

# Quatrième partie
# Budget-programme révisé pour l'exercice biennal 2000-2001

## IX. Priorités programmatiques

### A. Principes généraux

93. À la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale, les États Membres ont adopté une stratégie globale de lutte contre la drogue pour la prochaine décennie, l'objectif fixé d'un commun accord étant de réduire sensiblement l'offre et la demande de drogues illicites d'ici à 2008. L'Assemblée générale a approuvé par consensus une déclaration politique ainsi qu'un certain nombre de plans d'action. Outre les conventions internationales relatives au contrôle des drogues, ces documents définissent les objectifs et orientations stratégiques à mettre en œuvre par le PNUCID à moyen terme.

94. Dans l'immédiat, le PNUCID doit s'assurer que ses priorités sont pleinement conformes aux mandats découlant de la vingtième session extraordinaire. Une liste simplifiée des priorités devrait également aider les États Membres à mesurer les résultats futurs par rapport aux objectifs du PNUCID ainsi plus clairement définis.

95. Les priorités du PNUCID, exposées en détail dans les pages qui suivent, devraient être envisagées sous deux angles différents. D'une part, elles peuvent être considérées d'un point de vue purement opérationnel, la question étant de savoir ce que le PNUCID devrait faire dans l'avenir proche. D'autre part elles peuvent être envisagées d'un point de vue géographique, illustrant sur quels pays ou régions le PNUCID devrait cibler son aide.

96. La bonne exécution des activités prioritaires ne dépendra pas uniquement du PNUCID. Il est en effet des variables que ce dernier ne maîtrise pas totalement, par exemple la propension de ses partenaires, aux niveaux gouvernemental, intergouvernemental et non gouvernemental, à coopérer avec lui. Il faudrait aussi tenir compte des groupes cibles que le PNUCID doit toucher afin de remplir sa mission ainsi que des liens intersectoriels entre le contrôle des drogues et les autres problèmes du développement.

#### 1. Priorités opérationnelles

97. Le PNUCID organisera ses activités autour des quatre secteurs thématiques mentionnés plus haut: pour ce qui est des orientations, de la législation et des campagnes de sensibilisation, il aidera les États Membres à renforcer le cadre général et juridique international nécessaire pour une coopération efficace dans le domaine du contrôle des drogues; en ce qui concerne la prévention et la réduction de l'abus des drogues, il appuiera les programmes de prévention, de traitement et de réadaptation; s'agissant de la répression du trafic des drogues illicites, il appuiera le renforcement des moyens de détection et de répression le long des principaux itinéraires empruntés par la drogue; et pour ce qui est de l'élimination des cultures illicites, il appuiera les programmes d'activités de substitution dans les principaux centres de production des cultures illicites.

#### 2. Priorités géographiques

98. Les programmes mondiaux comprennent les activités qui, ensemble, visent à produire un effet au niveau mondial. Les activités prioritaires à ce niveau permettent à tous les pays de bénéficier des conseils et de l'aide du PNUCID, même si l'aide directe est destinée à des États particuliers.

99. Les programmes régionaux visent les manifestations régionales de la production illicite, du trafic et de l'abus des drogues et tendent à rapprocher les pays, souvent dans le cadre de mémorandums d'accord officiels. Ils ont essentiellement pour but d'enrayer le trafic de drogues, la progression de l'abus et les effets pervers qui peuvent découler des interventions au niveau des pays contre la production de drogues illicites. Par le rôle central qu'il joue dans la coopération internationale, par son objectivité et par sa crédibilité, le PNUCID bénéficie d'un avantage comparatif pour favoriser la coopération régionale.

100. Les programmes nationaux sont destinés aux pays qui sont aux prises avec des problèmes de drogues d'une ampleur et d'une nature telles que des intérêts internationaux sont en jeu. Les pays prioritaires sont choisis en fonction des critères tels que la gravité du

problème, l'effet de démonstration potentiel, les implications internationales et l'intérêt des donateurs.

101. Les gouvernements des États Membres demeurent le principal groupe cible de l'aide du PNUCID. En outre, ce dernier intensifiera sa concertation avec les collectivités locales, les organisations rurales et les organisations non gouvernementales. En particulier, il concentrera son action sur les jeunes.

102. La cartographie de la situation relative à l'abus de drogues et son évolution, ainsi que l'analyse globale de l'impact des politiques de contrôle des drogues permettent au PNUCID de réévaluer périodiquement ses priorités opérationnelles, d'adapter ses activités de coopération technique et de faire prendre conscience aux autorités nationales de la place qu'occupent leurs pays respectifs sur la scène internationale de la drogue, ainsi que du rôle que joue chacun d'entre eux dans le système de contrôle international.

### 3. Liens intersectoriels avec le développement

103. On part souvent du principe que le lien entre la drogue et le développement est unidirectionnel, l'abus de drogues et les problèmes qui en découlent, comme la criminalité, ne devenant préoccupants que dans la mesure où ils faussent le processus de développement économique, social et politique. On s'est moins intéressé à la relation inverse, autrement dit à la question de savoir comment les besoins de développement non satisfaits conduisent à s'intéresser aux drogues. De ce point de vue, la drogue répond à des besoins fonctionnels non satisfaits dans les domaines du développement économique et social. Les exemples sont en fait trop nombreux pour être cités dans le présent rapport. On dira simplement que l'objectif consistant à prévenir ou endiguer les activités illicites liées à la drogue devraient préoccuper non seulement ceux qui travaillent dans le domaine du contrôle des drogues, mais aussi ceux qui sont impliqués dans le développement économique, social et politique. C'est pourquoi le PNUCID s'est efforcé tout spécialement de mettre en évidence les liens concrets existant entre ces activités de base et le domaine plus vaste du développement.

## B. Résumé des changements

104. On trouvera ci-dessous un résumé des différents changements par secteur thématique, entre le budget initial et le budget révisé.

### 1. Orientations, législation et campagnes de sensibilisation

#### a) Programmes mondiaux

105. Le Forum des Nations Unies sur les centres financiers offshore, qui coopère étroitement avec des experts de centres de services financiers internationaux et d'organisations multilatérales, a défini des normes minimales de conduite auxquelles devraient se conformer tous les centres de services financiers internationaux. Ces normes ont été examinées lors d'une réunion organisée par l'Office du contrôle des drogues et de la prévention du crime accueilli par le Gouvernement des îles Caïmanes les 30 et 31 mars 2000. Une trentaine d'engagements écrits ont été reçus des gouvernements, condition préalable pour bénéficier de programmes consultatifs et d'autres programmes de formation et d'assistance technique. L'incidence des nouveaux besoins est reflétée dans le budget-programme révisé.

106. Un degré élevé de priorité sera donné à l'appui opérationnel pour les services de poursuite afin d'obtenir des condamnations et la confiscation des avoirs dans les affaires les plus sérieuses de délinquance liée à la drogue. Dans les États prioritaires choisis, une aide sera fournie à l'appui de la création de "tribunaux mentors pilotes". La priorité sera donnée aux États qui cherchent à mettre un terme aux délits graves des délinquants toxicomanes (tels que les cambriolages et les vols en série), par des programmes de traitement multidisciplinaires supervisés par les tribunaux, qui mettent un terme au problème d'abus de drogues des délinquants. On est en train de développer l'accès en ligne aux lois nationales liées à la drogue des États Membres et à d'autres documents, qui deviendront accessibles par tous en 2001. L'incidence des priorités en matière d'aide juridique est indiquée dans le budget-programme révisé.

**(b) Programmes régionaux et nationaux**

107. Un nouveau projet élaboré en collaboration avec la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest et d'autres partenaires régionaux vise à appuyer les efforts que déploient les différents pays pour lutter contre le blanchiment de l'argent, ainsi que les travaux d'un groupe de travail intergouvernemental contre le blanchiment de l'argent, qui sera créé à la fin de 2000 avec l'appui du PNUCID. Le PNUCID a également achevé la mise en œuvre de la première phase d'un projet intitulé "Assistance technique immédiate pour combattre et prévenir la drogue et la criminalité organisée qui s'y rattache en Fédération de Russie". L'extension de ce projet aux États d'Asie centrale est actuellement à l'étude. L'incidence des nouveaux projets est reflétée dans le budget-programme révisé.

**2. Prévention et réduction de l'abus des drogues**

**a) Programmes mondiaux**

108. À sa quarante-troisième session, en mars 2000, la Commission a également identifié un certain nombre de questions de fond prioritaires pour les activités du PNUCID. L'une d'entre elles est l'abus de drogues chez les enfants et les jeunes et la mondialisation de la culture des jeunes ainsi que les caractéristiques d'abus de drogues qui l'accompagnent. Les premiers modules d'un manuel pour les jeunes sur la conception de projets de prévention ont été élaborés. Un forum de discussion électronique a été créé et un bulletin destiné aux jeunes et rédigé par des jeunes du monde entier est publié tous les trimestres. Un atelier s'est tenu à New Delhi (Inde) et un séminaire international au Mexique pour évaluer les besoins, confronter les expériences et identifier les éléments essentiels du comportement comme outil de prévention.

109. Une autre question identifiée par la Commission à sa quarante-troisième session concerne les conséquences économiques et sociales négatives de l'abus de drogues et la nécessité de renforcer l'aide aux toxicomanes. En collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT), le PNUCID publie des lignes directrices et des manuels sur l'évaluation du traitement des toxicomanes.

110. À sa quarante-troisième session, la Commission a également reconnu qu'il était nécessaire d'améliorer la collecte des données pour avoir une base de connaissances solide en vue de réagir efficacement, et elle a reconnu l'importance du rôle que devrait jouer le PNUCID en appuyant le développement de la capacité de collecte et d'analyse des données. Le Programme mondial d'évaluation de l'ampleur de l'abus de drogues du PNUCID a été configuré pour aider les pays dans ce domaine. Pour faciliter la collecte de données, un kit d'épidémiologie est actuellement mis au point, qui donnera des indications pratiques aux pays sur la façon de procéder. Le PNUCID donne des conseils et fournit une assistance et joue également le rôle de centre d'échange d'informations sur l'abus des drogues ainsi que sur les stratégies, approches, projets et pratiques efficaces en matière de réduction de la demande. L'incidence des nouveaux besoins définis par la Commission à sa quarante-troisième session est reflétée dans le budget-programme révisé.

**b) Programmes régionaux et nationaux**

111. Un nouveau projet panafricain visant à stimuler les mesures de réduction de la demande mettra en place des réseaux d'experts locaux de la réduction de la demande en Afrique de l'Est et de l'Ouest et aidera à l'élaboration de programmes de coopération technique en Afrique australe et en Afrique du Nord. Le premier réseau sera lancé à Nairobi dès 2001. Trois des quatre projets régionaux formulés en 2000 pour l'Afrique de l'Ouest démarreront. Ils permettront aux pays de la région d'intégrer un enseignement sur la prévention de l'abus de drogues dans les écoles primaires et secondaires et dans les programmes de conseil pour les jeunes en association avec les programmes du FNUAP sur l'éducation en matière de population et la préparation à la vie familiale. En collaborant avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), ils aborderont également la question de la prévention du VIH/sida.

112. En Europe centrale, un projet commencé en 1999 élaborera des stratégies et des matériels de prévention à utiliser dans les écoles. En même temps, un soutien complémentaire est prévu pour aider les gouvernements à améliorer leur capacité de collecte de données et d'informations qualitatives concernant l'évolution des tendances en matière de drogues. La République islamique d'Iran a été incluse dans un projet mondial du PNUCID visant à étudier les marchés des drogues illicites dans les grands centres urbains. Lancée en mars 2000, l'étude examine la

situation à Téhéran et a été intégrée à une analyse portant sur plusieurs villes à la fin de 2000.

113. En vue de formuler une stratégie globale pour l'Asie centrale, le PNUCID a entrepris une vaste enquête sur l'abus des drogues dans la région, dans le cadre d'un nouveau projet intitulé "Assistance préparatoire en matière de réduction de la demande de drogues: évaluation rapide de la situation de l'abus des drogues dans la région de l'Asie centrale". Un projet régional, en coopération pour l'Asie du Sud, abordant le problème de la transmission du VIH/sida liée aux drogues dans les groupes à risque, sera élaboré pendant l'exercice biennal avec d'autres partenaires.

114. L'incidence des projets ci-dessus et de l'ouverture prévue, grâce à un financement accru, de centres de traitement régionaux, est reflétée dans le budget-programme révisé de 39,2 millions de dollars.

### 3. Élimination des cultures illicites

#### Programmes régionaux et nationaux

115. Les activités prioritaires d'éradication de cultures illicites dans la vallée de la Bekaa, au Liban, et dans le Sinaï, en Égypte, au cours de l'exercice biennal 2000-2001 sont chiffrées à 825 000 dollars, contre 3,15 millions de dollars dans le budget initial. Cet ajustement vise à réaligner les priorités avec les tendances actuelles de l'affectation des ressources par les donateurs.

116. En 2000, le PNUCID a consacré 4,5 millions de dollars à l'élimination des cultures illicites en Asie du Sud-Ouest. Toutefois, étant donné les tendances actuelles de l'affectation des ressources et l'achèvement avec succès du projet de développement du district de Dir au Pakistan, en 2001, le volume du programme sera considérablement réduit dans cette région, en particulier en Afghanistan. Il en sera de même pour les programmes axés sur les activités de substitution qui sont menés au Myanmar et au Pérou. C'est ce qui explique en grande partie la diminution du volume de 37 % indiqué pour ce secteur au tableau 8.

117. Comptant sur un financement supplémentaire attendu de cinq millions de dollars, le PNUCID se prépare à lancer en 2001 un autre plan d'action, portant sur plusieurs années, visant à générer des revenus stables à Caqueta (Colombie), à partir d'un élevage et de produits agricoles à haut rendement. Des plans d'action similaires devraient être lancés en Bolivie à partir de 2001.

### 4. Répression du trafic de drogues

#### Programmes régionaux et nationaux

118. En collaboration avec l'Union postale universelle (UPU), le PNUCID a élaboré un nouveau projet d'aide panafricain pour lutter contre l'utilisation croissante du système postal pour le trafic de drogues et d'autres graves activités criminelles organisées. En Afrique de l'Ouest, des services consultatifs juridiques et une formation seront fournis au Togo, au Bénin et au Cameroun pour leur permettre de mieux faire face au développement du blanchiment de l'argent, qui est également lié au trafic de drogues.

119. La première phase d'un projet visant à créer en Turquie une académie internationale contre les drogues et la criminalité organisée a été lancée en juin 2000. Cette académie, qui est un des éléments clefs d'un nouveau programme pluriannuel que le PNUCID envisage d'élaborer en coopération avec le Gouvernement turc, mettra l'accent sur le renforcement des compétences et des capacités de formation en matière de lutte contre le trafic de drogues dans le pays. Elle organisera également des cours interorganisations sur des thèmes tels que le blanchiment de l'argent, les livraisons surveillées et la criminalité financière. Elle mettra également des experts et des formateurs turcs à la disposition des pays de la région. L'incidence des nouvelles initiatives est reflétée dans le budget-programme révisé.

## C. Orientations, législation et campagnes de sensibilisation

### 1. Programmes mondiaux

120. Pour contribuer à la lutte concertée au niveau international contre la production illicite, le trafic et l'abus de drogues, le PNUCID continue d'appliquer une stratégie consistant essentiellement à mettre au point et à promouvoir des normes, des règles et des politiques internationales pour le contrôle des drogues. Il a commencé à exécuter des programmes mondiaux portant sur l'analyse des politiques et des tendances, la lutte contre le blanchiment de l'argent et l'assistance juridique aux États Membres, en vue de faire mieux connaître et comprendre le caractère mondial et

Tableau 8

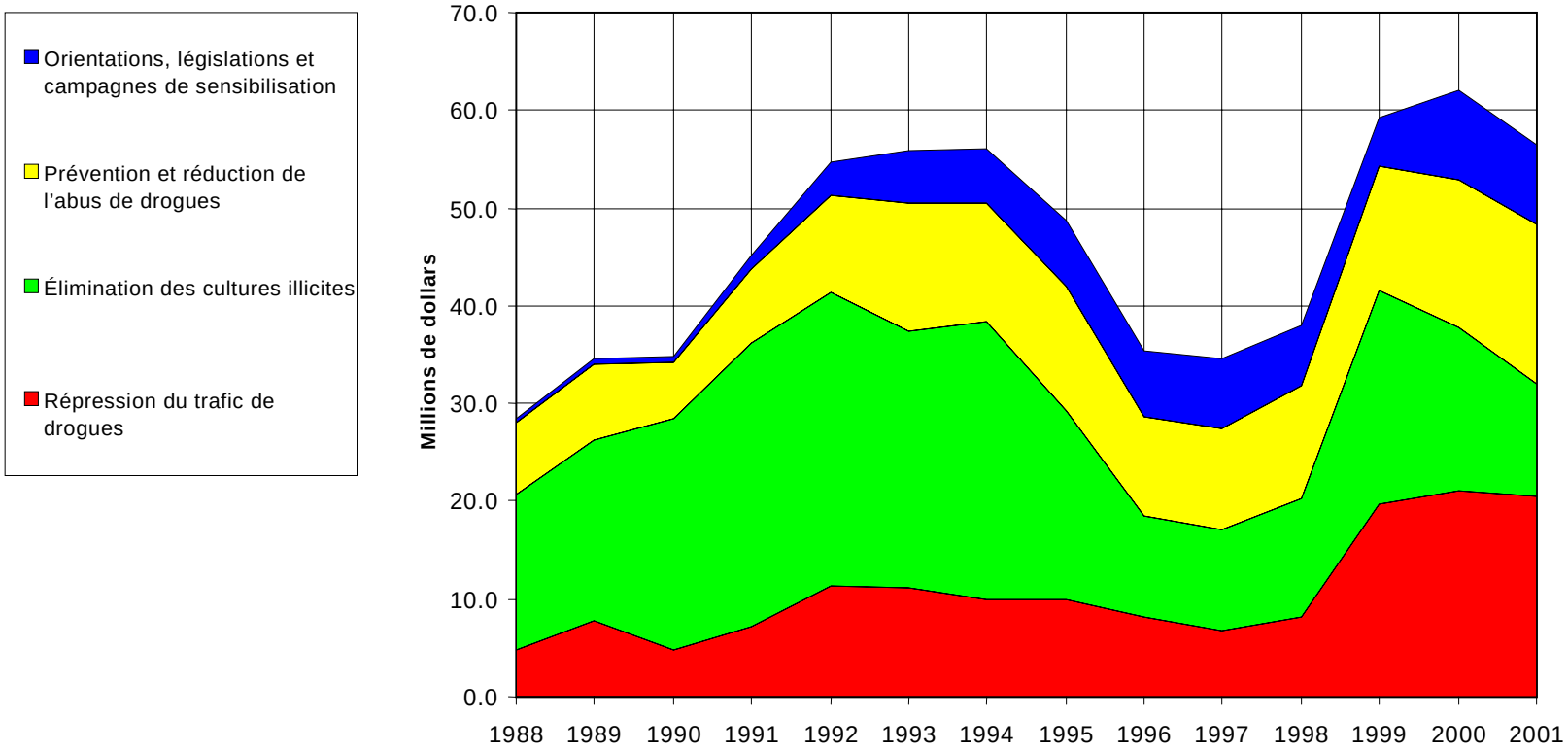
**Changements de coûts et de volume par secteur, région, modalité d'exécution et localisation, 2000-2001**

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | *2000-2001* | *Variations* | | | | *2000-2001* |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | *Coûts* | | *Volume* | | |
| | *Budget initial approuvé* | *Aug./(dim.)* | *%* | *Aug./(dim.)* | *%* | *Budget révisé approuvé* |
| Secteur | | | | | | |
| Orientations, législation et campagnes de sensibilisation | 20 452,5 | 2 295,3 | 11 | (1 163,5) | -6 | 21 584,3 |
| Prévention et réduction de l'abus des drogues | 39 499,6 | 5 344,0 | 14 | (5 621,7) | -14 | 39 221,9 |
| Élimination des cultures illicites | 50 009,6 | 6 134,3 | 12 | (18 320,7) | -37 | 37 823,2 |
| Répression du trafic de drogues | 47 049,8 | 6 254,3 | 13 | (3 635,5) | -8 | 49 668,6 |
| **Total** | **157 011,5** | **20 027,9** | **13** | **(28 741,4)** | **-18** | **148 298,0** |
| Région | | | | | | |
| Programmes mondiaux | 20 228,7 | 2 105,6 | 10 | (820,7) | -4 | 21 513,7 |
| Afrique subsaharienne | 9 307,5 | 687,8 | 7 | (3 281,2) | -35 | 6 714,1 |
| Afrique du Nord et Moyen-Orient | 6 858,4 | 103,4 | 2 | (4 202,1) | -61 | 2 759,7 |
| Europe centrale et orientale | 6 701,4 | 447,4 | 7 | (1 085,6) | -16 | 6 063,2 |
| Asie occidentale et centrale | 30 270,0 | 2 537,2 | 8 | (6 439,1) | -21 | 26 368,1 |
| Asie du Sud | 3 853,3 | 150,9 | 4 | (2 488,1) | -65 | 1 516,1 |
| Asie de l'Est et Pacifique | 25 808,0 | 4 820,4 | 19 | (10 594,2) | -41 | 20 034,2 |
| Amérique latine et Caraïbes | 53 984,1 | 9 175,3 | 17 | 169,5 | 0 | 63 328,9 |
| **Total** | **157 011,5** | **20 027,9** | **13** | **(28 741,4)** | **-18** | **148 298,0** |
| Modalité d'exécution | | | | | | |
| PNUCID | 50 994,3 | 8 879,2 | 17 | 8 086,4 | 16 | 67 960,0 |
| Agent d'exécution | 65 871,2 | 5 585,1 | 8 | (31 995,6) | -49 | 39 460,7 |
| Exécution nationale | 40 146,0 | 5 563,6 | 14 | (4 832,3) | -12 | 40 877,3 |
| **Total** | **157 011,5** | **20 027,9** | **13** | **(28 741,4)** | **-18** | **148 298,0** |
| Localisation | | | | | | |
| Siège | 22 571,9 | 2 863,4 | 13 | (4,442,8) | -20 | 20 992,5 |
| Pays | 134 439,6 | 17 164,5 | 13 | (24,298,6) | -18 | 127 305,6 |
| **Total** | **157 011,5** | **20 027,9** | **13** | **(28,741,4)** | **-18** | **148 298,0** |

Tableau 9
**Fonds du PNUCID: dépenses par secteur, 1988-2001**
(En millions de dollars des États-Unis)

| *Secteur* | *1988* | *1989* | *1990* | *1991* | *1992* | *1993* | *1994* | *1995* | *1996* | *1997* | *1998* | *1999* | *2000* | *2001* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Orientations, législation et campagnes de sensibilisation | 0,4 | 0,5 | 0,6 | 1,4 | 3,3 | 5,4 | 5,6 | 6,8 | 6,7 | 7,2 | 6,1 | 5,0 | 9,2 | 8,2 |
| Prévention et réduction de l'abus des drogues | 7,3 | 7,8 | 5,8 | 7,6 | 10,0 | 13,2 | 12,2 | 12,7 | 10,3 | 10,4 | 11,6 | 12,8 | 15,2 | 16,2 |
| Élimination des cultures illicites | 16,0 | 18,5 | 23,8 | 29,0 | 30,0 | 26,1 | 28,3 | 19,4 | 10,3 | 10,3 | 12,2 | 21,8 | 16,6 | 11,6 |
| Répression du trafic de drogues | 4,7 | 7,8 | 4,7 | 7,1 | 11,3 | 11,2 | 10,0 | 9,9 | 8,1 | 6,8 | 8,1 | 19,7 | 21,1 | 20,5 |
| **Total** | **28,4** | **34,6** | **34,9** | **45,1** | **54,6** | **55,9** | **56,1** | **48,8** | **35,4** | **34,7** | **38,0** | **59,3** | **62,1** | **56,5** |




*Note*: Le montant des dépenses prévues pour l'exercice 2000-2001 représente 80 % du budget-programme proposé révisé.

Tableau 10

**Sources de financement par secteur, région, modalité d'exécution et localisation, 2000-2001**

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | | *Projet de budget initial 2000-2001* | | | *Budget révisé approuvé 2000-2001* | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | *Fonds à des fins générales* | *Fonds à des fins spéciales* | *Total* | *Fonds à des fins générales* | *Fonds à des fins spéciales* | *Total* |
| Secteur | | | | | | | |
| | Orientations, législation et campagnes de sensibilisation | 3 243,1 | 17 209,3 | 20 452,5 | 5 674,1 | 15 910,3 | 21 584,3 |
| | Prévention et réduction de l'abus des drogues | 6 028.5 | 33 471,1 | 39 499,6 | 2 418,1 | 36 803,7 | 39 221,9 |
| | Élimination des cultures illicites | 2 995,6 | 47 014,0 | 50 009,6 | 3 322,9 | 34 500,3 | 37 823,2 |
| | Répression du trafic de drogues | 2 206,0 | 44 843,8 | 47 049,8 | 7 403,6 | 42 265,0 | 49 668,6 |
| | **Total** | **14 473,3** | **142 538,2** | **157 011,5** | **18 818,6** | **129 479,4** | **148 298,0** |
| Région | | | | | | | |
| | Programmes mondiaux | 4 997,5 | 15 231,2 | 20 228,7 | 6 234,1 | 15 279,5 | 21 513,7 |
| | Afrique subsaharienne | 1 769,1 | 7 538,5 | 9 307,5 | 587,8 | 6 126,3 | 6 714,1 |
| | Afrique du Nord et Moyen-Orient | 157,0 | 6 701,4 | 6 858,4 | 76,4 | 2 683,3 | 2 759,7 |
| | Europe centrale et orientale | 6,6 | 6 694,8 | 6 701,4 | 733,5 | 5 329,7 | 6 063,2 |
| | Asie occidentale et centrale | 2 553,9 | 27 716,1 | 30 270,0 | 6 138,4 | 20 229,7 | 26 368,1 |
| | Asie du Sud | 1 085,8 | 2 767,6 | 3 853,3 | 856,6 | 659,5 | 1 516,1 |
| | Asie de l'Est et Pacifique | 1 042,3 | 24 765,8 | 25 808,0 | 379,5 | 19 654,8 | 20 034,2 |
| | Amérique latine et Caraïbes | 2 861,1 | 51 123,0 | 53 984,1 | 3 812,4 | 59 516,6 | 63 328,9 |
| | **Total** | **14 473,3** | **142 538,2** | **157 011,5** | **18 818,6** | **129 479,4** | **148 298,0** |
| Modalité d'exécution | | | | | | | |
| | PNUCID | 8 266,0 | 42 728,3 | 50 994,3 | 10 656,9 | 57 303,1 | 67 960,0 |
| | Agent d'exécution | 5 847,9 | 60 023,3 | 65 871,2 | 5 700,8 | 33 759,9 | 39 460,7 |
| | Exécution nationale | 359,3 | 39 786,7 | 40 146,0 | 2 460,9 | 38 416,4 | 40 877,3 |
| | **Total** | **14 473,3** | **142 538,2** | **157 011,5** | **18 818,6** | **129 479,4** | **148 298,0** |
| Localisation | | | | | | | |
| | Siège | 2 213,8 | 20 358,1 | 22 571,9 | 2 595,1 | 18 397,3 | 20 992,5 |
| | Pays | 12 259,5 | 122 180,2 | 134 439,6 | 16 223,5 | 111 082,0 | 127 305,6 |
| | **Total** | **14 473,3** | **142 538,2** | **157 011,5** | **18 818,6** | **129 479,4** | **148 298,0** |

multidimensionnel du problème de la drogue, et de leur donner les moyens juridiques, institutionnels et politiques nécessaires pour y remédier. Le PNUCID travaille en étroite collaboration avec le Centre pour la prévention internationale du crime de l'Office des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime sur les questions de criminalité liées à la drogue.

121. Un degré élevé de priorité sera donné à l'appui opérationnel pour les services chargés des poursuites afin d'obtenir des condamnations et de pouvoir saisir les avoirs dans les affaires les plus graves de criminalité liée à la drogue. Dans certains États prioritaires, une aide sera fournie pour aider à la création de "tribunaux modèles" pilotes. Priorité sera donnée aux États cherchant à mettre un terme aux infractions graves commises par des délinquants toxicomanes (tels que les cambriolages et les vols en série), par des programmes de traitement multidisciplinaires supervisés par des tribunaux, qui s'attaqueront au problème de l'abus de drogues des délinquants. L'accès en ligne par le public à la législation des États Membres sur la drogue et à d'autres ressources sera possible en 2001. L'incidence des priorités en matière d'assistance juridique accrue est reflétée dans le budget-programme révisé.

122. Le programme mondial d'analyse des politiques et des tendances a pour objet de fournir des données fiables et des analyses sur la production illicite, le trafic et l'abus de drogues, de prévoir les tendances futures et de donner des avis aux gouvernements et aux organisations concernées sur les politiques, stratégies et mesures de contrôle des drogues qui sont efficaces. Du fait de son orientation intersectorielle, le programme s'intéresse aux caractéristiques et à l'évolution tant de l'offre que de la demande de drogues et devrait ainsi contribuer à l'élaboration de politiques et d'instruments efficaces de contrôle des drogues aux niveaux international, régional et national. À cette fin, le PNUCID recueillera et analysera des données sur le problème des drogues illicites dans le monde entier et servira de centre d'échange d'informations sur les tendances générales dans ce domaine. Ses publications scientifiques aideront dans une large mesure à tenir les responsables de la lutte contre la drogue, les milieux scientifiques, les décideurs et le grand public informés des questions importantes et des changements fondamentaux dans le domaine du contrôle international des drogues. Elles contribueront pour beaucoup à approfondir le débat sur le problème de la drogue et à étayer les fonctions normatives et les activités de sensibilisation du PNUCID.

123. Le Programme mondial contre le blanchiment de l'argent a pour but de doter les services nationaux de détection et de répression et les organismes internationaux de moyens renforcés pour lutter plus efficacement contre cette pratique. La stratégie appliquée à cette fin est la suivante: a) aider la communauté internationale et les États Membres à mieux appréhender les questions liées au blanchiment de l'argent et à élaborer des politiques dans ce domaine; b) renforcer les moyens juridiques et institutionnels des États Membres pour lutter contre le blanchiment de l'argent; c) améliorer en particulier la capacité des États à mener efficacement des enquêtes financières sur le blanchiment de l'argent et sur les questions touchant au produit d'activités criminelles. S'appuyant sur l'équipe multidisciplinaire d'experts juridiques et financiers, le programme donne des conseils et apporte une aide aux États pour la mise au point de mécanismes de lutte contre le blanchiment de l'argent; entreprend des recherches sur les questions importantes; appuie la création d'unités spécialisées sur les informations et les enquêtes financières, et assure la formation des agents de services de détection et de répression et des fonctionnaires de la justice s'occupant des questions financières afin d'assurer une meilleure application de la législation sur le blanchiment de l'argent.

124. Au niveau international, les efforts visent à faire mieux connaître le problème du blanchiment de l'argent et à aider les autorités judiciaires, le secteur financier et les services de détection et de répression à mettre en place la base juridique nécessaire pour criminaliser le blanchiment de l'argent dans le monde entier et pour lutter contre cette pratique. Au niveau mondial, le programme élabore des instruments généraux, y compris un recueil de textes de lois et de procédures, des bases de données statistiques, et des modules et matériels de formation. Il met également l'accent sur les pays prioritaires et évalue les instruments mis au point dans le cadre d'activités pilotes. Son travail complète donc le rôle du Groupe d'action financière et d'autres partenaires qui s'attachent avant tout à analyser ce phénomène, à

définir des mesures adéquates pour s'y attaquer et à mobiliser les pouvoirs publics. Les initiatives visant à promouvoir la recherche et l'analyse dans le cadre du programme mondial produisent les données et informations essentielles qui sont nécessaires pour comprendre les mécanismes du blanchiment de l'argent et en repérer les nouvelles techniques, de manière à aider les autorités nationales à adapter en conséquence leurs politiques et stratégies.

125. Au cours de l'exercice biennal 2000-2001, le programme mondial contre le blanchiment de l'argent lancera le Forum des Nations Unies sur les centres financiers offshore, initiative visant à empêcher les délinquants d'utiliser de tels centres pour blanchir le produit de leurs activités criminelles. En étroite collaboration avec des experts des centres plus développés fournissant des services financiers internationaux et d'organisations multilatérales, le forum a défini des normes minimales de conduite auxquelles doivent se conformer tous les centres de ce type. Ces normes ont été examinées par les représentants de tous ces centres lors d'une réunion organisée par l'Office pour le contrôle des drogues et la prévention du crime accueillie par le Gouvernement des îles Caïmanes les 30 et 31 mars 2000. Les gouvernements doivent s'engager par voie de déclaration ministérielle pour pouvoir bénéficier des programmes consultatifs coordonnés par l'Office et d'autres programmes de formation et d'assistance technique. Une trentaine d'engagements écrits ont déjà été reçus.

126. Le programme mondial d'assistance juridique fournit des services consultatifs juridiques pour aider les États Membres à adapter, harmoniser et appliquer efficacement les textes de lois nationaux dans le respect des conventions internationales relatives au contrôle des drogues. À partir de la fin de 2000, trois conseillers régionaux en poste sur le terrain répondront à la plupart des besoins dans la Communauté d'États indépendants, en Amérique latine ainsi qu'en Afrique australe et en Afrique de l'Est.

127. Une assistance juridique plus ciblée sera fournie aux États membres de l'Organisation de coopération économique (Afghanistan, Azerbaïdjan, République islamique d'Iran, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Pakistan, Tadjikistan, Turkménistan et Turquie), aux pays de l'Afrique subsaharienne, de l'Asie du Sud-Est, de l'Amérique centrale et des Caraïbes, du bassin amazonien et aux pays andins. Une assistance sera accordée aux États prioritaires sous forme d'activités telles que l'évaluation des besoins, l'élaboration des lois, le renforcement du fonctionnement du système judiciaire dans les affaires de drogue, la résolution des problèmes liés à l'application des lois et l'entraide judiciaire. Une formation plus intensive aux questions relatives au système judiciaire et au renforcement des capacités dans les États et les régions susmentionnés sera fournie pendant une période plus longue dans le cadre de certains projets nationaux ou régionaux.

128. Un degré élevé de priorité sera accordé à l'appui opérationnel pour les services chargés des poursuites afin d'obtenir des condamnations et de saisir les avoirs dans des affaires les plus graves de criminalité liée à la drogue. L'assistance sera ciblée sur les États situés le long des grands itinéraires du trafic des drogues, de détournement des précurseurs et de blanchiment de l'argent. Dans les États prioritaires retenus, une aide sera fournie pour appuyer la création de tribunaux modèles pilotes. Les principaux responsables des services judiciaires, d'enregistrement et de poursuite attachés à un grand tribunal seront d'abord familiarisés à tous les aspects des principales affaires liées à la drogue et recevront les moyens nécessaires pour s'acquitter de leur tâche. Leurs homologues d'autres pays viendront alors pour recevoir sur place une formation de courte durée aux activités quotidiennes des tribunaux ou des services des poursuites. Ils apprendront ainsi comment faire face à des cas réels et acquerront les compétences et l'expérience opérationnelles qui leur permettront de se montrer plus efficaces lorsqu'ils retourneront dans leur juridiction d'origine.

129. La priorité sera également donnée aux États cherchant à mettre un terme aux infractions graves commises par des délinquants toxicomanes (tels que les cambriolages ou les vols en série), par des programmes de traitement multidisciplinaires supervisés par des tribunaux, qui s'attaqueront au problème de l'abus de drogues des délinquants. Cette initiative fait suite aux travaux du PNUCID sur des normes internationales pour l'application des meilleures pratiques dans les affaires impliquant un délinquant toxicomane (examinées par un groupe d'experts en décembre 1999, présentées sur le site Web du PNUCID et objet d'une future publication dans sa série technique). Une attention spéciale sera accordée

aux États ayant une population carcérale de toxicomanes importante et dont les tribunaux ont des retards chroniques dans le traitement des affaires.

130. En 2001, le public pourra accéder en ligne à la législation des États Membres sur les drogues et à d'autres documents. À la fin de l'exercice biennal, d'autres ressources relatives à la législation sur les drogues seront disponibles pour les praticiens, les décideurs et le grand public.

### 2. Programmes régionaux et nationaux

131. En Afrique, le PNUCID travaille dans un contexte caractérisé par d'intenses changements politiques et économiques. Il en résulte dans certains cas de nouvelles possibilités de concertation, alors que dans d'autres les perspectives de progrès immédiat en matière de contrôle des drogues se sont assombries. La clef du succès résidera dans une coopération plus étroite avec les gouvernements et les organismes régionaux ainsi que dans l'intégration des questions du contrôle des drogues dans des actions plus générales de développement menées par d'autres institutions et donateurs. En conséquence, 16 % du budget proposé pour l'Afrique sont consacrés à la définition d'orientation et à des activités de sensibilisation, destinées à inciter des partenaires plus nombreux à participer aux efforts de contrôle des drogues. Les services régionaux de contrôle de drogues de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de la Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC) jouent un rôle fondamental dans ce domaine, et le PNUCID coopérera plus étroitement avec eux pour appuyer la mise en œuvre du plan d'action régional de la CEDEAO pour l'Afrique de l'Ouest, le plan d'action pour le contrôle des drogues de la SADC et la déclaration et le plan d'action de l'OUA sur l'abus et le trafic illicites de drogues en Afrique. On examinera par ailleurs les mécanismes régionaux de financement auxquels il serait possible de recourir, tels que le Fonds régional pour le contrôle des drogues de la CEDEAO et le Fonds d'aide de l'OUA en faveur des pays touchés par des conflits.

132. Sur le continent africain, le PNUCID centrera son action sur l'Afrique australe et l'Afrique de l'Ouest. Ces deux sous-régions sont les plus touchées par le problème de la drogue, et l'existence d'organes chargés de la politique et de la coordination en matière de contrôle des drogues dans le cadre de la CEDEAO et de la SADC a permis au PNUCID d'élaborer des programmes prioritaires régionaux fondés sur ces structures. Une aide serait également apportée à d'autres pays d'Afrique, en particulier ceux dans lesquels le problème de la drogue prend une importance croissante, pour l'élaboration de politiques ou de plans d'action nationaux dans le cadre de projets individuels pour lesquels un financement peut être assuré. La mise au point définitive des programmes prioritaires pour l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique du Nord et l'Afrique centrale sera entreprise mais elle ne pourra être achevée que lorsque d'importants fonds supplémentaires seront disponibles.

133. En Afrique de l'Ouest, les activités relatives à l'élaboration des orientations et à la sensibilisation, prévues dans le programme prioritaire régional, prendront le relais des résultats obtenus précédemment. En outre, un nouveau projet, élaboré en collaboration avec la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest et d'autres partenaires régionaux, vise à appuyer les efforts de lutte contre le blanchiment de l'argent dans les différents pays, ainsi que les activités d'un groupe de travail intergouvernemental contre le blanchiment de l'argent qui sera créé fin 2000 avec le soutien du PNUCID. La création d'un tel groupe, grâce principalement à des activités au niveau de la région et des pays, devrait encourager l'élaboration d'approches plus globales pour s'attaquer au blanchiment de l'argent dans la région, où le trafic international de drogues et la criminalité qui l'accompagne sont à l'origine d'activités largement répandues et profondément ancrées de blanchiment de l'argent.

134. En Afrique australe, des contributions nationales plus importantes sont nécessaires pour consolider les structures d'appui aux politiques et de coordination, en particulier les projets exécutés dans ce domaine en Afrique du Sud, au Botswana, au Lesotho, au Malawi, au Mozambique et au Swaziland. Conformément au mémorandum d'accord conclu entre le PNUCID et la SADC en mars 1999, le programme régional prévoit des activités de sensibilisation et de coordination pour le secrétariat de la Communauté et les pays qui en sont membres, notamment des mesures destinées à améliorer la collecte, l'analyse et la diffusion des données, pour permettre aux partenaires dans la région de participer plus activement à l'exécution des programmes. En Afrique de l'Est, l'accent est mis

également sur la réalisation d'activités au niveau des pays. Les projets relatifs à l'élaboration des orientations se poursuivront à Madagascar et en République-Unie de Tanzanie.

135. Au Moyen-Orient, le PNUCID s'attachera à mettre en place une coopération sous-régionale dans le domaine du contrôle des drogues, et exécutera pendant l'exercice biennal un programme sous-régional d'assistance technique, d'un coût estimé à 575 000 dollars. Le PNUCID a réussi à rallier les pays de la sous-région à la même cause, à savoir améliorer le contrôle des drogues. À cet égard, un mémorandum d'accord sur la coopération a été signé en avril 2000 avec le secrétariat du Conseil des ministres arabes de l'intérieur, qui est un organe de la Ligue des États arabes, et a été suivi par un accord entre l'Académie Naïf des sciences de la sécurité (branche scientifique du Conseil) et le PNUCID sur un programme de coopération dans la région. Le PNUCID continuera d'aider à l'harmonisation des systèmes juridiques, en particulier dans les régions autonomes palestiniennes et les États voisins. En même temps, il facilitera la mise en place de structures de coopération juridique et continuera à former des juges, des procureurs et des agents des services de détection et de répression à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une législation nationale en matière de contrôle de drogues et des conventions internationales dans ce domaine. Le blanchiment de l'argent étant de plus en plus répandu dans la région, le PNUCID a aidé les États à élaborer des textes de lois appropriées et à prendre des mesures pour combattre cette pratique et a organisé des ateliers de formation en Israël et, pour les États membres du Conseil de coopération des États arabes du Golfe, au Qatar et dans les Émirats arabes unis. À cet égard, le PNUCID poursuit également ses activités multisectorielles au Liban, pour aider les autorités de ce pays à lutter contre le blanchiment de l'argent.

136. En Europe centrale et orientale, la coordination de l'aide internationale dans le domaine du contrôle des drogues est, depuis 1993, un élément important des activités du PNUCID. Le mécanisme de coordination mis en place par ce dernier par le groupe de Dublin en 1992 a été entièrement mis en œuvre et doit être renouvelé avant la poursuite des activités de coordination. Une aide juridique continuera d'être fournie au titre du programme mondial d'assistance juridique. Le PNUCID a également achevé la mise en œuvre de la première phase d'un projet intitulé "Assistance technique immédiate pour lutter et prévenir les drogues et la criminalité organisée liée à la drogue en Fédération de Russie". Il est actuellement envisagé d'étendre le projet aux États d'Asie centrale.

137. En Asie occidentale, le PNUCID fournira davantage de services spécialisés et de conseils aux gouvernements pour les aider à mettre au point leurs propres stratégies de lutte contre la drogue et s'attachera à concevoir et exécuter avec succès des programmes de coopération technique. En Afghanistan, il s'efforce d'engager plus activement un dialogue constructif avec les autorités des Taliban qui contrôlent actuellement 97 % des zones de culture du pavot à opium, ainsi qu'avec les représentants du Gouvernement, l'objectif premier étant de faire en sorte que les autorités s'engagent à faire respecter l'interdiction de la culture de cette plante sur les territoires qu'elles contrôlent. Les autorités des Taliban ont interdit cette culture depuis le 20 octobre 1997, mais il reste à savoir si cet ordre est respecté dans les provinces et les municipalités. Pour mettre en œuvre sa stratégie, le PNUCID incitera les organismes des Nations Unies et d'autres organisations à aider les autorités à lutter contre la drogue et à intégrer le contrôle des drogues dans leurs programmes respectifs. Le contrôle des drogues sera intégré et davantage coordonné dans le cadre de l'aide au développement fournie à l'Afghanistan grâce à l'exécution d'un nouveau programme intégré, estimé à 6,4 millions de dollars, qui permettra d'associer développement et lutte contre la drogue afin de réduire l'offre et la demande de pavot à opium.

138. En République islamique d'Iran, le PNUCID contribue à un programme multidisciplinaire complet de contrôle des drogues dont les objectifs sont: a) de fournir aux juges et magistrats iraniens les instruments législatifs et les moyens d'enquête dont ils ont besoin pour lutter contre les trafiquants de drogues et la criminalité transnationale organisée; b) d'inciter les décideurs, les personnalités influentes et le grand public à participer activement à la lutte contre la drogue et la criminalité, par exemple en donnant à la collectivité les outils nécessaires qui lui permettront d'élaborer, de planifier et d'exécuter des plans d'action à cette fin au niveau local.

139. Dans le cadre du mémorandum d'accord qu'il a signé le 15 mars 1995 avec l'OCE, le PNUCID a lancé un projet qui vise à favoriser la coordination du

contrôle des drogues dans la région et à faciliter le suivi de l'application du plan d'action pour le contrôle des drogues de l'OCE.

140. Un mémorandum d'accord sur la coopération en matière de contrôle des drogues et de lutte contre le blanchiment de l'argent a été signé le 10 juin 1999 à Tbilissi entre l'Arménie, la Géorgie, la République islamique d'Iran et le PNUCID. Il servira de cadre politique à une action concertée contre le fléau de la drogue dans ces pays et, grâce à l'aide du PNUCID, permettra de renforcer la coopération dans la lutte contre le trafic de stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs, ainsi que la coopération en vue de réduire la demande de drogues et de combattre le blanchiment de l'argent.

141. Au Pakistan, le PNUCID poursuivra activement ses campagnes de sensibilisation. L'accent sera surtout mis sur l'exécution du plan directeur national pour le contrôle des drogues adopté en février 1999. Les activités seront également centrées sur la lutte contre l'abus de drogues de même que contre le trafic; c'est ainsi que l'on s'efforcera d'abord sur le territoire pakistanais d'endiguer les importations d'opium et d'héroïne provenant du Pakistan – plus particulièrement dans les provinces limitrophes de ce pays – puis d'inciter le Gouvernement pakistanais à prendre des dispositions de nature à faire reculer le fléau de la drogue en Afghanistan.

142. En Asie centrale, le PNUCID prévoit de continuer à favoriser l'harmonisation des législations nationales, à prêter conseil quant à l'adoption de lois régissant le contrôle des précurseurs, le blanchiment de l'argent et la criminalité organisée et à sensibiliser à la fois les responsables politiques et le grand public. Il s'attachera à renforcer la coopération concernant le contrôle des drogues au niveau régional et donnera notamment à cet effet les conseils juridiques. La présence de l'Office pour le contrôle des drogues et la prévention du crime a été consolidée dans la région en 1999 et des activités de programme sont en cours d'élaboration. Conformément aux orientations définies de concert, le PNUCID a lancé l'exécution du plan directeur pour la lutte contre les drogues et la prévention du crime au Kazakhstan, qui vise essentiellement à prévenir et à combattre la criminalité organisée, tout d'abord grâce à l'élaboration d'un programme global d'étude et de formation dans le domaine de la lutte contre le blanchiment de l'argent à l'intention des agents des services de détection et de répression. Une aide sera apportée aux cinq pays de la région pour lutter contre la criminalité organisée liée à la drogue. Étant donné que peu de pays d'Asie centrale disposent d'une législation permettant la saisie des biens provenant du trafic de drogues, l'accent sera mis sur l'élaboration de lois efficaces dans ce domaine et sur l'utilisation du produit de la saisie de ces biens au profit des organismes de détection, de répression et de justice pénale. Le PNUCID sera mieux à même de fournir des services juridiques spécialisés concernant le contrôle des drogues et la prévention du crime grâce au recrutement de conseillers juridiques principaux spécialisés dans la lutte contre la drogue et la criminalité. Les activités prioritaires qu'il prévoit d'exécuter dans ce domaine pour l'exercice biennal 2000-2001 sont estimées à 1 472 000 dollars.

143. Dans le Caucase, le PNUCID envisage de promouvoir un certain nombre d'activités en vue de renforcer la lutte contre la drogue et la criminalité organisée en amenant des représentants de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie à échanger des informations et à collaborer entre eux.

144. En Asie du Sud, on s'attachera en priorité à consolider les moyens législatifs et institutionnels de contrôle des précurseurs dans le cadre du programme prévu à cet effet pour l'Asie du Sud et du Sud-Ouest. Il s'agira notamment de mettre au point des systèmes de contrôle, des mécanismes pratiques et des procédures standard au niveau régional. On aidera les industries chimiques à adopter et appliquer des codes de conduite facultatifs afin de réduire le détournement de produits chimiques vers les circuits de fabrication illicite. Le PNUCID aidera également les pays de la région à mieux planifier le contrôle des drogues au niveau national.

145. En Asie de l'Est et dans le Pacifique, le PNUCID continuera de s'attacher en priorité à promouvoir la coopération sous-régionale en appliquant pleinement le plan d'action sous-régional (auquel il est proposé d'allouer 22 millions de dollars), en élaborant de nouvelles initiatives telles que des mesures de lutte contre l'abus des stimulants du type amphétamine, mais également en lançant des campagnes de sensibilisation et en encourageant la collaboration entre organisations. Parallèlement à ces activités au niveau sous-régional, il continuera d'accorder un rang élevé de priorité au renforcement de moyens de contrôle des

drogues au niveau national. Au cours de l'exercice biennal, il aidera la République démocratique populaire lao et le Viet Nam à revoir et à moderniser leurs politiques et leurs stratégies de contrôle des drogues, ainsi qu'à améliorer le fonctionnement des administrations chargées du contrôle des drogues. Il commence par ailleurs à fournir une assistance pour la mise en place et le renforcement de l'administration nationale chargée du contrôle des drogues au Cambodge. Dans toutes ses activités, il s'efforcera tout particulièrement de coopérer étroitement avec des organismes régionaux comme la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et le Forum des îles du Pacifique.

146. En Amérique latine et dans les Caraïbes, le PNUCID poursuivra les mêmes grands objectifs, à savoir renforcer le cadre d'action des commissions nationales de contrôle des drogues et promouvoir leurs activités techniques et leurs tâches de gestion, de sensibilisation et de collecte de fonds. Les activités prioritaires prévues dans ce domaine sont chiffrées à 1 994 000 dollars et se répartissent en deux sous-programmes thématiques, l'un concernant la Commission de contrôle des drogues et les mécanismes de coordination internationale, et l'autre la sensibilisation au contrôle des drogues. Le PNUCID aide la Bolivie, la Colombie et le Pérou à perfectionner la planification, le suivi et l'évaluation des activités de contrôle des drogues en accordant une attention particulière aux systèmes permettant de surveiller et de vérifier l'étendue des cultures illicites, en application des dispositions de la résolution 42/3 de la Commission des stupéfiants sur la surveillance et la vérification des cultures illicites. En Bolivie, au Brésil, en Colombie et en Amérique centrale, le PNUCID prévoit de continuer à appuyer les principales activités de sensibilisation au problème de la drogue qui mettent l'accent sur le coût économique et social de ce fléau. En Bolivie, le PNUCID prendra part avec d'autres organismes des Nations Unies à un programme national de formation au règlement des conflits à l'intention des administrations décentralisées et des organisations communautaires. Dans les Caraïbes, la coordination de l'aide internationale au contrôle des drogues et le suivi de l'application du plan d'action pour la coordination de la coopération en matière de contrôle aux Caraïbes (Plan d'action de la Barbade) resteront les principales priorités du PNUCID dans le cadre du mécanisme de coordination du contrôle des drogues des Caraïbes. On veillera tout spécialement à ce que les pays de la région conservent la maîtrise des activités menées dans le cadre du plan d'action et à ce que les résultats de ce dernier soient évalués. Le PNUCID aidera les États Membres, à leur demande, à appliquer les recommandations émanant du mécanisme multilatéral d'évaluation du contrôle des drogues de la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD) de l'Organisation des États américains (OEA).

### 3. Liens intersectoriels

#### a) Saine gestion des affaires publiques et état de droit

147. Le crédit dont jouit l'État a une forte influence sur la volonté de la société civile à respecter les règles de droit. C'est pourquoi, si le PNUCID centre son action sur les orientations et la législation en matière de contrôle des drogues, le succès des activités qu'il mène dans le domaine de la gestion des affaires publiques et du renforcement de l'état de droit dépend également de la consolidation des institutions, voire de l'État. Le resserrement des liens avec les diverses organisations, tout comme avec les services de l'ONU chargés d'aider les pays sur ce point sera donc crucial, car il permettra au PNUCID d'accomplir sa mission touchant les orientations et la législation en matière de contrôle des drogues. Si la loi ne s'applique pas pareillement à tous et si un traitement de faveur est accordé à des délinquants qui ont des accointances dans les milieux politiques, la population sera amenée à douter de l'utilité des textes de loi régissant le contrôle des drogues. De même, lorsque disparaissent des lots de drogue placés sous le contrôle des autorités ou que des suspects sont détenus ou libérés pour des motifs qui n'ont guère à voir avec le fond de l'affaire, la loi cesse rapidement d'être un point de repère pour la société. Aussi l'état de droit revêt-il une importance considérable dans le domaine du contrôle des drogues. Les pouvoirs publics doivent s'employer à renforcer le système judiciaire, la législation et les institutions. Le PNUCID collabore sur ce point avec le Centre pour la prévention internationale du crime, tirant parti des atouts dont celui-ci dispose dans ce domaine normatif.

### b) Paix et sécurité

148. L'économie de la drogue va de plus en plus souvent de pair avec l'instabilité politique en Asie et en Amérique latine. Le contrôle des drogues et les initiatives de paix sont indissociables, que ce soit en Afghanistan ou en Colombie. Le PNUCID, en coopération avec les organismes des Nations Unies, les institutions financières internationales et les gouvernements, doit aborder les problèmes liés à la paix et à la sécurité dans les régions concernées, du fait que dans les conflits armés, le marché de la drogue peut devenir partie intégrante de l'économie locale ou nationale et nuire ainsi au processus de paix et aux efforts déployés pour contrôler les drogues.

## D. Prévention et réduction de l'abus des drogues

### 1. Programmes mondiaux

149. La Déclaration politique adoptée par l'Assemblée générale à sa vingtième session extraordinaire fixe 2003 comme date butoir pour l'élaboration de stratégies et de programmes, nouveaux ou améliorés, de réduction de la demande de drogues dans le monde entier. Les États Membres se sont également engagés à obtenir des résultats significatifs et mesurables dans le domaine de la réduction de la demande d'ici à 2008. La Commission des stupéfiants, à sa quarante-troisième session, a également identifié un certain nombre de questions prioritaires pour les activités de fond du PNUCID.

150. L'une d'entre elles est l'abus des drogues chez les enfants et les jeunes et la mondialisation de la culture des jeunes, avec les types d'abus de drogues qui la caractérisent. Par l'intermédiaire du Réseau mondial de jeunes pour la prévention de l'abus des drogues, le PNUCID continue d'aider les jeunes qui cherchent des solutions au problème de l'abus des drogues dans leur communauté. Les premiers modules d'un manuel destiné aux jeunes sur la conception de projets de prévention ont été mis au point. Un forum de discussion électronique a été mis en place et un bulletin auquel contribuent des jeunes du monde entier est publié chaque trimestre. Un atelier sur l'évaluation des besoins et l'élaboration de projets, tenu à New Delhi et auquel ont participé des programmes de jeunes de l'Asie du Sud, a abouti à la création du Réseau des jeunes d'Asie du Sud pour la prévention de l'abus de drogues. Au Mexique, un séminaire international a été organisé pour les programmes de jeunes, et a utilisé le théâtre et d'autres formes d'expression artistique pour échanger des expériences et déterminer quels éléments essentiels d'un spectacle peuvent servir d'outils de prévention. Le PNUCID continuera d'utiliser les résultats de ces manifestations et d'autres ateliers et séminaires prévus pour faire connaître les activités futures de prévention parmi les jeunes. L'Initiative mondiale PNUCID/OMS sur la prévention primaire de l'abus de substances cible elle aussi les jeunes et les collectivités locales. Dans le cadre de ce projet, un manuel de formation a été produit pour les organisations non gouvernementales et locales, et une formation est en cours en Afrique du Sud, au Bélarus, en Fédération de Russie, aux Philippines, en République-Unie de Tanzanie, en Thaïlande, au Viet Nam et en Zambie, l'objectif étant de permettre d'agir au niveau de la communauté.

151. Une autre question prioritaire définie par la Commission concerne les conséquences pour la santé et pour la société de l'abus de drogues et la nécessité d'améliorer l'aide aux toxicomanes. En collaboration avec l'OMS et l'OEDT, le PNUCID a publié des lignes directrices et des manuels sur l'évaluation du traitement des toxicomanes et il a réalisé avec l'OMS une publication sur les enseignements tirés du traitement des toxicomanes dans le système de soins de santé primaires. Un guide pratique progressif pour la planification stratégique des services de traitement des toxicomanes est en cours d'élaboration pour aider les pays intéressés. Le PNUCID mettra également l'accent sur l'élaboration de modalités de traitement appropriées répondant aux besoins évalués des jeunes et des femmes.

152. À sa quarante-troisième session, la Commission a également constaté qu'il était nécessaire d'améliorer la collecte des données afin de disposer d'une base de connaissances pour élaborer des solutions efficaces, et elle a reconnu le rôle important que le PNUCID devrait jouer dans le soutien au développement de moyens de collecte et d'analyse des données. Le programme mondial du PNUCID sur l'évaluation de l'ampleur de l'abus de drogues a été conçu pour aider les pays à cet égard. Ce programme est actuellement opérationnel dans deux régions prioritaires – Afrique orientale et australe, et Asie centrale et du Sud-Ouest. Des conseillers régionaux en épidémiologie appuient le

renforcement des capacités et aident à coordonner les activités de formation, de constitution de réseaux et de collecte des données aux niveaux régional et national. Pour faciliter ce travail, un kit d'épidémiologie est actuellement mis au point qui fournira des indications pratiques aux pays en ce qui concerne les techniques de collecte des données. L'accent sera mis spécialement sur les domaines thématiques fondamentaux qui ont été définis par les réseaux épidémiologiques nationaux, régionaux et internationaux et les organisations des Nations Unies intéressées par la collecte des données lors d'une réunion tenue à Lisbonne en janvier 2000, sur les systèmes d'information et l'harmonisation des indicateurs de l'abus de drogues. Les prochains modules de ce kit porteront sur les méthodes d'estimation de la prévalence, la conduite d'enquêtes dans les écoles, les systèmes et stratégies de notification des traitement en vue d'établir un système d'informations sur la drogue.

153. Enfin, dans tous les domaines prioritaires susmentionnés, il est nécessaire que le PNUCID offre une assistance aux pays qui la demandent, pour élaborer des stratégies de programmes d'ensemble de réduction de la demande, conformes à la Déclaration sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande de drogues (résolution S-20/3, annexe, de l'Assemblée générale). À cette fin, le PNUCID fournit des conseils et une assistance et sert de centre d'échange d'informations sur l'abus de drogues ainsi que sur les stratégies, approches, projets et pratiques efficaces en matière de réduction de la demande. Ces activités sont entreprises en collaboration avec les projets nationaux et régionaux en cours et viennent les étayer.

### 2. Programme régionaux et nationaux

154. Il est prévu de consacrer à la réduction de la demande une part plus importante du budget que pour les exercices précédents (environ 41 %, soit 3,1 millions de dollars). La réduction de la demande en Afrique portera sur la prévention de l'abus de drogues, l'éducation et la sensibilisation, et la mobilisation des organisations non gouvernementales et de la société civile. Dans l'Afrique subsaharienne, une préoccupation croissante est la progression possible de la transmission du VIH résultant de l'abus de drogues et d'un comportement sexuel à haut risque. Le PNUCID appuiera des activités de recherche visant à déterminer les liens éventuels entre l'abus de drogues et le VIH/sida et à mettre en œuvre, en partie en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, plusieurs projets régionaux et nationaux abordant les aspects VIH/sida de la prévention de l'abus de drogues. Un nouveau projet panafricain visant à stimuler les activités de réduction de la demande mettra en place des réseaux locaux d'experts dans ce domaine en Afrique de l'Est et de l'Ouest et appuiera l'élaboration de programmes de coopération technique en Afrique australe et du Nord. Le premier réseau sera lancé à Nairobi dès 2001, et les réseaux dans les autres régions suivront en fonction des enseignements qui seront tirés. Grâce à ce projet et aux liens qu'ils entretiennent avec les activités menées au niveau mondial et au niveau des pays, les gouvernements africains pourront mettre en pratique leurs priorités et plans de réduction de la demande, comme il est indiqué dans la Déclaration politique adoptée par l'Assemblée générale à sa vingtième session extraordinaire et dans les plans d'action en matière de contrôle des drogues de la CEDEAO, de l'OUA et de la SADC.

155. En Afrique de l'Ouest, trois des quatre projets régionaux élaborés en 2001 démarreront. Ils permettront aux pays de cette sous-région d'intégrer un élément prévention de l'abus des drogues dans les programmes d'enseignement primaire et secondaire ainsi que dans les programmes de conseils destinés aux jeunes, en association avec les programmes d'éducation en matière de population et de préparation à la vie familial du FNUAP, et également d'aborder la question de la prévention du VIH/sida, en coopération avec l'ONUSIDA. À la suite de l'évaluation des caractéristiques de l'abus des drogues réalisée en 1999 en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Nigéria et au Sénégal, les activités visant à satisfaire les besoins particuliers des groupes à risque et des toxicomanes seront entreprises au niveau national. Lorsque cela sera possible, elles seront reproduites dans d'autres pays de l'Afrique de l'Ouest. Il est aussi prévu d'exécuter un projet conjointement avec le FNUAP afin de sensibiliser les groupes à risque aux problèmes de la drogue, notamment au Cap-Vert, en Gambie et au Sénégal. Il est prévu d'aider les organisations non gouvernementales ouest-africaines ayant obtenu des résultats probants en matière de prévention et d'inciter d'autres organisations s'adressant principalement aux jeunes et aux femmes à s'occuper également de prévention primaire. Au Nigéria, des services de

prévention et d'information seront fournis à deux groupes à risque connus, les enfants des rues et les travailleurs de l'industrie du sexe à Lagos. Il est également prévu d'étendre à certains sites clefs de ce pays les structures dont disposent les pouvoirs publics et les organisations non gouvernementales pour prévenir l'abus de drogues et conseiller les toxicomanes. En raison de la progression rapide de l'abus des drogues au Nigéria, il est prévu de dispenser des conseils ainsi que des connaissances techniques sur les meilleures pratiques en matière de traitement et de réadaptation des toxicomanes, en particulier pour ce qui est des traitements autochtones et coutumiers.

156. En Afrique australe, un projet dont l'exécution a commencé en Afrique du Sud fin 1999 permettra de créer, au cours des trois prochaines années, 10 centres communautaires dotés de moyens nécessaires pour fournir des services adaptés d'orientation, de traitement et de réadaptation. Il est également prévu de réaliser des évaluations dans plusieurs provinces, de moderniser les équipements collectifs existants, de dispenser une formation et des conseils techniques au personnel, d'organiser des ateliers à l'attention de la société civile, et de faire participer les membres de la famille et de la collectivité aux programmes de réadaptation. Il est prévu d'exécuter, en collaboration avec l'Organisation internationale du Travail (OIT) un projet régional visant à créer six centres de ressources locales destinés à lutter contre l'abus de drogues et l'alcoolisme en Afrique du Sud, au Mozambique, au Swaziland et au Zimbabwe. Des évaluations rapides de la situation en matière d'abus de drogues seront réalisées en 2000 dans plusieurs pays de la sous-région. Les conclusions qui en seront tirées ainsi que les priorités fixées dans le plan d'action régional de contrôle des drogues de la SADC seront le fondement d'autres activités de réduction de la demande devant figurer au programme régional. Une attention particulière sera accordée au lien entre le VIH et l'abus de drogues dans plusieurs pays et l'on recensera des possibilités de coopérer à l'exécution d'activités communes entre l'ONUSIDA, le PNUCID et les organismes des Nations Unies compétents.

157. En Afrique de l'Est, les activités régionales de réduction de la demande s'inspireront du succès de la coopération avec plusieurs centaines d'organisations non gouvernementales de la région reliées au centre de ressources de Nairobi, dont plusieurs ont reçu une formation ou bien des subventions pour leurs activités de lutte contre l'abus des drogues. Ces ONG, ainsi que d'autres, recevront un appui pour développer et améliorer leurs programmes d'approche au niveau local, qui comprendront la publication par une équipe de travailleurs de santé et de médecins africains d'un manuel rédigé dans une langue locale (swahili), à l'attention des conseillers en matière de drogues ainsi que le lancement d'une campagne multimédia porteuse d'un message antidrogue. Les activités de prévention dans le cadre de projets en cours au Kenya, à Madagascar et en République-Unie de Tanzanie se poursuivront et un nouveau projet aidera l'Éthiopie à lancer ses programmes de sensibilisation à l'abus des drogues. Des missions d'évaluation de l'abus des drogues seront entreprises en Afrique du Nord, et des projets seront élaborés sur la base de leurs conclusions et recommandations pour s'attaquer à ce problème qui prend de plus en plus d'ampleur.

158. Le programme sous-régional pour le Moyen-Orient prévoit des activités de réduction de la demande, chiffrées à environ 500 000 dollars pour l'exercice biennal 2000-2001. Étant donné la jeunesse de la population des pays de la région, la stratégie du PNUCID consistera à empêcher une nouvelle progression de l'abus des drogues au moyen de campagnes de prévention ciblées sur les jeunes. En même temps, les installations de traitement et de réadaptation seront modernisées. Des activités sont également prévues à l'intention de certains groupes à risque, tels que les enfants des rues. Ces activités pouvant fort bien, du fait de leur nature, être exécutées par des organisations non gouvernementales, le PNUCID contribuera à cet effet à la mise en place d'un réseau sous-régional qui les regroupera.

159. En Europe centrale, le PNUCID continuera de fournir des services d'experts et de donner des conseils aux gouvernements pour l'élaboration de leurs propres stratégies contre l'usage des drogues. Un projet, qui a démarré en 1999, consistera à élaborer des stratégies de prévention et des matériels pédagogiques pour les écoles. On continuera aussi à aider les gouvernements à améliorer leurs moyens de collecte d'informations quantitatives et qualitatives sur l'évolution des tendances en matière de drogues, ce qui permettra de mieux cibler les activités de prévention et de traitement.

160. En Asie occidentale, les activités prioritaires du PNUCID en matière de réduction de la demande pour

l'exercice 2000-2001 sont chiffrées à environ 2,2 millions de dollars. En Afghanistan, un module de réduction de la demande est mis en œuvre dans le cadre du nouveau programme intégré de contrôle des drogues lancé dans ce pays. Sur la base des résultats des évaluations initiales effectuées par le PNUCID dans les provinces de Herat, Jalalabad, Kaboul et Qandahar, ainsi que dans des camps de réfugiés et des communautés afghanes à Peshawar et Quetta (Pakistan), ce module répondra à la nécessité de renforcer au niveau local les moyens de prévention, de traitement, de réadaptation et de réinsertion sociale dans certaines zones cibles de l'Afghanistan ainsi que dans les camps de réfugiés et les communautés afghanes au Pakistan. Des équipes de spécialistes en matière de traitement et d'intervention au niveau local seront sélectionnées et formées avant d'être envoyées dans les zones cibles concernées avec la coopération des autorités locales, des organisations non gouvernementales et des collectivités. Elles fourniront des services de réduction de la demande de drogues dans le cadre de la prévention primaire, secondaire et tertiaire. Le module prévoit également le lancement d'un programme à l'intention du personnel des Nations Unies qui, dans des communautés afghanes, s'occupe de dispenser des soins de santé et des services sociaux et de favoriser le développement local et qui souhaiterait intégrer les problèmes liés à la drogue dans leurs orientations, leurs cours de formation et leurs activités.

161. En République islamique d'Iran, dans le cadre de la stratégie de réduction de la demande sur cinq ans du projet intitulé "Stratégie unifiée de réduction de l'abus de drogue", on a continué de mettre l'accent sur l'intégration du service de prévention de l'Organisation de la protection sociale et du Ministre de la santé, du traitement et de la formation médicale, qui sont les institutions pilotes pour les questions d'abus des drogues au niveau national, ainsi que sur la décentralisation des activités de contrôle de l'abus des drogues, en renforçant le suivi et le contrôle des plans d'action au niveau local. En outre, quatre ateliers d'une journée ont été organisés avec succès par le PNUCID en août 2000, avec la participation de représentants de plusieurs ministères, d'ONG et d'autres organisations concernées. Les principaux thèmes abordés ont été les suivants: "Le rôle des ONG dans la prévention de l'abus des drogues"; "La réduction des risques"; "Les problèmes sociaux liés à l'abus de drogues"; "Les stratégies de réduction de la demande de drogues". De même, la République islamique d'Iran a été incluse dans un projet mondial du PNUCID visant à étudier les marchés des drogues illicites dans les grands centres urbains. Lancée en mars 2000, l'étude examine la situation à Téhéran; elle a été intégrée à une analyse portant sur plusieurs villes à la fin de 2000.

162. Au Pakistan, le PNUCID a élaboré un programme de réduction de la demande qui devrait démarrer au début de 2001. Il est lié au plan directeur national de lutte contre l'abus des drogues pour la période 1998-2003, approuvé par le Gouvernement pakistanais en février 1999, et s'attaquera au grave problème de l'abus de drogues auquel est confronté le pays. L'exécution de ce nouveau programme au cours de l'exercice 2000-2001 permettra de mieux coordonner et de généraliser les activités de réduction de la demande au niveau fédéral et de constituer un réseau de centres de traitement et de réadaptation modèles administrés par les pouvoirs publics et par des organisations non gouvernementales.

163. En Asie centrale, on a jusqu'ici accordé relativement peu d'attention aux activités de réduction de la demande. Pendant l'exercice biennal 2000-2001, le PNUCID encourage l'élaboration dans chacun des États de cette région d'une stratégie nationale de réduction de la demande de drogues, qui constituera une partie essentielle des programmes nationaux dans ce domaine. En conséquence, le PNUCID a lancé une évaluation rapide de la situation en matière d'abus de drogues, projet qui complète les efforts visant à fournir aux États d'Asie centrale la base d'une stratégie solide d'assistance pour s'attaquer aux problèmes dans une perspective régionale. L'identification des besoins prioritaires de la population facilitera la création de synergies entre les acteurs nationaux et internationaux dans le domaine de la réduction de la demande. Menée en coopération étroite avec d'autres projets en cours et en attente exécutés par le PNUCID, l'ONUSIDA et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) aux niveaux national, régional et mondial, la création de synergies entre les différentes activités devrait permettre d'économiser du temps et de l'argent ainsi que d'éviter des chevauchements. En outre, le PNUCID a réalisé avec l'ONUSIDA des projets de prévention du sida dans chacun des cinq États de la région, en aidant leurs gouvernements à planifier, gérer et mettre au point des activités de prévention du VIH/sida, de l'abus des

drogues, et des maladies sexuellement transmissibles. En outre, dans l'optique de l'élaboration d'une stratégie globale pour l'Asie centrale, le PNUCID a lancé une enquête de grande ampleur sur l'abus des drogues dans la région, qui sera menée dans le cadre d'un nouveau projet intitulé "Assistance préparatoire à la réduction de la demande de drogues: évaluation rapide de la situation de l'abus dans la région d'Asie centrale".

164. Les activités de réduction de la demande que le PNUCID exécutera en Asie du Sud sont regroupées en un seul programme et sont axées sur l'Inde, où se trouve la grande majorité des toxicomanes de la région. Ces activités devraient aboutir à la mise en place d'une infrastructure qui mobilisera les organisations et les entreprises locales en faveur de la réduction et de la prévention de l'abus de drogues au niveau national. Cette infrastructure se composera d'un centre national de prévention et de six centres régionaux d'information et de formation gérés par des organisations non gouvernementales. Les activités, qui supposeront une augmentation sensible des effectifs qualifiés, porteront sur l'ensemble du pays, mais une attention particulière sera accordée aux États du Nord-Est, où la consommation de drogues par voie intraveineuse et la progression corrélative du VIH/sida sont très préoccupantes. L'un des six centres régionaux sera établi dans l'un de ces États, où il fournira un appui à 25 centres de désintoxication et de réadaptation gérés par des organisations non gouvernementales et à 40 centres locaux d'information composés d'organisations locales agréées. Une étude nationale sur l'étendue, les caractéristiques et l'évolution de l'abus de drogues en Inde sera réalisée et un système de surveillance de l'abus de drogues sera mis en place. À Sri Lanka, le PNUCID, conjointement avec l'OMS, aidera à renforcer le programme de réduction de la demande en ciblant des groupes à risque, dont les détenus, et à améliorer la collecte des données en développant le systèmes de surveillance de l'abus de drogues.

165. Le programme de réduction de la demande que le PNUCID exécutera en Asie de l'Est et dans le Pacifique visera en priorité à renforcer les moyens disponibles aux niveaux local, national et sous-régional pour réduire l'usage illicite de drogues et remédier aux problèmes sociaux qui en découlent, en particulier parmi les groupes à haut risque. Une autre activité prioritaire du PNUCID est d'aider à prendre des mesures contre la menace grandissante de l'abus de stimulants de type amphétamine. Au Myanmar, on continuera de s'attaquer, en collaboration avec des organisations non gouvernementales, nationales et internationales, aux problèmes que pose l'abus de drogues dans les zones à haut risque. D'autres activités, qui concernent plus particulièrement l'abus d'héroïne et la propagation de l'infection par le VIH et du sida, seront entreprises dans les États de Kachin et de Shan, sous forme d'interventions au niveau local. Au Viet Nam, le PNUCID non seulement mènera à terme les nombreuses activités en cours de réduction de la demande, mais aidera également les autorités à réaliser une enquête auprès des travailleurs et des employés pour évaluer l'étendue de l'abus des drogues et définir les mesures qui devraient être prises sur le lieu de travail. En République démocratique populaire lao, la lutte contre l'abus de drogues sera menée dans le cadre de la stratégie visant à éliminer en six ans la culture du pavot à opium dans les zones rurales et ciblera aussi l'abus de stimulants de type amphétamine de plus en plus répandu chez les jeunes, notamment dans les villes. Au niveau régional, un grand programme de prévention sur cinq ans (avec un budget de 6 millions de dollars) visant à endiguer la progression rapide de ces stimulants sera lancé non seulement dans les six États avec lesquels a été signé le mémorandum d'accord de 1993 (Cambodge, Chine, Myanmar, République démocratique populaire lao, Thaïlande et Viet Nam), mais aussi dans d'autres pays de l'ANASE. Un projet régional portant sur la transmission du VIH/sida liée à l'usage de drogues dans les groupes à haut risque sera élaboré pendant l'exercice biennal en collaboration avec d'autres partenaires dans la région.

166. En Amérique latine et dans les Caraïbes, les activités de réduction de la demande du PNUCID pour l'exercice biennal 2000-2001 sont chiffrées à 23 487 900 dollars. Les programmes et les projets portent sur des priorités nationales et sous-régionales: a) mise en place de programmes de prévention de l'abus des drogues et de systèmes d'information sur la question dans les écoles et dans les collectivités locales à la Barbade, aux Bahamas, en Bolivie, au Brésil, en Colombie, en République dominicaine, au Guyana, à Haïti, au Nicaragua, au Pérou et à la Trinité-et-Tobago et, dans le cadre d'un mémorandum d'accord sur la coopération sous-régionale en matière de contrôle des drogues, en Argentine, en Bolivie, au Chili, au Pérou et

en Uruguay; b) prévention de la transmission du VIH/sida par la voie intraveineuse chez les toxicomanes au Brésil; c) modernisation des services de traitement et de réadaptation proposés par les pouvoirs publics et les organisations non gouvernementales au Brésil et en Amérique centrale; et d) amélioration des moyens de planification de la réduction de la demande des ONG et des institutions gouvernementales en Colombie, au Pérou, en Amérique centrale et dans les Caraïbes.

### 3. Liens intersectoriels

167. Il est de plus en plus généralement admis que pour comprendre les causes de l'usage des drogues, il faut connaître les liens existants entre l'abus des drogues et les autres problèmes sociaux. Les problèmes liés à la drogue ne sont pas un phénomène isolé, mais touchent souvent beaucoup plus gravement les personnes qui, dans la société, sont défavorisées, marginalisées ou exclues.

#### a) VIH/sida

168. L'usage de drogues est intimement lié à la propagation de l'infection par le VIH et du sida en raison de l'étroite relation existant entre l'utilisation de matériel d'injection contaminé et la transmission du virus. Il est en outre admis que certaines formes de consommation peuvent déboucher sur des pratiques sexuelles à risque, qui peuvent à leur tour entraîner la transmission du virus. Compte tenu de la gravité des problèmes sanitaires et sociaux que posent l'usage de drogues et l'infection par le VIH ou le sida, une stratégie commune, globale et intégrée est nécessaire pour briser ce lien. À cet égard, il existe plusieurs possibilités de collaboration entre le PNUCID, l'ONUSIDA, l'UNICEF, l'OMS et diverses organisations non gouvernementales.

#### b) Situation des femmes

169. Les femmes sont assurément concernées par la réduction de la demande de drogues. Il faut se préoccuper davantage de leur sort et tenir compte de ce nouvel aspect. Les femmes pâtissent souvent beaucoup plus de l'abus des drogues dans la famille et dans la société en général. Par exemple, le mari infecté par le VIH contracté auprès de prostituées qui s'injectent des drogues risque de contaminer sa femme. De même, l'abus de drogues chez la femme a de graves effets non seulement pour elle, mais également pour ses enfants, qui sont souvent les premiers à souffrir des troubles familiaux qui en résultent. L'usage de drogues dans un tel contexte rend d'autant plus nécessaire la coopération entre les organismes des Nations Unies, les organisations non gouvernementales et la société civile dans son ensemble. Il faudra peut-être aussi définir des mesures dans le cadre des programmes en cours de lutte contre la discrimination sexuelle.

#### c) Protection de l'enfance

170. Bien que les informations disponibles sur l'étendue de l'usage des drogues parmi les jeunes soient quelque peu fragmentaires, il est certain que pour de nombreux jeunes il s'agit d'un moyen de faire face au chômage, à l'abandon, à la violence et aux sévices sexuels. En même temps, on constate que les jeunes socialement bien intégrés mais de plus en plus exposés à des attitudes plus tolérantes à l'égard de la drogue en font un usage abusif considérable. Ce phénomène nouveau exige par conséquent l'élaboration de stratégies novatrices, et l'adaptation des politiques de prévention de manière à cibler non seulement les jeunes qui se droguent pour supporter leur situation, mais également ceux qui font usage de ces substances pour les sensations qu'elles procurent. Parmi les principaux partenaires en mesure de toucher les jeunes à risque figurent l'UNICEF et l'UNESCO, ainsi que de nombreuses organisations non gouvernementales s'occupant des jeunes et de la protection de l'enfance.

#### d) Instruction élémentaire

171. L'instruction élémentaire offre de nombreuses possibilités d'établir des liens intersectoriels car, dans ce domaine, la conjugaison des efforts peut faciliter la mise au point de programmes d'enseignement dans les communautés où l'abus des drogues est très répandu. Ces programmes, qui s'adresseraient aux jeunes, scolarisés ou non, devraient non seulement leur fournir des informations appropriées sur les risques associés à la consommation de drogues, mais leur permettre aussi d'acquérir les connaissances nécessaires pour qu'ils ne soient pas tentés par la drogue. L'UNICEF, l'UNESCO et d'autres organisations œuvrant à la protection des enfants sont pour le PNUCID des partenaires tout indiqués dans ce domaine.

## E) Élimination des cultures illicites

### 1. Programmes mondiaux

172. Dans la Déclaration politique et le Plan d'action sur la coopération internationale pour l'élimination des cultures de plantes servant à fabriquer des drogues illicites et les activités de substitution adoptés par l'Assemblée générale à sa vingtième session extraordinaire (résolution S-20/4 E), les États Membres sont convenus de coopérer étroitement entre eux et avec le PNUCID en vue d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies visant à éliminer ou réduire sensiblement d'ici à 2008 la culture illicite des plantes servant à fabriquer des stupéfiants. Or, il est indispensable pour cela de connaître l'ampleur de ces cultures; le PNUCID fournira donc dans ce domaine une assistance technique aux gouvernements par l'intermédiaire de ses programmes mondiaux axés sur le suivi des cultures illicites et les activités de substitution.

173. Au niveau mondial, le PNUCID a pour objectifs de surveiller la culture illicite et les rendements du pavot à opium et du cocaïer et de s'assurer que des enseignements soient tirés des expériences acquises en matière d'activités de substitution grâce à une analyse systématique, par des groupes d'experts, du retour d'information. À sa vingtième session extraordinaire, l'Assemblée générale a mis l'accent sur le fait qu'il incombait aux autorités nationales de mettre en place des mécanismes de suivi des cultures illicites sur leur territoire. Ainsi, l'un des principaux objectifs du programme mondial de suivi des cultures illicites est d'apporter une aide aux gouvernements qui en font la demande en harmonisant les systèmes nationaux de collecte de données et en regroupant les données nationales afin d'obtenir des informations au niveau international. Étant donné les efforts déployés pour renforcer les mécanismes nationaux de surveillance, on s'attend à ce qu'un système international permettant de surveiller l'ampleur et l'évolution de la culture illicite de plantes servant à fabriquer des stupéfiants et leurs rendements devienne opérationnel au cours de l'exercice biennal. Pendant cette période, les six pays où a lieu la quasi-totalité de la production illicite devraient être en mesure d'évaluer l'importance et les tendances de la culture et de la production sur leurs territoires respectifs.

174. Afin d'y parvenir, le Programme mondial a trois grandes priorités: a) améliorer la cohérence et la transparence des mécanismes d'enquête en élaborant, au niveau mondial, des principes méthodologiques d'enquête et en analysant les données provenant des activités nationales de surveillance; b) mettre en place un réseau de mécanismes de surveillance en apportant une assistance technique aux mécanismes nationaux et en encourageant la coopération et la coordination au niveau mondial; c) systématiser la centralisation des informations provenant des centres nationaux vers une base de données centrale pour se donner les moyens de dégager et d'analyser les tendances mondiales à l'intention de la communauté internationale.

175. Le programme mondial de surveillance complète et appuie les projets et programmes axés sur les activités de substitution. De ce point de vue, le PNUCID veillera à ce qu'il y ait un lien constructif entre le programme et le suivi des activités de substitution au niveau des projets, et accordera pour cela une attention particulière aux études initiales, qui serviront de référence, et aux indicateurs de résultats.

176. Les activités de substitution sont au cœur de nombreuses activités opérationnelles menées aux niveaux national, sous-régional et régional, détaillées ci-après. Au niveau international, le PNUCID s'efforcera de mieux coordonner son action avec celles des autres organismes des Nations Unies, des institutions financières internationales, des donateurs bilatéraux et des organisations non gouvernementales et favorisera l'instauration de liens concrets de coopération aux niveaux régional et national. Toujours au niveau international, les résultats des interventions réalisées en vue d'éliminer les cultures illicites par le biais d'activités de substitution seront évalués et les conclusions de cette analyse seront communiquées aux pays. Des groupes d'experts procéderont en parallèle à une évaluation et au suivi réguliers de ces interventions. Une base de données sera élaborée pour permettre des comparaisons et d'échanger les expériences et les enseignements tirés entre les régions. Il sera ainsi possible de repérer les meilleures pratiques et de les faire connaître, et de voir dans quels domaines il est nécessaire d'approfondir les analyses et de perfectionner la mise en œuvre.

177. Par ailleurs, le PNUCID prépare, entreprend et coordonne des recherches en vue de mettre au point des méthodes écologiquement sûres d'éradication du pavot

à opium et du cocaïer, en collaboration avec des institutions et des experts spécialisés dans ce domaine.

### 2. Programmes régionaux et nationaux

178. Au Moyen-Orient, les cultures illicites se trouvent dans deux zones principalement: la vallée de la Bekaa, au Liban, et le Sinaï, en Égypte. Dans ces deux régions, les pouvoirs publics ont mené avec succès des campagnes d'éradication, qui sont poursuivies de façon régulière. Pour appuyer ces activités, le PNUCID fournit conseils techniques, formation et matériel. Dans le même temps, il faudra compléter la répression par des programmes axés sur les activités de substitution, lorsque c'est nécessaire, afin que l'éradication soit durable. Le PNUCID continuera d'apporter son aide en entamant la troisième phase du programme qu'il mène dans la vallée de la Bekaa en coopération avec le PNUD et d'autres organismes compétents. Ces activités sont chiffrées pour l'exercice biennal 2000-2001 à 825 000 dollars.

179. En Asie du Sud-Ouest et en Asie centrale, le PNUCID a ramené son budget à 4,6 millions de dollars pour l'élimination des cultures illicites, essentiellement en Asie du Sud-Ouest. En Afghanistan, premier producteur mondial de pavot à opium cultivé illicitement, le PNUCID envisage de lancer, si les circonstances le permettent, un programme intégré de contrôle des drogues. Un projet pilote axé sur les activités de substitution, qu'il y mène depuis 1997, sera intégré au niveau programme. Celui-ci aura pour objectif de réduire de façon durable la culture du pavot à opium dans les quatre districts visés et de mettre au point des méthodes permettant d'y parvenir par le biais d'activités de développement rural, qui seront planifiées et mises en œuvre en étroite collaboration avec les bénéficiaires. À cet égard, les résultats préliminaires de l'enquête annuelle du PNUCID sur le pavot à opium indiquent une diminution de cette culture d'environ 10 % en 2000 par rapport à 1999, année où elle s'est étendue sur plus de 90 000 hectares, chiffre sans précédent. Bien que la réduction soit due principalement aux effets de la sécheresse, il est encourageant de noter qu'il y a eu une réduction d'environ 50 % dans la province de Kandahar, qui comprend trois districts cibles du PNUCID, où une aide pour les activités de substitution est fournie depuis 1997.

180. Le PNUCID est présent depuis 14 ans dans le district de Dir, dans la province frontalière du nord-ouest du Pakistan, où, grâce aux activités de substitution et aux actions d'éradication menées par les autorités, la récolte de pavot à opium a été quasiment nulle en 1999. Les cultures étant presque éliminées, le rôle du PNUCID en matière d'activités de substitution s'en trouvera considérablement réduit en 2000-2001. Afin de pérenniser les résultats obtenus, le projet de développement du district de Dir sera suivi d'un phase de consolidation de cinq à dix ans, à laquelle le PNUCID continuera de participer activement.

181. En Asie centrale, la mise en œuvre du projet de cartographie de l'étendue des cultures illicites au Tadjikistan, au Kirghizistan et au Kazakhstan a été achevée en mars 2000. Ses résultats ont montré que la coopération entre le PNUCID et les trois gouvernements a entraîné la réduction de la culture de drogues illicites dans ces pays, et que la principale source d'offre d'opium et d'héroïne était le trafic à partir de l'Afghanistan.

182. En Asie de l'Est, l'aide du PNUCID en matière d'activités de substitution, d'un montant total estimé à 10,8 millions de dollars pour l'exercice biennal, sera destinée aux grandes régions productrices d'opium du Myanmar, de la République démocratique populaire lao et du Viet Nam. Le PNUCID est à même de fournir une assistance supplémentaire si des fonds sont disponibles. Au Myanmar, la priorité absolue sera accordée à l'achèvement de la phase initiale et à la mise en œuvre intégrale de la deuxième phase du projet d'activités de substitution (chiffrée à 15,6 millions de dollars) menée dans la région de Wa, dès que la phase initiale aura fait l'objet d'une évaluation complète. En république démocratique populaire lao, où le Gouvernement s'est engagé à éliminer totalement la culture du pavot à opium dans le pays dans un délai de six ans, avec un budget de 4 millions de dollars, le PNUCID apportera une assistance financière et technique à la mise en œuvre de cette stratégie, en collaboration avec d'autres organisations internationales et régionales et des bailleurs d'aide bilatérale. L'aide portera dans un premier temps sur les districts considérés comme hautement prioritaires. Au Viet Nam, il s'agira de mettre en œuvre la deuxième phase du projet d'activités de substitution (chiffrée à environ 5 millions de dollars) menée dans le district

de Ky Son en vue d'assurer la viabilité des activités de substitution génératrices de revenus et celles du développement socioéconomique qui a démarré avec la première phase, et de promouvoir la mise en œuvre d'activités de ce type en d'autres endroits. Au niveau régional, le PNUD continuera d'œuvrer à la coopération entre les pays et avec d'autres organismes. Un projet sous-régional visant à partager des expériences et les enseignements tirés des activités de substitution sera opérationnel pendant l'exercice biennal.

183. En Amérique latine et dans les Caraïbes, le PNUCID ne consacrera que 20,3 millions de dollars aux programmes d'élimination des cultures illicites pour l'exercice biennal 2000-2001, bien qu'il ait la capacité d'exécuter des activités d'un montant au moins deux fois supérieur si les fonds sont disponibles. La priorité absolue sera accordée à la poursuite de l'exécution des trois plans d'action visant à éliminer les cultures illicites de cocaïer, de cannabis et de pavot à opium d'ici à 2008, comme il en a été décidé à la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Le coût global de ces trois plans est de l'ordre de 170 millions de dollars pour 18 projets mis en œuvre entre 1988-2004. Le plan destiné à la Bolivie comprend trois projets chiffrés à 64 millions de dollars, le plan pour la Colombie sept projets de 73 millions de dollars, et le plan pour le Pérou huit projets de 46 millions de dollars. Environ 37 millions de dollars ont été collectés jusqu'à présent, ce qui a permis d'exécuter 12 des 18 projets. Il faudra trouver 133 millions de dollars supplémentaires pour achever la mise en œuvre des plans d'action d'ici la fin de l'année 2004. Il est fait appel pour cela à des sources de financement non usuelles, y compris des institutions financières multilatérales et des prêts bilatéraux à des conditions de faveur contractés par les gouvernements bénéficiaires.

184. En Bolivie, le plan d'action vient appuyer l'objectif que se sont fixé les autorités de ce pays, à savoir rendre l'économie indépendante de la culture du coca et du trafic de cocaïne d'ici à 2001 ("Plan de la dignité") en s'attachant avant tout à mettre en œuvre le programme d'agroforesterie destiné à la région du Chapare et chiffré à 58,4 millions de dollars, pour lequel environ 10 millions de dollars sont déjà disponibles. Le programme prévoit une grande diversité de services visant à mettre en place des systèmes d'agroforesterie écologiquement et commercialement viables, dont bénéficieraient environ 11 000 familles de petits paysans, soit 55 000 personnes. Le deuxième projet inscrit au plan d'action, chiffré à 5,2 millions de dollars, a démarré fin 2000 et porte sur la promotion des microentreprises de la région du Chapare et sur l'amélioration des possibilités d'emploi grâce à la formation professionnelle, le tout sur la base d'études de faisabilité et d'analyses des besoins réalisées à la fin de 1999. Le troisième projet, entièrement financé, aide les autorités boliviennes à mettre en place un mécanisme national intégré de planification, de gestion et de surveillance en matière d'activités de substitution afin de mieux coordonner les ressources internes et externes.

185. En Colombie, le plan d'action vise la poursuite de trois projets d'un montant total de 10,2 millions de dollars. Il s'agit d'entreprendre des activités de substitution dans les bassins du Meta et du Caqueta, de contribuer à la création d'un mécanisme national intégré de surveillance des cultures illicites, et de venir en aide au service chargé du plan national d'activités de substitution (PLANTE), dans les domaines de la planification, des questions techniques, de la formulation de projets et de la surveillance. Sur la base d'un montant prévu de 5 millions de dollars, le PNUCID est en train de préparer l'exécution d'un autre projet visant à procurer des revenus licites durables dans le département de Caqueta grâce à un élevage et à des produits agricoles à haut rendement, une meilleure productivité des cultures traditionnelles, la mise en place de cultures de subsistance assurant la sécurité alimentaire, et des systèmes de gestion de l'agroforesterie.

186. Au Pérou, le plan d'action vient appuyer le programme national global axé sur les activités de substitution. Le PNUCID travaillera avec les pouvoirs publics et d'autres donateurs bilatéraux dans 6 des 11 régions de culture du cocaïer, touchant par cette action 20 000 familles de paysans, soit 100 000 personnes. Il s'agit de diversifier les activités de substitution (culture et élevage) dont le produit est destiné à la commercialisation, ainsi que d'implanter des cultures vivrières.

### 3. Liens intersectoriels

187. Les méthodes adoptées pour implanter des activités de substitution dans la région andine ont

considérablement évolué au cours des 15 dernières années, comme il ressort du Plan d'action sur la coopération internationale pour l'élimination des cultures de plantes servant à fabriquer des drogues illicites et les activités de substitution. Bien que différents d'un pays à l'autre, et à l'intérieur de chaque pays, les projets que le PNUCID prévoit de mettre en œuvre en 2000-2001 auront en commun les caractéristiques suivantes: mise en œuvre par des organisations locales; assistance globale visant les cultures, l'élevage et l'agro-industrie; introduction de bonnes pratiques commerciales; recours aux fonds renouvelables; préférence pour les systèmes d'exploitation agroécologique intégrés; et participation des femmes à la prise de décisions et représentation équilibrée des deux sexes.

188. Les activités de substitution comportent donc deux aspects, étant directement liés, d'une part à la réduction des cultures illicites et, d'autre part, au développement durable. La situation se présente comme suit:

**a) Développement durable**

189. Le développement durable reste le grand objectif des organismes de développement des Nations Unies et des organismes d'aide bilatérale, et notamment du PNUCID, en ce qu'il s'occupe d'activités de substitution. Ce n'est qu'en prenant des mesures en faveur d'un développement rural durable sur fond de croissance économique soutenu au niveau national que l'on parviendra à remplacer le revenu tiré des cultures illicites par un revenu provenant d'activités licites et viables. L'accent est mis sur le rôle des collectivités locales pour ce qui de gérer les ressources naturelles dans le cadre de systèmes de production viables. Ce rôle est particulièrement important dans le cas des activités de substitution, étant donné les dimensions socioculturelles que revêt la culture illicite de plantes servant à fabriquer des drogues. Le PNUCID s'attache à mobiliser d'autres organismes des Nations Unies, tels que le PNUD, le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Banque mondiale, ainsi que des partenaires bilatéraux tels que l'Agence pour le développement international du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Agence allemande de coopération technique, l'Agence suédoise de coopération pour le développement international et l'USAID. Tandis que le PNUD s'intéresse aux régions où se trouvent des cultures illicites, la Banque mondiale, par exemple, pourrait remplacer ces activités très ciblées dans le cadre de plans de développement agricole. Si le PNUCID joue un rôle de déclencheur pour le développement des zones rurales reculées et touchées par la culture illicite de plantes servant à fabriquer des stupéfiants, d'autres initiatives peuvent être prises pour prévenir la réapparition de ces cultures, comme cela a été fait dans le district de Dir, au Pakistan, en collaboration avec le FIDA.

**b) Lutte contre la pauvreté**

190. La culture illicite est directement liée à la pauvreté en milieu rural. La réduction de la pauvreté est l'un des volets fondamentaux des projets axés sur les activités de substitution. Dans les régions extrêmement pauvres, les cultures illicites apportent le minimum d'argent nécessaire pour vivre. Étant donné les liens qui existent entre le processus de développement et la production de drogue, la coopération entre les organismes des Nations Unies, les pouvoirs publics et diverses organisations internationales en matière d'activités de substitution est particulièrement importante pour atteindre les objectifs fixés. C'est ainsi que certains organismes des Nations Unies s'occupant de lutter contre la pauvreté en milieu rural, comme le FIDA, la FAO, le PNUD, l'UNICEF et la Banque asiatique de développement (BAsD), coopèrent étroitement pour planifier et financer des programmes de développement rural et d'activités de substitution, notamment en Bolivie, en République démocratique populaire lao et au Viet Nam.

**c) Développement agro-industriel**

191. Il est essentiel, si l'on veut éradiquer les cultures illicites, de jeter des ponts entre l'agriculture et l'industrie en vue d'augmenter la valeur ajoutée et, partant, le revenu de la population. Il faut notamment entreprendre des activités périagricoles rémunératrices, mettre en place des réseaux de commercialisation, faire progresser les connaissances en matière de procédés de fabrication, faciliter la création d'entreprises et exploiter au mieux les ressources naturelles. Parallèlement, il est indispensable de prévoir des mesures d'appui telles que des mécanismes de crédit à l'intention des agriculteurs et des programmes visant à encourager l'investissement privé dans le secteur agro-industriel. Des accords de coopération ont été mis en

œuvre au Pérou, en Bolivie et en Thaïlande avec l'aide d'organismes des Nations Unies et de partenaires bilatéraux.

### d) Place faite aux femmes

192. Pas moins de 80 % du produit des zones rurales est généré par les femmes. La Banque mondiale, les organismes des Nations Unies et le PNUCID le savent et en tiennent compte dans leurs programmes axés sur les activités de substitution. L'établissement d'analyses en fonction du sexe, le suivi de la situation des femmes et l'évaluation selon le sexe des conséquences des politiques suivies figurent désormais au nombre des tâches essentielles des organismes des Nations Unies et des institutions financières internationales, et le PNUCID suivra cet exemple pour garantir de meilleurs résultats à ses projets et programmes axés sur les activités de substitution.

## F. Répression du trafic de drogue

### 1. Programmes mondiaux

193. La mise en œuvre des mesures et plans d'action adoptés par l'Assemblée générale à sa vingtième session extraordinaire va de pair avec la répression et l'établissement de normes scientifiques pour le contrôle des drogues. Ces deux éléments essentiels sont communs à de nombreuses activités opérationnelles et activités d'assistance menées par le PNUCID en faveur des États Membres. Par de tels programmes et projets, le PNUCID s'efforce de contribuer à la mise en place et au perfectionnement d'organismes et de structures de détection et de répression efficaces en matière de drogues, de renforcer les moyens dont disposent les services compétents et de favoriser la conclusion, entre pays et organismes, d'accords de coopération opérationnelle et d'échanges d'informations. Chaque fois que possible, cela se fait par le biais de programmes s'inscrivant dans le cadre d'accords régionaux ou sous-régionaux entérinés par des mémorandums d'accord officiels. Lorsqu'il encourage ces actions, le PNUCID tient dûment compte des mesures et plans mis en œuvre par les organismes de répression internationaux et régionaux et s'efforce de faire en sorte, dans la mesure du possible, que leurs programmes et les siens se complètent, ce qu'illustre bien le projet relatif à l'échange de données sur les saisies de drogues mis au point conjointement par le PNUCID, l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol) et l'Organisation mondiale des douanes (anciennement Conseil de coopération douanière) et étendu récemment pour inclure l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS).

194. Au niveau opérationnel, le PNUCID propose des services spécialisés en matière de détection et de répression par l'intermédiaire de conseillers régionaux et de directeurs de projets régionaux ou nationaux appartenant à son réseau de bureaux extérieurs, lequel est placé, pour ce qui est des questions techniques, sous la supervision directe du siège, qui lui fournit également des services d'appui. Au niveau international, les experts du PNUCID sont en contact avec les organismes internationaux compétents; ils offrent un appui technique de fond aux organes subsidiaires de la Commission et évaluent, toujours du point de vue technique, le volet détection et répression des descriptifs de programmes ou projets. Les pays tirent aussi parti du système d'information du PNUCID sur l'offre de drogues, qui permet de repérer les tendances du trafic et de réaliser des études et analyses de référence pertinentes en vue de l'élaboration des politiques de contrôle. Par ailleurs, le PNUCID entreprend actuellement de coopérer avec le Centre pour la prévention internationale du crime, chacun finançant sur son budget respectif des activités complémentaires et synergiques.

195. Dans le cadre des activités visant à renforcer les moyens dont disposent les services de détection et de répression, en particulier aux niveaux national et sous-régional, le PNUCID propose également des services techniques destinés à définir et arrêter des normes scientifiques à l'appui du contrôle international des drogues. Plus précisément, il fournit une assistance technique pour la mise en place ou le renforcement des laboratoires de dépistage des drogues et la diffusion du matériel de laboratoire dans le monde entier. Ces moyens, utiles lors de procès, permettent aussi de détecter rapidement les substances suspectes aux frontières et offrent la possibilité de communiquer des informations opérationnelles et stratégiques aux organismes d'enquête et de réglementation sous forme, par exemple, de résultats de la caractérisation de drogues/détermination du profil des impuretés et d'évaluations des rendements. Le PNUCID propose également des services techniques et consultatifs aux autorités sanitaires, qu'il aide à surveiller l'abus des drogues et à optimiser les programmes d'intervention

en procédant, par exemple, à des analyses de liquides organiques en laboratoire.

### 2. Programmes régionaux et nationaux

196. Pour que les pays africains puissent avoir accès à des connaissances spécialisées et bénéficier de conseils en la matière, et pour appuyer l'élaboration de projets en Afrique australe et en Afrique de l'Ouest, un poste d'expert pour ces questions sera créé à Lagos. En outre, le PNUCID aidera les pays africains à améliorer leurs interventions et leurs systèmes d'information ainsi qu'à conclure, pour ce qui est des pays limitrophes de l'Afrique du Sud et du Nigeria, des accords de coopération sous-régionaux. En collaboration avec l'UPU, il a élaboré un nouveau projet d'assistance panafricain pour lutter contre le recours accru au système postal pour le trafic de drogue et autres activités criminelles organisées graves. La mise en œuvre de ce projet commencera en Afrique de l'Ouest, région où cette méthode est de plus en plus utilisée. Le projet encouragera la coopération entre les services postaux, les douanes et les autres services de répression et renforcera encore les mesures existantes.

197. En Afrique de l'Ouest, des services consultatifs juridiques et une formation seront fournis au Togo, au Bénin et au Cameroun pour leur permettre de mieux faire face à la progression des activités de blanchiment de l'argent liées au trafic de drogues.

198. En Afrique australe, les projets menés en Afrique du Sud, au Malawi, au Mozambique et au Swaziland, ainsi que le projet sous-régional lancé en 1999 avec l'Afrique du Sud, le Mozambique et le Swaziland en vue de mener des opérations conjointes le long des frontières de ces pays, se poursuivront. Les capacités d'interception de la drogue et de répression d'autres formes de criminalité transnationale organisée s'en trouveront renforcées. D'autres éléments du programme régional visent à renforcer le potentiel répressif au niveau sous-régional et à l'intégrer dans le cadre plus large de la lutte contre la criminalité transnationale organisée. Un domaine auquel il faudra s'attaquer, sous réserve de la disponibilité de fonds, est le renforcement des moyens d'interception de la cocaïne, dont le trafic depuis le Brésil jusqu'aux ports d'Afrique du Sud, d'Angola, de Namibie et du Mozambique va croissant, et le renforcement de la coopération entre les services de détection et de répression des pays d'origine, de transit et de destination de la drogue.

199. À la multiplication des activités menées dans le domaine de la répression s'ajoutera le projet visant à former le personnel judiciaire d'Afrique australe et d'Afrique de Sud, qui commencera dans les derniers mois de 2000. Un expert juridique basé à Pretoria sera à la disposition de tous les partenaires pour leur donner des conseils. Des stages de formation se dérouleront dans les deux centres régionaux participant au projet, en Afrique du Sud et au Zimbabwe. En Afrique de l'Est, le projet concernant la surveillance des ports maritimes doit être étendu, et un soutien plus important, tant en ce qui concerne la formation que l'appui matériel, sera accordé à ceux où des services de contrôle sont déjà en place et où le volume des interceptions est en hausse. Grâce à un suivi continu sur place et aux enseignements tirés des deux premières années de mise en œuvre du projet, le PNUCID sera à même de préparer des interventions similaires, notamment pour l'Afrique de l'Ouest, sous réserve de la disponibilité de fonds. Un projet régional pour l'Afrique de l'Est sera lancé en 2000 pour fournir l'assistance juridique, les conseils spécialisés, la formation et les autres formes d'aide nécessaires pour améliorer la surveillance et le contrôle des produits licites et empêcher leur détournement vers les circuits illicites. On étudiera également la possibilité de mettre en œuvre ultérieurement un projet identique dans le cadre d'autres programmes régionaux.

200. Au Moyen Orient, le gros problème qui se pose en matière de contrôle des drogues est la multiplication des filières d'approvisionnement des marchés illicites de plus en plus importants dans la région. Lors d'une série de consultations techniques, les États de la région ont reconnu que ce problème ne pouvait être traité que par une collaboration plus étroite entre les services de détection et de répression de la sous-région.

201. Les programmes portant sur la détection et la répression dans les pays d'Europe centrale, chiffrés à 5 millions de dollars, viseront à promouvoir la coopération transfrontière au niveau opérationnel et la mise en place concertée de structures institutionnelles. Au vu des progrès considérables réalisés grâce à l'aide internationale pour ce qui est des moyens institutionnels, les programmes du PNUCID seront axés sur des techniques perfectionnées censées produire des résultats tangibles. Une attention

particulière sera accordée à la transition vers une activité policière reposant sur le renseignement, dont on a reconnu qu'il s'agissait du moyen le plus efficace d'entraver l'action des organisations criminelles et de les démanteler. Le PNUCID commencera à mettre en œuvre un programme de coopération technique sous-régionale visant à mettre en place des moyens et des structures de pointe pour l'analyse des renseignements criminels à l'appui des enquêtes sur les drogues.

202. La première phase d'un projet visant à créer l'académie internationale turque contre les drogues et la criminalité organisée, qui constitue l'un des principaux éléments d'un nouveau programme pluriannuel que le PNUCID envisage d'élaborer en coopération avec le Gouvernement turc, a été lancée en juin 2000. Cette académie, qui est maintenant entièrement opérationnelle, s'emploiera à renforcer les compétences et les moyens de formation en matière de détection et de répression dans le pays et dispensera des cours interorganisations sur des sujets tels que le blanchiment de l'argent, les livraisons surveillées et la criminalité financière. Au niveau régional, elle fera bénéficier de ses compétences et de ses moyens de formation les services de détection et de répression des pays de la région, où elle organisera des stages de formation adaptés à leurs besoins. Par l'intermédiaire de ce projet, l'établissement de contacts personnels et de réseaux informels entre les formateurs et stagiaires des différents pays, favorisera la coopération transfrontière opérationnelle directe entre les services, condition essentielle du succès au niveau régional.

203. En République islamique d'Iran, dans le cadre du programme global de contrôle des drogues de ce pays, une stratégie intégrée, chiffrée à 3,6 millions de dollars, a pour objectif de renforcer les moyens dont disposent les services iraniens chargés de la lutte contre le trafic des drogues pour intercepter et saisir les envois illicites de stupéfiants qui transitent par le pays.

204. Au Pakistan, le PNUCID a lancé en 1999 un nouveau programme axé sur les activités de détection et de répression qui durera trois ans et qui a été chiffré à 2 millions de dollars pour le prochain exercice biennal. Ce programme s'inscrit dans le cadre des efforts que déploie le PNUCID pour renforcer les moyens dont disposent les pays entourant l'Afghanistan en matière de drogues. La coopération qui existe déjà entre le Pakistan et la République islamique d'Iran continuera d'être encouragée et les possibilités de collaboration avec les États du golfe Persique seront explorées. Les activités menées au niveau sous-régional seront complétées, au niveau national, par d'autres activités visant à renforcer les services pakistanais chargés de la lutte contre les stupéfiants et les organismes responsables des interceptions dans les chefferies administrées par les autorités provinciales et fédérales. En outre, l'efficacité des laboratoires pakistanais d'analyse des drogues sera améliorée. D'autres services chargés de l'application des lois, tels que les gardes frontière, la police montée, les douanes et les gardes-côtes, bénéficieront également d'une assistance.

205. La situation géographique des États d'Asie centrale et la transition qu'ils connaissent actuellement exposent la région au trafic et à l'abus de drogues. De fait, les volumes de produits illicites provenant de l'Afghanistan et transitant par les États d'Asie centrale en direction de l'Europe occidentale ont considérablement augmenté ces dernières années. Le PNUCID, en conséquence, a lancé sept projets nationaux et sous-régionaux destinés à limiter l'introduction en contrebande dans ces États de drogues venant d'Afghanistan, et met actuellement au point des projets destinés à renforcer les moyens des services de détection et de répression en matière de collecte de données et d'informations, et encourage les techniques de livraison surveillée. Ces activités sont chiffrées à 2,6 millions de dollars pour l'exercice biennal 2000-2001.

206. Le projet le plus important du PNUCID en matière de détection et de répression en Asie centrale vise à mettre en place au Tadjikistan l'organisme de lutte contre le trafic de drogues. Il est ainsi prévu de mettre sur pied une structure spécialisée, professionnelle et efficace de manière à lutter contre le trafic de drogues et la corruption qu'il engendre, et à coordonner les opérations de répression en matière de drogues. La mise en œuvre de ce projet a commencé en mai 1999 et se poursuivra tout au long de l'exercice biennal 2000-2001, avec un budget de 4,6 millions de dollars. Le projet comportera la formation du personnel nouvellement recruté, la fourniture de matériel de communication moderne aux fins de détection et d'analyse des drogues et la création d'une base de données regroupant les informations reçues des services de renseignements. L'appui du PNUCID à l'organisme du contrôle des drogues a eu pour conséquence directe une augmentation de plus de

450 % des saisies d'héroïne au Tadjikistan au cours des huit premiers mois de l'année 2000 par rapport à la même période de 1999.

207. Un autre projet sera consacré au renforcement des moyens d'enquête dans la région. Étant donné qu'il n'existe que peu de lois et de mécanismes concernant le rôle des précurseurs (principalement l'anhydride acétique, utilisée pour la production d'héroïne), et que l'Asie centrale sert de zone de transit pour la contrebande d'anhydride acétique en direction des laboratoires clandestins d'Afghanistan et d'autres pays, le PNUCID a lancé un programme d'ampleur régionale visant à mettre en place des mécanismes de contrôle et de surveillance appropriés. Ces activités sont chiffrées à 2,1 millions de dollars pour l'exercice biennal 2000-2001.

208. Les activités menées dans le domaine de la détection et de la répression en Asie du Sud auront une dimension sous-régionale. L'assistance qu'il est prévu d'apporter dans le cadre du programme de contrôle des précurseurs en Asie du Sud et du Sud-Ouest est chiffrée à 508 000 dollars pour l'exercice biennal. Des activités seront menées en vue de renforcer les moyens techniques des services de détection et de répression et de former du personnel à l'application de la réglementation et aux interventions ainsi que de fournir du matériel destiné aux points de contrôle et aux laboratoires.

209. En Asie de l'Est et dans le Pacifique, l'action du PNUCID en matière de détection et de répression aura une dimension clairement sous-régionale et régionale, sur la lancée des résultats obtenus et des travaux engagés dans le cadre du mémorandum d'accord et du plan d'action sous-régional conclu avec le Cambodge, la Chine, le Myanmar, la République démocratique populaire lao, la Thaïlande et le Viet Nam. Ainsi, le PNUCID continuera d'encourager la promulgation de lois et réglementations qui alignent les législations nationales sur les dispositions des conventions des Nations Unies relatives au contrôle international des drogues; il contribuera à faire mieux connaître les techniques spécialisées de répression en matière de drogues et les moyens de les appliquer, y compris la caractérisation des drogues et l'établissement de profils des impuretés, grâce à des stages spécialisés sur le sujet; il aidera les autorités nationales à mettre en place des services chargés de centraliser la collecte, l'analyse et la diffusion de renseignements relatifs aux activités de lutte contre le trafic de drogues et de précurseurs; il encouragera la collaboration et la concertation entre juges, procureurs, enquêteurs et agents de répression; il facilitera la coopération transfrontière et, pour ce faire, établira le profil des véhicules et définira la structure de cette coopération; enfin, il participera à l'élaboration de stratégies visant expressément à réduire le trafic de précurseurs. Au cours de l'exercice biennal, le PNUCID prévoit en outre d'étendre le contrôle et la coopération aux frontières séparant le Myanmar de l'Inde et du Bangladesh en vue de mieux lutter contre le trafic transfrontière de drogues et de précurseurs.

210. En Amérique latine et dans les Caraïbes, le PNUCID prévoit de consacrer 17,4 millions de dollars aux activités de détection et de répression au cours de l'exercice 2000-2001, en vue principalement du contrôle des précurseurs, de la modernisation des structures et de la lutte contre le blanchiment de l'argent. Le contrôle des précurseurs est renforcé en Bolivie, au Brésil, en Colombie, en Équateur et dans les Caraïbes, où les activités portent avant tout sur la formation, les bases de données, les systèmes d'information et la réforme juridique. Au Brésil et en Équateur, l'accent est mis sur la promotion de la coopération internationale et la fourniture de matériel de formation pour faire face à la menace que commence à constituer la drogue pour la sécurité publique. L'appui au système d'autorisation régional pour le contrôle des mouvements des petits bateaux reste prioritaire dans les Caraïbes. Au Brésil et en Colombie, des services consultatifs et d'autres formes d'appui technique sont proposés aux organismes nouvellement créés ou devant être institués pour lutter contre le blanchiment de l'argent. La législation et la réglementation régissant la lutte contre le trafic de drogues sont modernisées dans les Caraïbes et en Amérique centrale afin de mieux contrôler le trafic de drogues et les infractions qu'il engendre et pour faciliter la poursuite et la condamnation des auteurs de ces infractions. Une aide est fournie pour la consolidation en Amérique centrale du Centre régional pour l'élaboration du droit et la coopération en matière juridique, en partenariat avec la CICAD et pour l'élaboration aux Caraïbes d'un traité d'entraide judiciaire. En République dominicaine, une assistance technique et des services de formation sont fournis pour rendre plus efficaces les poursuites contre les auteurs d'infractions liées directement ou non à la

drogue, dans le cadre de grands programmes de réforme du système judiciaire.

### 3. Liens intersectoriels

#### a) Saine gestion des affaires publiques

211. Dans de nombreux pays, la lutte contre la drogue est entravée par l'insuffisance des moyens dont disposent les services de détection et de répression. D'une part, ces services sont aux prises avec une pénurie de ressources, une formation insuffisante aux questions liées à la drogue et des difficultés d'ordre logistique; d'autre part, ils ne jouissent pas toujours de la confiance de la population, qui pense que la corruption est répandue et que la loi est appliquée de façon extrêmement partiale. Si le personnel est globalement perçu comme étant corrompu ou mû par ses intérêts particuliers, non seulement les services de répression perdent leur efficacité mais aussi, plus généralement, la loi, censée protéger contre les comportements antisociaux, est moins respectée. Il faut se donner comme objectif prioritaire de renforcer la crédibilité de l'État en matière de répression, en particulier pour ce qui est de la présence policière dans les rues et des poursuites judiciaires. Une coopération entre le PNUCID, les organismes des Nations Unies compétents, les organisations intergouvernementales et les partenaires bilatéraux peut permettre de trouver une stratégie appropriée.

#### b) Règlement des conflits et consolidation de la paix

212. Les situations postconflictuelles intéressent les services de détection et de répression à deux titres: s'agissant de l'offre de drogues, les soldats démobilisés qui n'ont aucun moyen réel de subsistance acceptent souvent de devenir passeurs de drogue, revendeurs des rues ou hommes forts à la solde d'organisations criminelles; pour ce qui est de la demande, la population civile touchée par la guerre recourt parfois à la drogue pour le soulagement psychologique qu'elle procure. Plus généralement, l'instabilité politique qui fait suite aux périodes de conflit est souvent, pour les organisations qui se consacrent au trafic de drogue, une situation idéale dans laquelle elles prospèrent. Le PNUCID aide les États à surmonter les désaccords du passé et à démanteler ceux qui s'opposent à l'entraide régionale et internationale en matière de lutte contre la drogue; il est toutefois évident qu'un coopération plus intense est nécessaire pour résoudre les problèmes concrets du moment. Ainsi, en Asie du Sud-Est, six pays liés par un mémorandum d'accord déterminent ensemble, avec le concours du PNUCID, les meilleures pratiques à adopter pour former le personnel des services répressifs à l'interception des drogues.

#### c) Droits de l'homme

213. À certains égards, l'assistance en matière de répression vise à renforcer la capacité de l'État à prévenir ou circonscrire certaines activités criminelles, mais cette même assistance est souvent utilisée à des fins répressives qui n'ont rien à voir avec le contrôle des drogues. Ainsi, le respect des droits de l'homme dans un État donné est un indicateur clef de la capacité de cet État à assimiler efficacement l'assistance fournie en vue de la répression en matière de drogue et à en tirer parti. Le dialogue entre les pouvoirs publics, les organismes de contrôle des drogues et les défenseurs des droits de l'homme peut s'avérer important au regard de l'efficacité de l'aide internationale.

Tableau 11

**Orientations, législation et campagnes de sensibilisation: changements des coûts par région, modalité d'exécution et localisation, et par source de financement, 2000-2001**

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | *Budget initial approuvé, 2000-2001* | | | *Changements* | | | | *Budget révisé proposé, 2000-2001* | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | *Coûts* | | *Volume* | | | | |
| | *Fonds à des fins générales* | *Fonds à des fins spéciales* | *Total* | *Aug./(dim.)* | *%* | *Aug./(dim.)* | *%* | *Fonds à des fins générales* | *Fonds à des fins spéciales* | *Total* |
| Région | | | | | | | | | | |
| Programmes mondiaux | 2 115,6 | 9 406,0 | 11 521,6 | 880,7 | 8 | (3 404,2) | -30 | 1 815,2 | 7 182,9 | 8 998,1 |
| Afrique subsaharienne | 384,1 | 1 919,0 | 2 303,1 | 160,5 | 7 | (896,4) | -39 | 151,3 | 1 416,0 | 1 567,3 |
| Afrique du Nord et Moyen-Orient | 155,7 | 691,2 | 846,9 | 30,9 | 4 | (53,4) | -6 | 34,7 | 789,6 | 824,3 |
| Europe centrale et orientale | 6,6 | 90,9 | 97,5 | 27,4 | 28 | 247,0 | 253 | 58,7 | 313,3 | 372,0 |
| Asie occidentale et centrale | -- | 2 950,7 | 2 950,7 | 620,3 | 21 | 2 875,6 | 97 | 3 318,6 | 3 128,1 | 6 446,7 |
| Asie du Sud | 60,2 | 48,0 | 108,2 | 17,2 | 16 | 47,9 | 44 | 173,3 | -- | 173,3 |
| Asie de l'Est et Pacifique | 89,8 | 540,5 | 630,2 | 236,8 | 38 | 117,2 | 19 | 42,0 | 942,3 | 984,3 |
| Amérique latine et Caraïbes | 431,2 | 1 562,9 | 1 994,2 | 321,4 | 16 | (97,3) | -5 | 80,2 | 2 138,1 | 2 218,3 |
| **Total** | **3 243,1** | **17 209,3** | **20 452,5** | **2 295,3** | **11** | **(1 163,5)** | **-6** | **5 674,1** | **15 910,3** | **21 584,3** |
| Modalité d'exécution | | | | | | | | | | |
| PNUCID | 2 759,0 | 10 622,4 | 13 381,4 | 1 744,7 | 13 | 1 280,2 | 10 | 4 376,3 | 12 030,0 | 16 406,3 |
| Agent d'exécution | 484,1 | 6 424,6 | 6 908,7 | 453,7 | 7 | (3 096,2) | -45 | 905,4 | 3 360,8 | 4 266,2 |
| Exécution nationale | -- | 162,4 | 162,4 | 97,0 | 60 | 652,5 | 402 | 392,4 | 519,5 | 911,9 |
| **Total** | **3 243,1** | **17 209,3** | **20 452,5** | **2 295,3** | **11** | **(1 163,5)** | **-6** | **5 674,1** | **15 910,3** | **21 584,3** |
| Localisation | | | | | | | | | | |
| Siège | 526,9 | 2 796,2 | 3 323,2 | 373,0 | 11 | (189,0) | -6 | 921,9 | 2 585,1 | 3 507,1 |
| Bureau extérieur | 2 716,2 | 14 413,1 | 17 129,3 | 1 922,4 | 11 | (974,4) | -6 | 4 752,1 | 13 325,1 | 18 077,3 |
| **Total** | **3 243,1** | **17 209,3** | **20 452,5** | **2 295,3** | **11** | **(1 163,5)** | **-6** | **5 674,1** | **15 910,3** | **21 584,3** |

Tableau 12

**Prévention et réduction de l'abus des drogues: changements des coûts et du volume par région, modalité d'exécution et localisation et par source de financement, 2000-2001**

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | *Budget initial approuvé, 2000-2001* | | | *Changements* | | | | *Budget révisé proposé, 2000-2001* | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | *Coûts* | | *Volume* | | | | |
| | *Fonds à des fins générales* | *Fonds à des fins spéciales* | *Total* | *Aug./(dim.)* | *%* | *Aug./(dim.)* | *%* | *Fonds à des fins générales* | *Fonds à des fins spéciales* | *Total* |
| Région | | | | | | | | | | |
| Programmes mondiaux | 1 250,4 | 4 364,3 | 5 614,7 | 468,8 | 8 | (1 293,3) | -23 | 631.3 | 4 159,0 | 4 790,3 |
| Afrique subsaharienne | 942,5 | 2 313,3 | 3 255,7 | 282,6 | 9 | (779,3) | -24 | 276.4 | 2 482,7 | 2 759,1 |
| Afrique du Nord et Moyen-Orient | -- | 931,0 | 931,0 | 35,1 | 4 | (29,1) | -3 | -- | 937,0 | 937,0 |
| Europe centrale et orientale | -- | 587,6 | 587,6 | 50,3 | 9 | 43,9 | 7 | 43.5 | 638,3 | 681,8 |
| Asie occidentale et centrale | 1 930,9 | 1 481,3 | 3 412,2 | 241,5 | 7 | (1 143,9) | -34 | 21.0 | 2 488,8 | 2 509,8 |
| Asie du Sud | 1 023,2 | 2 013,9 | 3 037,2 | 79,9 | 3 | (2 313,9) | -76 | 683.3 | 119,9 | 803,2 |
| Asie de l'Est et Pacifique | 649,5 | 3 554,3 | 4 203,7 | 782,6 | 19 | (1 733,6) | -41 | 218.2 | 3 034,6 | 3 252,8 |
| Amérique latine et Caraïbes | 232,0 | 18 225,4 | 18 457,5 | 3 403,0 | 18 | 1 627,4 | 9 | 544.4 | 22 943,5 | 23 487,9 |
| **Total** | **6 028,5** | **33 471,1** | **39 499,6** | **5 344,0** | **14** | **(5 621,7)** | **-14** | **2 418.1** | **36 803,7** | **39 221,9** |
| Modalité d'exécution | | | | | | | | | | |
| PNUCID | 3 570,2 | 8 724,6 | 12 294,8 | 1 647,8 | 13 | (1 848,9) | -15 | 1 413.5 | 10 680,1 | 12 093,6 |
| Agent d'exécution | 2 196,0 | 10 438,6 | 12 634,5 | 750,6 | 6 | (7 875,9) | -62 | 677.9 | 4 831,3 | 5 509,2 |
| Exécution nationale | 262,4 | 14 307,9 | 14 570,2 | 2 945,6 | 20 | 4 103,2 | 28 | 326.7 | 21 292,3 | 21 619,0 |
| **Total** | **6 028,5** | **33 471,1** | **39 499,6** | **5 344,0** | **14** | **(5 621,7)** | **-14** | **2 418.1** | **36 803,7** | **39 221,9** |
| Localisation | | | | | | | | | | |
| Siège | 979,5 | 5 438,4 | 6 418,0 | 868,3 | 14 | (913,4) | -14 | 392.9 | 5 979,9 | 6 372,8 |
| Bureau extérieur | 5 049,0 | 28 032,6 | 33 081,7 | 4 475,7 | 14 | (4 708,3) | -14 | 2 025.2 | 30 823,8 | 32 849,0 |
| **Total** | **6 028,5** | **33 471,1** | **39 499,6** | **5 344,0** | **14** | **(5 621,7)** | **-14** | **2 418.1** | **36 803,7** | **39 221,9** |

Tableau 13
**Élimination des cultures illicites: changements des coûts et du volume par région, modalité d'exécution et localisation et par source de financement, 2000-2001**
(En milliers de dollars des États-Unis)

| | *Budget initial approuvé, 2000-2001* | | | *Changements* | | | | *Budget révisé proposé, 2000-2001* | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | *Coût* | | *Volume* | | | | |
| | *Fonds à des fins générales* | *Fonds à des fins spéciales* | *Total* | *Aug./(dim.)* | *%* | *Aug./(dim.)* | *%* | *Fonds à des fins générales* | *Fonds à des fins spéciales* | *Total* |
| Région | | | | | | | | | | |
| Programmes mondiaux | 282,3 | 442,5 | 724,8 | 134,3 | 19 | 512,7 | 71 | 507,7 | 864,0 | 1 371,7 |
| Afrique subsaharienne | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- |
| Afrique du Nord et Moyen-Orient | -- | 3 150,4 | 3 150,4 | 30,9 | 1 | (2 356,3) | -75 | 25,0 | 800,0 | 825,0 |
| Europe centrale et orientale | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- |
| Asie occidentale et centrale | 564,0 | 7 834,5 | 8 398,5 | 444,1 | 5 | (4 227,4) | -50 | 393,7 | 4 221,5 | 4 615,2 |
| Asie du Sud | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- |
| Asie de l'Est et Pacifique | 29,3 | 18 222,3 | 18 251,6 | 2 594,1 | 14 | (10 064,1) | -55 | 10,3 | 10 771,3 | 10 781,6 |
| Amérique latine et Caraïbes | 2 120,0 | 17 364,3 | 19 484,3 | 2 931,0 | 15 | (2 185,5) | -11 | 2 386,2 | 17 843,5 | 20 229,7 |
| **Total** | **2 995,6** | **47 014,0** | **50 009,6** | **6 134,3** | **12** | **(18 320,7)** | **-37** | **3 322,9** | **34 500,3** | **37 823,2** |
| Modalité d'exécution | | | | | | | | | | |
| PNUCID | 299,3 | 2 384,3 | 2 683,5 | 2 316,4 | 86 | 9 282,7 | 346 | 906,9 | 13 375,7 | 14 282,6 |
| Agent d'exécution | 2 696,3 | 33 263,1 | 35 959,4 | 2 874,8 | 8 | (21 108,5) | -59 | 2 294,3 | 15 431,4 | 17 725,7 |
| Exécution nationale | -- | 11 366,7 | 11 366,7 | 943,1 | 8 | (6 494,9) | -57 | 121,7 | 5 693,2 | 5 814,8 |
| **Total** | **2 995,6** | **47 014,0** | **50 009,6** | **6 134,3** | **12** | **(18 320,7)** | **-37** | **3 322,9** | **34 500,3** | **37 823,2** |
| Localisation | | | | | | | | | | |
| Siège | 486,7 | 7 639,0 | 8 125,7 | 996,7 | 12 | (2 976,8) | -37 | 539,9 | 5 605,7 | 6 145,7 |
| Bureau extérieur | 2 508,8 | 39 375,0 | 41 883,9 | 5 137,6 | 12 | (15 343,9) | -37 | 2 783,0 | 28 894,6 | 31 677,5 |
| **Total** | **2 995,6** | **47 014,0** | **50 009,6** | **6 134,3** | **12** | **(18 320,7)** | **-37** | **3 322,9** | **34 500,3** | **37 823,2** |

Tableau 14

**Répression du trafic de drogues: changements des coûts et du volume par région, modalité d'exécution et localisation et par source de financement, 2000-2001**

(En milliers de dollars des États-Unis)

| | *Budget initial approuvé, 2000-2001* | | | *Changements* | | | | *Budget révisé proposé, 2000-2001* | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | *Coûts* | | *Volume* | | | | |
| | *Fonds à des fins générales* | *Fonds à des fins spéciales* | *Total* | *Aug./(dim.)* | *%* | *Aug./(dim.)* | *%* | *Fond à des fins générales* | *Fond à des fins spéciales* | *Total* |
| Région | | | | | | | | | | |
| Programmes mondiaux | 1 349,2 | 1 018,4 | 2 367,6 | 621,8 | 26 | 3 364,1 | 142 | 3 280,0 | 3 073,5 | 6 353,6 |
| Afrique subsaharienne | 442,5 | 3 306,2 | 3 748,7 | 244,6 | 7 | (1 605,6) | -43 | 160,0 | 2 227,7 | 2 387,7 |
| Afrique du Nord et Moyen-Orient | 1,3 | 1 928,8 | 1 930,1 | 6,5 | -- | (1 763,2) | -91 | 16,7 | 156,7 | 173,4 |
| Europe centrale et orientale | -- | 6 016,2 | 6 016,2 | 369,6 | 6 | (1,376,5) | -23 | 631,3 | 4 378,1 | 5 009,4 |
| Asie occidentale et centrale | 59,1 | 15 449,5 | 15 508,6 | 1 231,3 | 8 | (3 943,5) | -25 | 2 405,0 | 10 391,4 | 12 796,4 |
| Asie du Sud | 2,4 | 705,6 | 708,0 | 53,7 | 8 | (222,1) | -31 | -- | 539,6 | 539,6 |
| Asie de l'Est et Pacifique | 273,7 | 2 448,7 | 2 722,4 | 1 206,8 | 44 | 1 086,3 | 40 | 108,9 | 4 906,6 | 5 015,5 |
| Amérique latine et Caraïbes | 77,9 | 13 970,3 | 14 048,2 | 2 520,0 | 18 | 824,9 | 6 | 801,6 | 16 591,4 | 17 393,0 |
| **Total** | **2 206,0** | **44 843,8** | **47 049,8** | **6 254,3** | **13** | **(3 635,5)** | **-8** | **7 403,6** | **42 265,0** | **49 668,6** |
| Modalité d'exécution | | | | | | | | | | |
| PNUCID | 1 637,6 | 20 997,0 | 22 634,6 | 3 170,4 | 14 | (627,5) | -3 | 3 960,2 | 21 217,3 | 25 177,5 |
| Agent d'exécution | 471,5 | 9 897,0 | 10 368,5 | 1 506,0 | 15 | 85,1 | 1 | 1 823,2 | 10 136,3 | 11 959,5 |
| Exécution nationale | 96,9 | 13 949,8 | 14 046,7 | 1 578,0 | 11 | (3 093,1) | -22 | 1 620,2 | 10 911,4 | 12 531,6 |
| **Total** | **2 206,0** | **44 843,8** | **47 049,8** | **6 254,3** | **13** | **(3 635,5)** | **-8** | **7 403,6** | **42 265,0** | **49 668,6** |
| Localisation | | | | | | | | | | |
| Siège | 220,6 | 4 484,4 | 4 705,0 | 625,4 | 13 | (363,6) | -8 | 740,4 | 4 226,5 | 4 966,9 |
| Bureau extérieur | 1 985,4 | 40 359,4 | 42 344,8 | 5 628,9 | 13 | (3 271,9) | -8 | 6 663,2 | 38 038,5 | 44 701,7 |
| **Total** | **2 206,0** | **44 843,8** | **47 049,8** | **6 254,3** | **13** | **(3 635,5)** | **-8** | **7 403,6** | **42 265,0** | **49 668,6** |

# X. Mobilisation des ressources et nouvelles possibilités de financement

214. On prévoit pour les programmes et l'appui aux programmes une augmentation considérable (22 %) des besoins financiers, qui s'élèveraient au total à 187 590 700 dollars pour l'exercice biennal 2000-2001, contre 154 042 800 dollars pour l'exercice précédent (il s'agit des montants inscrits au budget et non des sommes effectivement dépensées). L'augmentation est due presque exclusivement au budget-programme, qui s'élève à 148 millions de dollars (contre 115 millions), soit une augmentation de plus de 29 %. Une telle progression exige à l'évidence un effort de mobilisation des ressources plus intense et une collaboration plus étroite avec les donateurs.

215. Lors de la révision du montant du budget-programme, le PNUCID a procédé à une analyse approfondie des possibilités de financement pour tous ses programmes et éléments de programme (projets) en cours et en attente. Les projets pour lesquels les chances de trouver un financement ont été jugées trop minces ont été exclus des propositions révisées.

216. D'un montant de 148 millions de dollars, le budget-programme exposé dans le présent document a été établi compte tenu des priorités que les États Membres ont indiquées par l'intermédiaire de la Commission et à l'occasion de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Il a bien entendu fallu tenir compte également du montant des ressources que le PNUCID pouvait espérer obtenir, et qui doivent presque toutes provenir de contributions volontaires à des fins spéciales. Il a donc fallu analyser minutieusement chacun des programmes. Tous les projets en cours étant entièrement financés en 2000, l'analyse a été faite des projets en cours et en attente pour 2001, et les priorités établies en fonction des perspectives de financement. En excluant les projets pour lesquels les possibilités de financement étaient faibles ou nulles, l'analyse montre que 75 % du montant du budget proposé sont déjà assurés et, sur la base des prévisions actuelles des recettes, les 25 % restants devraient être disponibles d'ici le milieu de 2001.

217. La progression des contributions versées au Fonds du PNUCID se poursuit. En 1999, les annonces de contributions ont totalisé 69 millions de dollars, soit 17 % de plus qu'en 1998. En 2000, le chiffre devrait être le même, la légère baisse des contributions annoncées étant compensée par une augmentation des contributions au titre de la participation aux coûts.

218. Il faut préciser à cet égard que les annonces de contributions sont souvent faites pour des programmes pluriannuels et qu'elles apparaissent donc généralement au budget de l'année au cours de laquelle les dépenses ont lieu plutôt qu'à celles de l'année au cours de laquelle les annonces sont faites. Les recettes effectives d'une année donnée tiennent donc compte des contributions annoncées au cours de l'année en question, mais aussi d'autres contributions qui ont été annoncées les années précédentes. L'ensemble des contributions annoncées au cours d'une année n'apparaît pas directement dans le budget annuel de l'année correspondante. Le volume des nouvelles annonces de contributions donnent toutefois une indication utile quant à l'évolution générale des ressources mobilisées pour le Fonds.

219. Si l'augmentation des nouvelles contributions au Fonds est encourageante, il convient de noter que 82 % du montant total représentent des contributions réservées à des fins spéciales et souvent assorties de conditions supplémentaires quant à leur utilisation, ce qui rend ces ressources extrêmement difficiles à prévoir et à gérer. Cela empêche en outre le PNUCID de réagir rapidement et de façon novatrice aux changements de situation. Qui plus est, ces contributions à des fins spéciales, comme les conditions auxquelles elles sont soumises, sont souvent confirmées tardivement et ne représentent parfois plus qu'une part très faible du budget total pour le projet correspondant. Il résulte des retards dans la mise en œuvre, voire une perte de crédibilité du PNUCID dans les pays destinataires.

220. Les États Membres sont donc instamment priés d'envisager de destiner une part plus importante de leurs contributions à des fins générales. S'ils sont dans l'impossibilité de le faire, le PNUCID leur demande de bien vouloir consacrer leurs contributions à des ensembles ou à des programmes de plus grande envergure et d'éviter de les réserver à des éléments précis de programmes. Enfin, le fait d'annoncer les contributions au plus tôt, ne serait-ce que de façon informelle, peut être d'une grande utilité, en ce sens

que les délais de mise en route des programmes s'en trouveront raccourcis.

221. Le PNUCID continuera de s'employer à élargir la base de son soutien financier. Toutefois, la stratégie suivie ces dernières années, visant à augmenter le nombre de pays qui versaient au moins 300 000 dollars au Fonds à des fins générales n'a pas eu les résultats escomptés.

222. Le PNUCID a beaucoup mieux réussi à mobiliser des ressources au titre de la participation aux coûts auprès de quatre pays d'Amérique latine. Les accords relatifs à cette modalité de financement sont généralement conclus en parallèle avec un prêt que le gouvernement concerné contracte auprès d'une institution multilatérale. Une partie des fonds ainsi empruntés est ensuite versée au PNUCID pour des projets spécifiques qu'il mène dans le pays. Ce type d'arrangement illustre le rôle de plus en plus important que jouent les institutions de prêt internationales dans le domaine du contrôle des drogues. Tant la Banque mondiale que la Banque interaméricaine de développement ont accordé des prêts à l'Amérique latine afin de financer des activités de contrôle des drogues. La Banque asiatique de développement a consenti un prêt à la République démocratique populaire lao pour le développement des anciennes zones de culture du pavot et le PNUCID finance au titre des activités de substitution une partie de ce projet, qui a été conçu en collaboration étroite avec les autorités lao. D'autres modalités de financement faisant intervenir des prêts bilatéraux à des conditions de faveur sont par ailleurs en cours d'élaboration.

223. Les initiatives telles que celles qui sont décrites ci-dessus mettent en avant le rôle central que joue le PNUCID pour mobiliser des fonds à partir de diverses sources, que ces fonds lui soient finalement crédités ou non. Cela est particulièrement important lorsque les projets axés sur les activités de substitution qu'il parraine parviennent à leur terme et qu'il faut encore trouver un financement pour le développement socioéconomique une fois les cultures illicites éliminées. L'exemple du district de Dir au Pakistan est à cet égard significatif. Le PNUCID est en effet parvenu à financer ce grand projet pendant la période nécessaire pour éliminer toutes les surfaces cultivées de pavot à opium et à assurer une consolidation des activités de développement financées par l'intermédiaire de ce projet; il est maintenant prévu qu'un groupe d'organismes d'aide bilatérale et multilatérale prennent le relais pour que le développement du district se poursuive sans la culture du pavot.

224. Les plans d'action qui ont été mis au point pour l'Amérique latine en vue d'atteindre les objectifs fixés lors de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale sont conçus autour de ce même principe, selon lequel le PNUCID finance lui-même une partie des activités, tandis que des institutions de prêt et d'autres organismes d'aide se chargent d'une autre partie. Le PNUCID a un rôle important à jouer pour trouver ces sources de financement, faciliter l'élaboration de projets et encourager l'interaction nécessaire entre les différents partenaires.

225. En ce qui concerne l'Afrique, le PNUCID rencontre invariablement des difficultés à trouver des ressources suffisantes. À ce phénomène s'ajoutent des problèmes au niveau opérationnel, en raison de la capacité d'absorption limitée des pays africains et du degré de priorité insuffisant qu'ils accordent à la lutte contre la drogue face à beaucoup d'autres besoins urgents. Pour surmonter ces obstacles, le PNUCID s'est employé à structurer ses programmes consacrés à l'Afrique selon une logique géographique et sectorielle claire. Il faudra par ailleurs s'efforcer de diversifier davantage les formes de financement en faveur de ce continent, par exemple en traitant du problème de la drogue non pas de façon isolée, mais dans le cadre de sujets de préoccupation plus généraux comme la santé et la sécurité. Il serait ainsi possible d'obtenir plus de ressources de la part de grands programmes d'aide des institutions financières internationales, qui tendent à préférer cette approche sectorielle plus large.

226. Dans l'ensemble, le montant du budget-programme pour l'exercice biennal 200-2001 correspond à ce que le PNUCID tient pour une évaluation raisonnable des recettes probables. Bien qu'aucun calcul précis ne soit possible en raison de la nature volontaire de toutes les contributions versées au Fonds, on peut analyser les tendances actuelles et récentes et se baser sur les contacts entretenus avec les donateurs pour faire des estimations réalistes. Les priorités consisteront à essayer de maintenir la progression des contributions versées par les pays qui alimentent habituellement le Fonds, à accroître le nombre de pays bailleurs de fonds, à multiplier les accords de participation aux coûts faisant intervenir les

institutions financières internationales et des programmes de prêt bilatéraux, et à rechercher d'autres sources de financement dans le secteur privé.

# XI. Surveillance au niveau mondial, évaluation des programmes et communication de l'information

227. Au cours de l'exercice biennal 2000-2001, le PNUCID renforcera sa capacité à faire le point sur les succès et les échecs rencontrés dans la poursuite des objectifs généraux fixés par les Nations Unies, à savoir réduire sensiblement l'offre et la demande de drogues illicites au niveau mondial; à évaluer l'impact de ses programmes et à repérer les meilleures pratiques à adopter en matière de contrôle des drogues; et à rendre compte de manière plus systématique des tendances mondiales, régionales et nationales ainsi que de l'état d'avancement de ses programmes.

228. Les activités du PNUCID en matière de surveillance, à l'échelle mondiale, de l'évolution des cultures illicites et de l'abus de drogues sont essentielles pour analyser les succès et les échecs du contrôle international des drogues. Il est indispensable de connaître les tendances et l'évolution des cultures illicites et les modes d'usage des drogues pour que la communauté internationale soit rapidement au fait de la situation, ainsi que pour adapter les stratégies nationales et mondiales et élaborer des programmes spécifiques face à de nouveaux problèmes. Comme la Commission des stupéfiants l'en a chargé à sa quarante-deuxième session, le PNUCID a pour mission, entre autres, d'aider les États Membres à suivre les résultats obtenus en matière de contrôle des drogues au niveau mondial, et d'en rendre compte. Pour ce faire, il a mis au point et lancé deux programmes mondiaux consacrés respectivement à la surveillance des cultures illicites et à l'évaluation de l'ampleur de l'abus de drogues. Ces programmes sont déterminants pour aider les pays à obtenir les informations qu'ils sont tenus de communiquer et pour s'assurer qu'il est donné une suite cohérente à la Déclaration politique adoptée lors de la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

229. Ces deux programmes sont également très importants pour l'évaluation des activités du PNUCID en matière du contrôle des drogues. Ils peuvent en outre servir de référence pour juger de l'efficacité des programmes menés dans les pays bénéficiaires, indépendamment du mode de financement (bailleurs d'aide bilatérale ou multilatérale). Ils permettront une meilleure analyse de la situation et fourniront les données de base nécessaires pour évaluer l'efficacité de l'assistance technique. Ils sont donc aussi utiles pour l'évaluation des programmes qu'en tant qu'instruments de surveillance à l'échelle mondiale.

230. Les modalités d'évaluation des programmes vont être précisées et élargies pour que le PNUCID soit mieux à même de recenser les meilleures pratiques à adopter pour les divers aspects du contrôle des drogues et pour les recommander aux États Membres. Le mode d'évaluation classique, projet par projet, qui vise à déterminer si un projet donné a bien permis d'atteindre l'objectif fixé, est utile pour faire le bilan des résultats obtenus et apporter les ajustements nécessaires. Il continuera d'être appliqué, mais il faut reconnaître que cela ne suffira pas pour dégager des conclusions générales sur ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas en matière de contrôle des drogues, ni à repérer les meilleures pratiques au sens large. Le PNUCID suit donc une démarche de type nouveau qui permet à la fois d'évaluer l'efficacité de programmes donnés, de tirer les enseignements de l'expérience acquise, et de recenser les meilleures pratiques.

231. En réponse à l'idée d'instituer des groupes d'experts indépendants pour chacun des secteurs thématiques chargés d'évaluer les programmes, le CCQAB, dans son dernier rapport, a suggéré que des mesures soient prises pour éviter de mettre en place des rouages administratifs trop complexes à cette fin. En élaborant de nouvelles procédures d'évaluation, et compte tenu des préoccupations exprimées par le CCQAB, le PNUCID a écarté l'idée de mettre en place des groupes d'experts permanents pour chaque secteur thématique. Il appliquera à la place une approche plus souple, renforçant les évaluations continues au niveau des projets, et mettant l'accent sur des programmes spécifiques de pays ou de sous-région, ou sur des questions techniques lorsque cela est nécessaire. Des effectifs minimaux pour surveiller l'évaluation sont prévus dans le budget d'appui, comprenant un agent des services généraux et un administrateur (hors classe). L'évaluation des différents projets et programmes, y compris par thème, sera financée par imputation des coûts réels au budget des projets correspondants. Cette modalité sera négociée au stade de l'élaboration des projets avec les pays bénéficiaires.

232. Afin d'accroître l'impact de ses interventions et de remédier à la fragmentation de ses activités opérationnelles, le PNUCID a accru la taille moyenne de ses projets et ramené leur nombre de 260 en 2000 à 150 en 2001. Dans le budget-programme initial, il a été expliqué que tous les projets distincts précédents, en cours et en attente, seraient regroupés en 75 programmes seulement, répartis entre les quatre secteurs thématiques. Le regroupement de ces programmes se poursuit, les 150 projets étant répartis en quatre programmes mondiaux, 13 programmes régionaux et 8 programmes nationaux comportant des sous programmes clairement identifiés dans les quatre secteurs thématiques. Les projets et programmes du PNUCID sont de plus en plus élaborés conformément au bilan commun des pays et au plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Toutes les fois que cela est possible, des synergies sont créées avec la prévention de la criminalité au stade de la conception des projets. Les programmes mondiaux sont actuellement redéfinis, ce qui devrait permettre de fournir un appui technique plus efficace et d'élaborer des cadres pratiques pour les activités régionales et nationales, de manière à décentraliser les ressources, comme cela a été exposé précédemment.

233. Les informations collectées par le PNUCID seront mieux harmonisées et mises à la disposition des autorités nationales et du grand public grâce à des moyens technologiques modernes, notamment via l'Internet. À cet effet, le PNUCID a élaboré des profils standard pour les pays et les régions, grâce auxquels il fait apparaître la situation et les tendances de l'offre et de la demande de drogues dans les principaux pays et régions dans lesquels il est présent. Ces profils seront établis à partir des données fournies par les pouvoirs publics dans le questionnaire destiné aux rapports annuels et s'appuieront sur des informations concrètes et validées scientifiquement. Ils seront mis à jour au moins une fois par an et l'on disposera ainsi, avec le temps, d'un historique des tendances observées dans les pays concernés en matière de drogues. Le PNUCID publiera régulièrement un choix de profils de pays dans son rapport mondial sur les drogues. Les profils de pays constitueront un apport aux bilans communs de pays réalisés à l'échelle du système des Nations Unies ainsi qu'aux activités en rapport avec le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, et ils aideront le PNUCID à définir ses propres priorités pour ses programmes d'assistance destinés aux pays.

234. Sur le plan opérationnel, le PNUCID a également mis au point des profils standard de programmes faisant apparaître, de manière récapitulative, les objectifs, les activités et les apports de chacune des activités opérationnelles qu'il mène, ainsi que des informations sur leur état d'avancement. Par le biais de ces profils de programmes, les parties intéressées (États Membres par exemple) peuvent également avoir accès aux rapports sur les programmes, notamment les rapports techniques et rapports d'évaluation.

235. Pour fournir aux États Membres des données et analyses de meilleure qualité aux fins du contrôle des drogues, des informations concrètes plus rigoureuses sur lesquelles ils pourront fonder leurs décisions et des informations scientifiques et techniques plus fiables en vue d'identifier les meilleures pratiques, le PNUCID continuera à publier le rapport annuel sur l'offre et de la demande de drogues dans le monde intitulé *Illicit Drug Trends;* le *Rapport mondial sur les drogues*, qui paraît tous les deux ans; la revue scientifique intitulée *Bulletin des stupéfiants*; et des ouvrages dans la collection thématique intitulée *Études de l'OCDPC sur les drogues et la criminalité.* On trouve dans ces publications des informations communiquées par les États Membres ou collectées dans le cadre des programmes mondiaux, ainsi que des études scientifiques, des évaluations techniques, les conclusions d'évaluations et des données d'expérience acquises sur le terrain. Afin de renforcer l'efficacité de la surveillance, des évaluations et de la communication de l'information, les résultats de ces activités seront exposés avec les informations financières présentées à la commission dans le rapport biennal sur l'exécution du budget-programme.

## XII. Modalités d'exécution et gestion financière

236. Au cours de l'exercice biennal 2000-2001, le PNUCID organise ses programmes en une structure plus compacte et plus cohérente, accroît sa capacité à exécuter un plus grand nombre de programmes de manière plus efficace et se donne plus de moyens pour gérer ses ressources financières. L'objectif est d'avoir une organisation capable de réaliser un nombre toujours plus important de programmes de qualité, de façon plus transparente, et en en répondant devant les États Membres.

## A. Structure des programmes

237. Le programme d'assistance du PNUCID pour l'exercice biennal 2000-2001 a été unifié dans un but de clarté et pour mieux faire apparaître les objectifs. Tous les programmes sont maintenant répartis entre quatre grands secteurs thématiques: orientations, législation et campagnes de sensibilisation; prévention et réduction de l'abus des drogues; élimination des cultures illicites; et répression du trafic des drogues. Dans chacun de ces secteurs thématiques, les projets ont été regroupés en des programmes uniques. Au total, le nombre des projets sera ramené de 260 en 2000 à 150 en 2001, puis organisés en quatre programmes mondiaux, 13 programmes régionaux et 8 programmes nationaux.

238. La nouvelle structure de programmes permettra de disposer d'unités plus étoffées et plus cohérentes ce qui, à terme, présentera un certain nombre d'avantages. Ainsi:

a) Le regroupement de toutes les activités opérationnelles en quatre secteurs thématiques, plutôt que par région, met en relief les objectifs concrets que visent le PNUCID en matière de contrôle des drogues et les buts fixés par l'Assemblée générale à sa vingtième session extraordinaire. Il est ainsi possible d'établir des liens entre programmes mondiaux, régionaux et nationaux appartenant à un même secteur thématique et de les faire se renforcer mutuellement. Les activités opérationnelles du PNUCID s'en trouveront structurées de façon plus ciblée, cohérentes et intégrées verticalement;

b) Les programmes axés sur un même thème constituent des unités suffisamment importantes pour que l'on puisse établir des repères judicieux et réaliser de meilleures évaluations des résultats obtenus. Ces programmes de plus grande envergure sont également plus souples, ce qui permet d'adapter les activités selon l'évolution de la situation;

c) La nouvelle structure permettra de gérer de façon plus économique et rationnelle l'exécution des programmes du PNUCID, qui pourront être regroupés sous la conduite des directeurs de programme de chaque secteur thématique pour chaque pays et chaque région. Les composantes de ces programmes seront ensuite, toutes les fois que possible, exécutées par l'intermédiaire d'experts nationaux et de volontaires des Nations Unies.

## B. Exécution des programmes

239. Étant donné sa mission ciblée et spécialisée, ainsi que ces compétences techniques, le PNUCID continuera d'être chargé des aspects techniques et opérationnels de l'exécution des programmes et, pour s'acquitter de ces tâches, il renforcera sa capacité technique et opérationnelle. Il pourra ainsi proposer des services consultatifs de meilleure qualité en matière technique à ses agents sur le terrain ainsi qu'aux pays bénéficiaires et ce par les moyens suivants: a) programmes mondiaux comprenant des concepts et des modules techniques; b) évaluation des programmes en vue de recenser les meilleures pratiques; et c) affectation de directeurs de programme dans les bureaux extérieurs. Pour ce faire, il faudra intensifier la coopération entre les deux services du PNUCID qui s'occupent, respectivement, de l'appui opérationnel et de l'appui technique, et rationaliser la répartition des tâches entre les divers services. Le PNUCID gagnera en capacité opérationnelle puisqu'il déléguera plus de responsabilité aux bureaux de pays et bureaux régionaux et adoptera un nouveau système de gestion financière.

240. Avec sa capacité opérationnelle renforcée, le PNUCID s'efforcera d'exécuter lui-même davantage de programmes en coopérant étroitement, lorsque cela est approprié et rentable, avec des partenaires, au sein du système des Nations Unies, pour les organisations non gouvernementales, et dans les pays bénéficiaires. En particulier, il s'efforce de resserrer ses liens de partenariat avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, en tenant compte des atouts respectifs des deux entités.

241. De même, le PNUCID intensifiera sa collaboration avec le PNUD et s'attachera à mieux cerner l'appui qu'il peut en obtenir sur le terrain, pour ses bureaux de pays et ses activités opérationnelles. Le PNUCID a récemment signé un mémorandum d'accord avec le Programme des Volontaires des Nations Unies, afin que le recours aux services de ces derniers se fasse dans un cadre réglementaire. Grâce à l'intervention des volontaires, les programmes du PNUCID seront mieux en phase avec ce qui se fait au niveau local, et des activités considérables pourront être réalisées. Dans un

premier temps, les volontaires participeront aux programmes de réduction de la demande, mais il est prévu qu'ils prennent ensuite part à des opérations dans d'autres domaines.

242. Dans le cadre d'un programme commun, et en vue de définir le moyen le plus économique de faire face aux incidences de l'abus des drogues sur les plans sanitaires et social, le PNUCID poursuivra sa collaboration avec l'OMS dans les domaines de l'épidémiologie, de la prévention, du traitement et la réadaptation. Depuis peu, le PNUCID participe à ONUSIDA, un service commun devant être installé à Vienne de sorte à poursuivre de façon systématique la recherche sur la relation entre abus de drogues et infection par le VIH/sida et à recenser et diffuser les meilleures pratiques à observer face à l'abus de drogues en général et l'abus par voie intraveineuse en particulier et au VIH/sida.

## C. Gestion financière

243. Le système de gestion financière, sous sa forme actuelle, ne peut répondre aux besoins d'un organisme en évolution rapide. L'information financière est dispersée, et la gestion en est fragmentaire. Pour ce qui est en particulier de la communication de l'information sur les dépenses liées aux programmes, le PNUCID dépend d'autres organismes des Nations Unies, ce qui ralentit la compilation de l'information et entrave l'analyse en temps voulu de la situation financière des programmes. Le PNUCID élabore donc un système de gestion financière global reposant sur les états de recettes et dépenses tant au stade de la planification – bilan des prévisions de recettes (annonces de contributions) et de dépenses – qu'au niveau de l'exécution – bilan des recettes effectives (contributions versées) et des dépenses effectives (engagements et décaissements). Les informations financières seront recueillies pour chaque programme et auprès de chaque donateur, en conséquence de quoi des états à jour des recettes et des dépenses seront établis pour chaque programme et par donateur. Des états récapitulatifs des recettes et des dépenses pourront ensuite être réalisés par secteur thématique, par pays, par région et au niveau mondial. Ce système sera intégré au système de communication de l'information du PNUCID, notamment aux profils de pays et de programmes. L'objectif est d'aider les États Membres à se faire une image précise de l'état d'avancement des programmes et de leur communiquer des informations en temps réel sur l'état financier de ces derniers.

244. Le système sera installé sur le Web, ce qui permettra à chaque service du PNUCID, tant sur le terrain qu'au Siège, d'entrer des données financières suivant des modalités très précisément définies, qui seront en fonction des responsabilités de chacun en matière de collecte de fonds, de gestion financière et d'exécution des programmes. Toutefois, alors que la saisie des données sera totalement décentralisée, la gestion générale du système, elle, sera centralisée. La phase de conception du nouveau système est maintenant achevée et sa mise en œuvre est prévue pour le printemps de 2001.

# Annexe I

## Tableaux supplémentaires

Tableau A.1
**Nombre de pays ayant versé des contributions volontaires, 1998-2000**

| *Contributions (en milliers de dollars)* | *Nombre de pays* | | | *Pourcentage du montant total* | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | *1998* | *1999* | *2000* | *1998* | *1999* | *2000* |
| Plus de 5 000 | 4 | 4 | 3 | 7,3 | 7,7 | 6 |
| 2 000 - 5 000 | 4 | 4 | 4 | 7,3 | 7,7 | 8 |
| 500 - 1 999 | 7 | 8 | 8 | 12,7 | 15,4 | 16 |
| 100 - 499 | 9 | 6 | 8 | 16,4 | 11,5 | 16 |
| 50 - 99 | 4 | 5 | 4 | 7,3 | 9,6 | 8 |
| 49 et en deçà | 27 | 25 | 23 | 49,1 | 48,1 | 46 |
| **Total** | **55** | **52** | **50** | **100,0** | **100,0** | **100** |

Tableau A.2
**Dépenses d'appui aux programmes, 2000-2001**
(En milliers de dollars des États-Unis)

| | *Programme* | | | *Appui aux programmes* | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | *Agent d'exécution* | | | | *PNUCID* | | | | *Total* | |
| | *Fonds à des fins générales* | *Fonds à des fins spéciales* | *Total* | *Fonds à des fins générales* | *Fonds à des fins spéciales* | *Total* | *%* | *Fonds à des fins générales* | *Fonds à des fins spéciales* | *Total* | *%* | *Montant* | *%* |
| A. PNUCID | | | | | | | | | | | | | |
| **Total A** | **10 656,9** | **57 303,1** | **67 960,0** | **52,8** | **464,1** | **516,8** | **0,8** | **1 268,2** | **6 833,1** | **8 101,2** | **11,9** | **8 618,1** | **12,7** |
| B. Agent d'exécution | | | | | | | | | | | | | |
| Organismes des Nations Unies | | | | | | | | | | | | | |
| Centre pour la prévention internationale du crime | 135,0 | - | 135,0 | 13,5 | - | 13,5 | 10,0 | 4,1 | - | 4,1 | 3,0 | 17,6 | 13,0 |
| CESAP | - | 1,4 | 1,4 | - | 0,2 | 0,2 | 13,0 | - | - | - | 0,0 | 0,2 | 13,0 |
| UNICEF | - | 445,5 | 445,5 | - | 35,3 | 35,3 | 7,9 | - | 22,6 | 22,6 | 5,1 | 57,9 | 13,0 |
| Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets | 4 899,6 | 15 993,0 | 20 892,6 | 339,8 | 1 227,1 | 1 566,9 | 7,5 | 423,0 | 726,1 | 1 149,1 | 5,5 | 2 716,0 | 13,0 |
| Institutions spécialisées des Nations Unies | | | | | | | | | | | | | |
| FAO | - | 7 077,0 | 7 077,0 | - | 725,0 | 725,0 | 10,2 | - | 195,0 | 195,0 | 2,8 | 920,0 | 13,0 |
| OIT | 293,9 | 1 101,5 | 1 395,4 | 38,3 | 132,4 | 170,6 | 12,2 | - | 11,0 | 11,0 | 0,8 | 181,6 | 13,0 |
| Organisation maritime internationale | - | 30,7 | 30,7 | - | 3,9 | 3,9 | 12,7 | - | - | - | 0,0 | 3,9 | 12,7 |
| UNESCO | - | 6,6 | 6,6 | - | 0,9 | 0,9 | 13,0 | - | - | - | 0,0 | 0,9 | 13,0 |
| Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice | - | 537,9 | 537,9 | - | 53,8 | 53,8 | 10,0 | - | 16,2 | 16,2 | 3,0 | 70,0 | 13,0 |
| Organisation des Nations Unies pour le développement industriel | - | 1 677,9 | 1 677,9 | - | 86,4 | 86,4 | 5,1 | - | 130,3 | 130,3 | 7,8 | 216,7 | 12,9 |
| Volontaires des Nations Unies | 60,0 | 113,0 | 173,0 | 7,8 | 13,1 | 20,9 | 12,1 | - | 1,6 | 1,6 | 0,9 | 22,5 | 13,0 |
| UPU | - | 100,0 | 100,0 | - | 7,5 | 7,5 | 7,5 | - | 5,5 | 5,5 | 5,5 | 13,0 | 13,0 |
| OMS | - | 2 049,4 | 2 049,4 | - | 266,4 | 266,4 | 13,0 | - | - | - | 0,0 | 266,4 | 13,0 |

| | *Programme* | | | *Appui aux programmes* | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | *Agent d'exécution* | | | | *PNUCID* | | | | *Total* | |
| | *Fonds à des fins générales* | *Fonds à des fins spéciales* | *Total* | *Fonds à des fins générales* | *Fonds à des fins spéciales* | *Total* | *%* | *Fonds à des fins générales* | *Fonds à des fins spéciales* | *Total* | *%* | *Montant* | *%* |
| Organisations intergouvernementales | | | | | | | | | | | | | |
| Conseil de détection et de répression douanières des Caraïbes | - | 1 057,3 | 1 057,3 | - | 7,5 | 7,5 | 0,7 | - | 129,9 | 129,9 | 12,3 | 137,4 | 13,0 |
| Conseil de l'Europe (Groupe Pompidou) | - | 81,8 | 81,8 | - | 5,7 | 5,7 | 7,0 | - | 4,9 | 4,9 | 6,0 | 10,6 | 13,0 |
| Centre Européen de recherche en politique sociale | - | 114,7 | 114,7 | - | 14,9 | 14,9 | 13,0 | - | - | - | 0,0 | 14,9 | 13,0 |
| Interpol | - | 1 857,1 | 1 857,1 | - | 65,0 | 65,0 | 3,5 | - | 74,3 | 74,3 | 4,0 | 139,2 | 7,5 |
| OUA | - | 282,6 | 282,6 | - | 11,3 | 11,3 | 4,0 | - | 25,5 | 25,5 | 9,0 | 36,8 | 13,0 |
| Organisation mondiale des douanes | 5,2 | 187,1 | 192,3 | - | - | - | 0,0 | 0,7 | 24,3 | 25,0 | 13,0 | 25,0 | 13,0 |
| Organisations non gouvernementales | | | | | | | | | | | | | |
| Association Casa Famiglia Rosetta | - | 226,4 | 226,4 | - | 11,3 | 11,3 | 5,0 | - | 18,1 | 18,1 | 8,0 | 29,4 | 13,0 |
| Forum régional de l'ANASE | - | 46,3 | 46,3 | - | 6,0 | 6,0 | 13,0 | - | - | - | 0,0 | 6,0 | 13,0 |
| Centros de Integración Juvenil | - | 131,9 | 131,9 | - | 5,5 | 5,5 | 4,2 | - | 11,6 | 11,6 | 8,8 | 17,1 | 13,0 |
| Norwegian Church Aid | 74,6 | 293,4 | 368,0 | 4,8 | 19,3 | 24,1 | 6,5 | 4,6 | 19,1 | 23,7 | 6,4 | 47,8 | 13,0 |
| Social Service Industry (Brazil) | 223,7 | 2,3 | 226,0 | - | 29,1 | 29,1 | 12,9 | - | 0,3 | 0,3 | 0,1 | 29,4 | 13,0 |
| The Consortium | - | 57,0 | 57,0 | - | 2,9 | 2,9 | 5,0 | - | 4,6 | 4,6 | 8,0 | 7,4 | 13,0 |
| World Concern | 8,8 | 194,2 | 203,0 | 0,5 | 12,4 | 12,9 | 6,3 | - | 13,6 | 13,6 | 6,7 | 26,4 | 13,0 |
| World Scout Bureau | - | 93,9 | 93,9 | - | 7,5 | 7,5 | 8,0 | - | 4,7 | 4,7 | 5,0 | 12,2 | 13,0 |
| **Total B** | **5 700,8** | **33 759,9** | **39 460,7** | **404,8** | **2 750,2** | **3 154,9** | **8,0** | **432,4** | **1 439,1** | **1 871,5** | **4,7** | **5 026,5** | **12,7** |
| C. Exécution nationale | | | | | | | | | | | | | |
| **Total C** | **2 460,9** | **38 416,4** | **40 877,3** | **70,5** | **310,6** | **381,1** | **0,9** | **46,6** | **1 050,2** | **1 096,8** | **2,7** | **1 477,9** | **3,6** |
| **Total général A, B et C** | **18 818,6** | **129 479,4** | **148 298,0** | **528,1** | **3 524,8** | **4 052,9** | **2,7** | **1 747,2** | **9 322,3** | **11 069,5** | **7,5** | **15 122,4** | **10,2** |

Tableau A.3
**Répartition par région des dépenses au titre des programmes et de l'appui aux programmes, 2000-2001**
(En milliers de dollars des États-Unis)

| | | *Estimations révisées 2000-2001* | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | *Fonds à des fins générales* | *Fonds à des fins spéciales* | *Total* | |
| | | | | *Montant* | *%* |
| Afrique subsaharienne | | | | | |
| | A. Programmes | 587,8 | 6 126,3 | 6 714,1 | 67,6 |
| | B. Bureaux extérieurs | 2 954,8 | 262,6 | 3 217,4 | 32,4 |
| | **Total** | **3 542,6** | **6 388,9** | **9 931,5** | **100,0** |
| Afrique du Nord et Moyen-Orient | | | | | |
| | A. Programmes | 76,4 | 2 683,3 | 2 759,7 | 75,9 |
| | B. Bureaux extérieurs | 762,3 | 115,0 | 877,3 | 24,1 |
| | **Total** | **838,7** | **2 798,3** | **3 637,0** | **100,0** |
| Europe centrale et orientale | | | | | |
| | A. Programmes | 733,5 | 5 329,7 | 6 063,2 | 82,3 |
| | B. Bureaux extérieurs | 1 078,4 | 228,4 | 1 306,8 | 17,7 |
| | **Total** | **1 811,9** | **5 558,1** | **7 370,0** | **100,0** |
| Asie occidentale et centrale | | | | | |
| | A. Programmes | 6 138,4 | 20 229,7 | 26 368,1 | 89,5 |
| | B. Bureaux extérieurs | 2 227,5 | 867,0 | 3 094,5 | 10,5 |
| | **Total** | **8 365,9** | **21 096,7** | **29 462,6** | **100,0** |
| Asie du Sud | | | | | |
| | A. Programmes | 856,6 | 659,5 | 1 516,1 | 61,9 |
| | B. Bureaux extérieurs | 903,8 | 28,3 | 932,1 | 38,1 |
| | **Total** | **1 760,4** | **687,8** | **2 448,2** | **100,0** |
| Asie de l'Est et Pacifique | | | | | |
| | A. Programmes | 379,5 | 19 654,8 | 20 034,3 | 81,8 |
| | B. Bureaux extérieurs | 3 628,6 | 842,4 | 4 471,0 | 18,2 |
| | **Total** | **4 008,1** | **20 497,2** | **24 505,3** | **100,0** |
| Amérique latine et Caraïbes | | | | | |
| | A. Programmes | 3 812,4 | 59 516,6 | 63 329,0 | 91,6 |
| | B. Bureaux extérieurs | 2 549,2 | 3 249,7 | 5 798,9 | 8,4 |
| | **Total** | **6 361,6** | **62 766,3** | **69 127,9** | **100,0** |
| Programmes mondiaux | | | | | |
| | A. Programmes | 6 234,0 | 15 279,5 | 21 513,5 | 100,0 |
| | **Total** | **6 234,0** | **15 279,5** | **21 513,5** | **100,0** |
| Total | | | | | |
| | A. Programmes | 18 818,6 | 129 479,4 | 148 298,0 | 88,3 |
| | B. Bureaux extérieurs | 14 104,6 | 5 593,4 | 19 698,0 | 11,7 |
| | **Total** | **32 923,2** | **135 072,8** | **167 996,0** | **100,0** |

Tableau A.4
**Répartition des postes pour le budget d'appui biennal, le budget-programme biennal, le budget ordinaire et experts associés/détachement de personnel sans prise en charge, 2000-2001**

| | *SGA* | *D-2* | *D-1* | *P-5* | *P-4* | *P-3* | *P-2* | *Total* | *G/1re classe* | *G/Autre classe* | *ARN* | *AL* | *Total* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **I. Budget d'appui biennal** | | | | | | | | | | | | | |
| A. Appui aux programmes | | | | | | | | | | | | | |
| 1. Bureaux extérieurs | | | | | | | | | | | | | |
| *Afrique* | | | | | | | | | | | | | |
| Kenya | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | 1 | -- | -- | 1 | 3 | 5 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | 1 | -- | -- | 1 | 2 | 4 |
| Nigéria | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | 2 | 4 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | 2 | 4 |
| Sénégal | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | 1 | -- | 1 | -- | 2 | -- | -- | 1 | 4 | 7 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | 3 | 5 |
| Afrique du Sud | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | 1 | 2 | -- | -- | 3 | -- | -- | -- | 4 | 7 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | 1 | -- | 2 | -- | -- | 3 | -- | -- | -- | 4 | 7 |
| Égypte | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | -- | 2 | -- | -- | 1 | 2 | 5 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | -- | 2 | -- | -- | 1 | 2 | 5 |
| *Europe* | | | | | | | | | | | | | |
| Belgique (Bruxelles) | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | 2 | 3 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | -- | | -- | 1 | 2 |
| Lettonie | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- |
| Fédération de Russie | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | 1 | -- | 1 | -- | 2 | -- | -- | -- | 1 | 3 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 2 | 2 | 5 |
| *Asie occidentale et centrale* | | | | | | | | | | | | | |
| Afghanistan | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | 1 | -- | 1 | -- | -- | 2 | -- | -- | 1 | 2 | 5 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | 2 | 4 |
| Iran (République islamique d') | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | -- | -- | 2 | 2 | 5 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | -- | -- | 2 | 2 | 5 |
| Pakistan | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | 5 | 7 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | 3 | 5 |
| Ouzbékistan | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | 1 | 1 | -- | -- | 2 | -- | -- | 1 | 3 | 6 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | 1 | 1 | -- | -- | 2 | -- | -- | 1 | 3 | 6 |

| | SGA | D-2 | D-1 | P-5 | P-4 | P-3 | P-2 | Total | G/1re classe | G/Autre classe | ARN | AL | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *Asie du Sud* | | | | | | | | | | | | | |
| Inde | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | 1 | 1 | -- | -- | 2 | -- | -- | 2 | 6 | 10 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | 3 | 5 |
| *Asie de l'Est et Pacifique* | | | | | | | | | | | | | |
| Rép. démocratique populaire lao | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | 1 | -- | 1 | -- | 2 | -- | -- | -- | 4 | 6 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | 1 | 1 | 1 | -- | 3 | -- | -- | -- | 4 | 7 |
| Myanmar | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | 2 | -- | -- | 1 | 5 | 8 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | 3 | 5 |
| Thaïlande | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | 1 | -- | 1 | -- | -- | 1 | 3 | -- | -- | 2 | 5 | 10 |
| 2000-2001 révisé | -- | 1 | -- | 1 | -- | -- | 1 | 3 | -- | -- | 2 | 5 | 10 |
| Viet Nam | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | 3 | 5 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | 3 | 5 |
| *Amérique latine et Caraïbes* | | | | | | | | | | | | | |
| Barbade | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | 1 | 1 | -- | -- | 2 | -- | -- | 1 | 3 | 6 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | 3 | 5 |
| Bolivie | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | 1 | -- | 1 | -- | 2 | -- | -- | 2 | 5 | 9 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 2 | 4 | 7 |
| Brésil | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | -- | 2 | -- | -- | 1 | 5 | 8 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | 1 | 1 | -- | -- | 2 | -- | -- | 2 | 5 | 9 |
| Colombie | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | 1 | -- | -- | -- | 1 | -- | 2 | -- | -- | 1 | 5 | 8 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | -- | 2 | -- | -- | 1 | 4 | 7 |
| Mexique | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | 2 | 4 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | 2 | 4 |
| Pérou | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | -- | 2 | -- | -- | 1 | 3 | 6 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | 3 | 5 |
| **Total, bureaux extérieurs** | | | | | | | | | | | | | |
| **2000-2001 initial** | **--** | **2** | **4** | **12** | **10** | **9** | **2** | **39** | **--** | **--** | **22** | **76** | **137** |
| **2000-2001 révisé** | **--** | **1** | **5** | **10** | **11** | **4** | **1** | **32** | **--** | **--** | **24** | **65** | **121** |
| 2. Siège | | | | | | | | | | | | | |
| Directeur/DOA | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | 1 | -- | 1 | -- | -- | -- | 2 | -- | 1 | -- | -- | 3 |
| 2000-2001 révisé | -- | 1 | 1 | 1 | -- | -- | -- | 3 | -- | 2 | -- | -- | 5 |
| Service des opérations/DOA | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | 4 | 4 | 5 | 1 | 14 | -- | 10 | -- | -- | 24 |

| | *SGA* | *D-2* | *D-1* | *P-5* | *P-4* | *P-3* | *P-2* | *Total* | *G/1re classe* | *G/Autre classe* | *ARN* | *AL* | *Total* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 2000-2001 révisé | -- | -- | 1 | 3 | 5 | 4 | 1 | 14 | -- | 10 | -- | -- | 24 |
| Service de l'élaboration des politiques et de l'analyse/DOA | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | 1 | 2 | -- | -- | -- | 3 | 1 | 6 | -- | -- | 10 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | 3 | -- | -- | -- | 3 | 1 | 7 | -- | -- | 11 |
| **Total, siège** | | | | | | | | | | | | | |
| **2000-2001 initial** | **--** | **1** | **1** | **7** | **4** | **5** | **1** | **19** | **1** | **17** | **--** | **--** | **37** |
| **2000-2001 révisé** | **--** | **1** | **2** | **7** | **5** | **4** | **1** | **20** | **1** | **19** | **--** | **--** | **40** |
| **Total, appui aux programmes** | | | | | | | | | | | | | |
| **2000-2001 initial** | **--** | **3** | **5** | **19** | **14** | **14** | **3** | **58** | **1** | **17** | **22** | **76** | **174** |
| **2000-2001 révisé** | **--** | **2** | **7** | **17** | **16** | **8** | **2** | **52** | **1** | **19** | **24** | **65** | **161** |
| B. Gestion et administration | | | | | | | | | | | | | |
| 2. Siège | | | | | | | | | | | | | |
| Bureau du Directeur exécutif et Bureau de liaison de New York | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | 2 | 1 | 1 | 2 | -- | 6 | -- | 4 | -- | -- | 10 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | 2 | 1 | -- | 3 | -- | 6 | -- | 4 | -- | -- | 10 |
| Groupe des relations extérieures | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | 1 | -- | -- | 3 | -- | 4 | -- | 3 | -- | -- | 7 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | 1 | -- | -- | 5 | -- | 6 | -- | 3 | -- | -- | 9 |
| Groupe de la mobilisation des ressources | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | 1 | -- | 2 | -- | 1 | 4 | -- | 3 | -- | -- | 7 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | 2 | -- | 1 | 3 | 1 | 2 | -- | -- | 6 |
| Service de l'appui aux programmes | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | 2 | 1 | -- | 3 | 1 | 11 | -- | -- | 15 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | 1 | 2 | 1 | -- | 4 | -- | 10 | -- | -- | 14 |
| Directeur/DTASDCO | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- |
| 2000-2001 révisé | -- | 1 | -- | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | 1 | -- | -- | 2 |
| Service des traités, des affaires juridiques et du secrétariat de la Commission | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | 2 | -- | -- | 2 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 |
| **Total, gestion et administration** | | | | | | | | | | | | | |
| **2000-2001 initial** | **--** | **--** | **4** | **1** | **5** | **6** | **1** | **17** | **1** | **23** | **--** | **--** | **41** |
| **2000-2001 révisé** | **--** | **1** | **3** | **2** | **4** | **9** | **1** | **20** | **1** | **21** | **--** | **--** | **42** |
| C. Programmes | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- |
| **Total, budget d'appui biennal** | | | | | | | | | | | | | |
| **2000-2001 initial** | **--** | **3** | **9** | **20** | **19** | **20** | **4** | **75** | **2** | **40** | **22** | **76** | **215** |
| **2000-2001 révisé** | **--** | **3** | **10** | **19** | **20** | **17** | **3** | **72** | **2** | **40** | **24** | **65** | **203** |

| | *USG* | *L-7* | *L-6* | *L-5* | *L-4* | *L-3* | *L-2* | *Total* | *GS/ PL* | *GS/ OL* | *NPO* | *LL* | *Total* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **II. Budget-programme biennal** | | | | | | | | | | | | | |
| A. Appui aux programmes | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- |
| B. Gestion et administration | | | | | | | | | | | | | |
| Division des traités et de l'appui aux organes de contrôle des drogues | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | -- | 1 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | 1 | -- | | -- | -- | 1 |
| **Total, gestion et administration** | | | | | | | | | | | | | |
| **2000-2001 initial** | **--** | **--** | **--** | **1** | **--** | **--** | **--** | 1 | **--** | **--** | **--** | **--** | **1** |
| **2000-2001 révisé** | **--** | **--** | **--** | **1** | **--** | **--** | **--** | **1** | **--** | **--** | **--** | **--** | **1** |
| C. Programmes | | | | | | | | | | | | | |
| 1. Bureaux extérieurs | | | | | | | | | | | | | |
| *Afrique* | | | | | | | | | | | | | |
| Égypte | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | 1 | -- | -- | -- | -- | 1 |
| Kenya | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | -- | 1 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- |
| Nigéria | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | -- | 1 |
| Afrique du Sud | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | 1 | 2 | -- | -- | 3 | -- | -- | -- | -- | 3 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | 1 | 1 | -- | -- | 2 | -- | -- | -- | -- | 2 |
| *Europe* | | | | | | | | | | | | | |
| Bulgarie | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | -- | 1 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | -- | 1 |
| *Asie occidentale et centrale* | | | | | | | | | | | | | |
| Afghanistan | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- |
| Iran (République islamique d') | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | -- | 1 |
| Pakistan | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | -- | 1 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | -- | 1 |
| Ouzbékistan | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | 2 | 1 | -- | -- | 3 | -- | -- | -- | -- | 3 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | 1 | 2 | 1 | -- | 4 | -- | -- | -- | -- | 4 |

| | *USG* | *L-7* | *L-6* | *L-5* | *L-4* | *L-3* | *L-2* | *Total* | *GS/ PL* | *GS/ OL* | *NPO* | *LL* | *Total* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Tadjikistan | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | 2 | 1 | -- | 3 | -- | -- | -- | -- | 3 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | -- | 1 |
| *Asie du Sud* | | | | | | | | | | | | | |
| Inde | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | -- | 1 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- |
| *Asie de l'Est et Pacifique* | | | | | | | | | | | | | |
| Rép. démocratique populaire lao | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | -- | 1 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | 1 | -- | 1 | -- | 2 | -- | -- | -- | -- | 2 |
| Myanmar | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- |
| Thaïlande | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | 2 | 4 | -- | -- | 6 | -- | -- | -- | -- | 6 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | 2 | 3 | -- | -- | 5 | -- | -- | -- | -- | 5 |
| Viet Nam | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- |
| *Amérique latine et Caraïbes* | | | | | | | | | | | | | |
| Barbade | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | -- | 1 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- |
| Colombie | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | -- | 1 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | -- | 1 |
| République dominicaine | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | -- | 1 |
| Pérou | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- |
| **Total, bureaux extérieurs** | | | | | | | | | | | | | |
| **2000-2001 initial** | **--** | **--** | **--** | **9** | **12** | **1** | **--** | **22** | **--** | **--** | **--** | **--** | **22** |
| **2000-2001 révisé** | **--** | **--** | **--** | **7** | **11** | **3** | **--** | **21** | **--** | **--** | **--** | **--** | **21** |
| 2. Siège | | | | | | | | | | | | | |
| Bureau du Directeur exécutif | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | -- | 1 |
| Groupe des relations extérieures | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | 2 | -- | -- | 2 |

| | *USG* | *L-7* | *L-6* | *L-5* | *L-4* | *L-3* | *L-2* | *Total* | *GS/ PL* | *GS/ OL* | *NPO* | *LL* | *Total* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Programme mondial contre le blanchiment de l'argent | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | 1 | 2 | 4 | 1 | 1 | 9 | -- | 2 | -- | -- | 11 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | 3 | 1 | 2 | 6 | -- | 3 | -- | -- | 9 |
| Secrétariat de l'OICS/DTASDCO | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | -- | 2 | -- | -- | 3 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | -- | 2 | -- | -- | 3 |
| Programme consultatif juridique | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | 1 | -- | 1 | -- | 2 | -- | 1 | -- | -- | 3 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | 1 | -- | 1 | -- | 2 | -- | 1 | -- | -- | 3 |
| Service des opérations | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | 1 | -- | 2 | -- | -- | 3 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | -- | 1 | 1 | 2 | -- | -- | -- | -- | 2 |
| Programme de surveillance des cultures illicites | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | 2 | 1 | -- | 3 | -- | 1 | -- | -- | 4 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | 2 | -- | -- | 2 | -- | 1 | -- | -- | 3 |
| Service de l'élaboration des politiques et de l'analyse/DOA | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | 7 | 5 | 6 | 18 | -- | 13 | -- | -- | 31 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | 3 | 4 | 5 | 12 | -- | 11 | -- | -- | 23 |
| Total, siège | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | 1 | 3 | 14 | 9 | 7 | 34 | -- | 21 | -- | -- | 55 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | 1 | 1 | 9 | 7 | 8 | 26 | -- | 20 | -- | -- | 46 |
| **Total, programmes** | | | | | | | | | | | | | |
| **2000-2001 initial** | **--** | **--** | **1** | **13** | **26** | **10** | **7** | **57** | **--** | **21** | **--** | **--** | **78** |
| **2000-2001 révisé** | **--** | **--** | **1** | **9** | **20** | **10** | **8** | **48** | **--** | **20** | **--** | **--** | **68** |

## III. Budget ordinaire

| | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| A. Appui aux programmes | | | | | | | | | | | | | |
| 2. Siège | | | | | | | | | | | | | |
| **Total, appui aux programmes** | | | | | | | | | | | | | |
| **2000-2001 initial** | **--** | **--** | **--** | **--** | **--** | **--** | **--** | **--** | **--** | **--** | **--** | **--** | **--** |
| **2000-2001 révisé** | **--** | **--** | **--** | **--** | **--** | **--** | **--** | **--** | **--** | **--** | **--** | **--** | **--** |
| B. Gestion et administration | | | | | | | | | | | | | |
| 2. Siège | | | | | | | | | | | | | |
| Directeur exécutif | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | 1 | -- | -- | -- | -- | -- | -- | 1 | 1 | -- | -- | -- | 2 |
| 2000-2001 révisé | 1 | -- | -- | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | -- | 1 |
| Bureau du Directeur exécutif et Bureau de liaison de New York | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | 1 | 1 | -- | 1 | 3 | -- | 1 | -- | -- | 4 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- |
| Groupe des relations extérieures | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | 1 | -- | 1 | -- | -- | 2 |
| 2000-2001 révisé | -- | 1 | -- | 2 | -- | -- | -- | 3 | -- | 1 | -- | -- | 4 |

| | *USG* | *L-7* | *L-6* | *L-5* | *L-4* | *L-3* | *L-2* | *Total* | *GS/ PL* | *GS/ OL* | *NPO* | *LL* | *Total* |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Groupe de la mobilisation des ressources | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | 1 | -- | -- | -- | -- | 1 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | 1 | -- | -- | -- | -- | 1 |
| Service d'appui aux programmes | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | 1 | -- | 1 | -- | -- | 2 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | 2 | 1 | 2 | -- | -- | 5 |
| **Total, gestion et administration** | | | | | | | | | | | | | |
| **2000-2001 initial** | **1** | **--** | **--** | **3** | **1** | **1** | **1** | **7** | **1** | **3** | **--** | **--** | **11** |
| **2000-2001 révisé** | **1** | **1** | **--** | **3** | **--** | **1** | **1** | **7** | **1** | **3** | **--** | **--** | **11** |
| C. Programme | | | | | | | | | | | | | |
| 2. Siège | | | | | | | | | | | | | |
| Programme mondial contre le blanchiment de l'argent | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | -- | 1 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | -- | 1 |
| Directeur/DTASDCO | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | 1 | -- | -- | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | -- | 1 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- | -- |
| Service des traités, des affaires juridiques et du secrétariat de la Commission/DTASDCO | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | 1 | 1 | 3 | 2 | 2 | 9 | -- | 4 | -- | -- | 13 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | 1 | 1 | 3 | 2 | 2 | 9 | -- | 4 | -- | -- | 13 |
| Secrétariat de l'OICS/DTASDCO | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | 1 | 1 | 4 | 7 | 3 | 16 | -- | 11 | -- | -- | 27 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | 1 | 1 | 4 | 7 | 3 | 16 | -- | 11 | -- | -- | 27 |
| Programme consultatif juridique/DTASDCO | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | 1 | -- | 1 | -- | -- | 2 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | 1 | -- | -- | -- | 1 | 1 | 1 | -- | -- | 3 |
| Directeur/DOA et Service des opérations | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | -- | 1 | 1 | 1 | 3 | 1 | 2 | -- | -- | 6 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | -- | -- | 1 | 1 | 2 | -- | 2 | -- | -- | 4 |
| Service de l'élaboration des politiques et de l'analyse/DOA | | | | | | | | | | | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- | 1 | 4 | 3 | 2 | 10 | 1 | 4 | -- | -- | 15 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- | 1 | 6 | 3 | 2 | 12 | 1 | 4 | -- | -- | 17 |
| **Total, programmes** | | | | | | | | | | | | | |
| **2000-2001 initial** | **--** | **1** | **2** | **4** | **13** | **13** | **8** | **41** | **2** | **22** | **--** | **--** | **65** |
| **2000-2001 révisé** | **--** | **--** | **2** | **4** | **14** | **13** | **8** | **41** | **2** | **22** | **--** | **--** | **65** |
| **Total, budget régulier** | | | | | | | | | | | | | |
| **2000-2001 initial** | **1** | **1** | **2** | **7** | **14** | **14** | **9** | **48** | **3** | **25** | **--** | **--** | **76** |
| **2000-2001 révisé** | **1** | **1** | **2** | **7** | **14** | **14** | **9** | **48** | **3** | **25** | **--** | **--** | **76** |

## IV. Experts associés/détachement de personnel sans prise en charge

| | | *L-5* | *L-2* | *Total* |
|---|---|---|---|---|
| A. Appui aux programmes | | | | |
| 1. Bureaux extérieurs | | | | |
| *Afrique subsaharienne* | | | | |
| Kenya | | | | |
| | 2000-2001 initial | -- | 1 | 1 |
| | 2000-2001 révisé | -- | 1 | 1 |
| Nigéria | | | | |
| | 2000-2001 initial | -- | 1 | 1 |
| | 2000-2001 révisé | -- | 1 | 1 |
| Sénégal | | | | |
| | 2000-2001 initial | -- | 1 | 1 |
| | 2000-2001 revisse | -- | -- | -- |
| Afrique du Sud | | | | |
| | 2000-2001 initial | -- | 1 | 1 |
| | 2000-2001 révisé | -- | 1 | 1 |
| *Afrique du Nord et Moyen-Orient* | | | | |
| Égypte | | | | |
| | 2000-2001 initial | -- | 1 | 1 |
| | 2000-2001 révisé | -- | 2 | 2 |
| *Europe centrale et orientale* | | | | |
| Belgique (Bruxelles) | | | | |
| | 2000-2001 initial | -- | 1 | 1 |
| | 2000-2001 révisé | -- | -- | -- |
| Fédération de Russie | | | | |
| | 2000-2001 initial | -- | -- | -- |
| | 2000-2001 révisé | -- | 1 | 1 |
| *Asie occidentale et centrale* | | | | |
| Afghanistan | | | | |
| | 2000-2001 initial | -- | 1 | 1 |
| | 2000-2001 révisé | -- | -- | -- |
| Iran (Rép. islamique d') | | | | |
| | 2000-2001 initial | -- | 1 | 1 |
| | 2000-2001 révisé | -- | 1 | 1 |
| Pakistan | | | | |
| | 2000-2001 initial | -- | -- | -- |
| | 2000-2001 révisé | -- | 1 | 1 |
| Ouzbékistan | | | | |
| | 2000-2001 initial | -- | -- | -- |
| | 2000-2001 révisé | -- | -- | -- |
| *Asie du Sud* | | | | |
| Inde | | | | |
| | 2000-2001 initial | -- | 1 | 1 |
| | 2000-2001 révisé | -- | 1 | 1 |

| | *L-5* | *L-2* | *Total* |
|---|---|---|---|
| *Asie de l'Est et Pacifique* | | | |
| Rép. démocratique populaire lao | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- |
| 2000-2001 révisé | -- | 2 | 2 |
| Myanmar | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- |
| Thaïlande | | | |
| 2000-2001 initial | -- | 1 | 1 |
| 2000-2001 révisé | -- | 3 | 3 |
| Viet Nam | | | |
| 2000-2001 initial | -- | 2 | 2 |
| 2000-2001 révisé | -- | 2 | 2 |
| *Amérique latine et Caraïbes* | | | |
| Barbade | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- |
| 2000-2001 révisé | -- | 1 | 1 |
| Bolivie | | | |
| 2000-2001 initial | -- | 1 | 1 |
| 2000-2001 révisé | -- | 2 | 2 |
| Colombie | | | |
| 2000-2001 initial | -- | 1 | 1 |
| 2000-2001 révisé | -- | 1 | 1 |
| Mexique | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- |
| 2000-2001 révisé | -- | 1 | 1 |
| Pérou | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- |
| **Total, bureaux extérieurs** | | | |
| **2000-2001 initial** | **--** | **14** | **14** |
| **2000-2001 révisé** | **--** | **20** | **20** |
| 2. Siège | | | |
| Service des opérations/DOA | | | |
| 2000-2001 initial | 1 | 6 | 7 |
| 2000-2001 révisé | -- | 4 | 4 |
| Service de l'élaboration des politiques et de l'analyse/DOA | | | |
| 2000-2001 initial | -- | 2 | 2 |
| 2000-2001 révisé | -- | 1 | 1 |
| **Total, Siège** | | | |
| **2000-2001 initial** | **1** | **8** | **9** |
| **2000-2001 révisé** | **--** | **5** | **5** |
| **Total, appui aux programmes** | | | |
| **2000-2001 initial** | **1** | **22** | **23** |
| **2000-2001 révisé** | **--** | **25** | **25** |

| | *L-5* | *L-2* | *Total* |
|---|---|---|---|
| B. Gestion et administration | | | |
| 2. Siège | | | |
| Bureau du Directeur exécutif et Bureau de liaison de New York | | | |
| 2000-2001 initial | -- | 2 | 2 |
| 2000-2001 révisé | -- | 1 | 1 |
| Groupe des relations extérieures | | | |
| 2000-2001 initial | -- | 1 | 1 |
| 2000-2001 révisé | -- | 1 | 1 |
| Groupe de la mobilisation des ressources | | | |
| 2000-2001 initial | -- | 1 | 1 |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- |
| **Total, gestion et administration** | | | |
| **2000-2001 initial** | **--** | **4** | **4** |
| **2000-2001 révisé** | **--** | **2** | **2** |
| C. Programme | | | |
| 2. Siège | | | |
| Service des traités, des affaires juridiques et du secrétariat de la Commission/DTASDCO | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- |
| Secrétariat de l'OICS/DTASDCO | | | |
| 2000-2001 initial | -- | -- | -- |
| 2000-2001 révisé | -- | -- | -- |
| Programme consultatif juridique/DTASDCO | | | |
| 2000-2001 initial | -- | 3 | 3 |
| 2000-2001 révisé | -- | 1 | 1 |
| **Total, programme** | | | |
| **2000-2001 initial** | **--** | **3** | **3** |
| **2000-2001 révisé** | **--** | **1** | **1** |
| **Total, experts associés/prêts non remboursables** | | | |
| **2000-2001 initial** | **1** | **29** | **30** |
| **2000-2001 révisé** | **--** | **28** | **28** |

*Note*: SGA = Secrétaire général adjoint; DOA = Division des opérations et des analyses; DTASDCO = Division des traités et de l'appui aux organes de contrôle des drogues; ARN = Administrateur de programme recruté sur le plan national; AL = agent local.

Tableau A.5
**Postes affectés aux projets exécutés par le PNUCID, budget révisé, 2000-2001**

| *Bureaux et titre du programme* | | *Catégorie Classe* |
|---|---|---|
| **A. Appui aux programmes** | | Néant |
| **B. Gestion et administration** | | |
| *Division des traités et de l'appui aux programmes de contrôle des drogues* | | |
| GLO/E59 | Conception, élaboration et mise en œuvre d'un système de gestion des ressources humaines | |
| | 1. Directeur de projet | L-5 |
| **C. Programmes** | | |
| 1. Bureaux extérieurs | | |
| *Afrique* | | |
| RER/E68 | Programme sous-régional pour le Moyen-Orient | |
| | 1. Coordonnateur de programme | L-3 |
| RAF/D21 | Services consultatifs dans le domaine de la détection et de la répression des infractions en matière de drogues en Afrique de l'Est | |
| | 2. Coordonnateur de programme interrégional | L-4 |
| RAF/E13 | Formation du personnel du système judiciaire aux affaires liées à la drogue en Afrique australe | |
| | 3. Directeur de projet | L-4 |
| GLO/900 | Programme consultatif juridique | |
| | 4. Conseiller juridique principal | L-5 |
| *Asie occidentale et centrale* | | |
| IRA/E51 | Stratégie unifiée de réduction de l'abus de drogues pour la République islamique d'Iran (CYRUS) | |
| | 5. Conseiller technique en chef | L-4 |
| RAS/D18 | Appui aux programmes de détection et de répression en matière de drogues en Asie du Sud-Ouest et centrale | |
| | 6. Conseiller en matière de détection et de répression | L-5 |
| RER/969 | Renforcement de la coopération en matière de contrôle des drogues au niveau sous-régional en Asie centrale | |
| | 7. Conseiller en matière de détection et de répression | L-4 |
| GLO/900 | Programme consultatif juridique | |
| | 8. Conseiller juridique principal | L-5 |
| RER/E29 | Contrôle des précurseurs en Asie centrale | |
| | 9. Coordonnateur de projet | L-3 |
| TAJ/D65 | Renforcement des institutions, élaboration d'une stratégie et amélioration des mesures de lutte contre la drogue et la criminalité au Tadjikistan | |
| | 10. Coordonnateur de programme | L-4 |
| | 11. Conseiller technique en chef | L-4 |
| *Europe* | | |
| RER/D41 | Programme commun PNUCI/Phare pour le renforcement des moyens de détection et de répression en matière de drogues en Europe du Sud-Est | |
| | 12. Coordonnateur de programme | L-4 |
| *Asie de l'Est et Pacifique* | | |

| *Bureaux et titre du programme* | | *Catégorie Classe* |
|---|---|---|
| LAO/D35 | Composante locale du projet pilote de stabilisation des cultures de la BAD dans la province de Houaphan | |
| | 13. Conseiller technique | L-3 |
| RAS/C75 | Renforcement institutionnel des organismes chargés de la réduction de la demande de drogue parmi les groupes à haut risque | |
| | 14. Directeur de projet | L-5 |
| RAS/D82 | Aide à la détection et à la répression en matière de drogues en Asie de l'Est et dans le pacifique | |
| | 15. Conseiller technique | L-5 |
| RAS/D44 | Renforcement des programmes de réduction de la demande dans en Asie de l'Est et dans le Pacifique | |
| | 16. Conseiller en matière de réduction de la demande | L-5 |
| RAS/C46 | Mise en œuvre des moyens de collecte et d'échange d'informations par les services de détection et de répression en matière de drogues en Asie orientale | |
| | 17. Coordonnateur de projet | L-4 |
| RAS/C51 | Amélioration de la formation à la détection et à la répression en matière de drogues en Asie de l'Est | |
| | 18. Coordonnateur de projet | L-4 |
| RAS/C74 | Renforcement des moyens judiciaires et de poursuite en matière de contrôle des drogues en Asie de l'Est | |
| | 19. Coordonnateur de projet | L-4 |
| *Amérique latine et Caraïbes* | | |
| GLO/900 | Programme consultatif juridique | |
| | 20. Conseiller juridique principal | L-5 |
| DOM/E64 | Amélioration du système judiciaire pour lutter contre la criminalité liée à la drogue en République dominicaine | |
| | 21. Conseiller technique principal | L-4 |
| 2. Siège | | |
| *Bureau du Directeur exécutif* | | |
| RER/969 | Renforcement de la coopération en matière de contrôle des drogues au niveau sous-régional en Asie centrale | |
| | 1. Conseiller principal | L-6 |
| *Groupe des relations extérieures* | | |
| GLO/B90 | Promotion de l'image du PNUCID | |
| | 2. Réceptionniste | G |
| | 3. Secrétaire | G |
| *Programme mondial contre le blanchiment de l'argent* | | |
| GLO/B79 | Programme mondial contre le blanchiment de l'argent | |
| | 4. Expert financier | L-4 |
| | 5. Analyste de bases de données | L-4 |
| | 6. Conseiller pour les questions de blanchiment de l'argent | L-4 |
| | 7. Économiste | L-3 |
| | 8. Expert en bases de données | L-2 |
| | 9. Experts financiers associés pour les opérations offshore | L-2 |
| | 10. Secrétaire | G |

| *Bureaux et titre du programme* | | *Catégorie Classe* |
|---|---|---|
| | 11. Secrétaire | G |
| | 12. Secrétaire | G |
| *Secrétariat de l'OICS/DTASDCO* | | |
| GLO/565 | Banque de données de l'OICS pour le contrôle des précurseurs | |
| | 13. Conseiller technique | L-4 |
| | 14. Secrétaire | G |
| | 15. Secrétaire | G |
| *Programme consultatif juridique/DTASDCO* | | |
| GLO/900 | Programme consultatif juridique | |
| | 16. Conseiller juridique principal | L-5 |
| | 17. Expert juridique | L-3 |
| | 18. Secrétaire | G |
| *Division des opérations et de l'analyse* | | |
| GLO/C93 | Appui à la mise au point d'un mécanisme international de surveillance de la culture illicite des plantes servant à fabriquer des stupéfiants | |
| | 19. Conseiller technique en chef | L-4 |
| | 20. Expert en levés de terrain | L-4 |
| | 21. Secrétaire | G |
| *Service des opérations/DOA* | | |
| RER/969 | Renforcement de la coopération sous-régionale en matière de contrôle des drogues en Asie centrale | |
| | 22. Expert de projet | L-3 |
| RAF/B66 | Réseaux locaux d'experts pour le programme de réduction de la demande en Afrique | |
| | 23. Coordonnateur de projet | L-2 |
| *Service de l'élaboration des politiques et de l'analyse/DOA* | | |
| GLO/583 | Aide à l'appui scientifique dans le secteur des laboratoires | |
| | 24. Expert | L-3 |
| | 25. Techniciens de laboratoire | G |
| | 26. Secrétaire | G |
| GLO/B83 | Analyse des signatures/établissement de profils des drogues et produits saisis | |
| | 27. Expert | L-2 |
| | 28. Technicien de laboratoire | G |
| GLO/C92 | Rapport mondial sur les drogues | |
| | 29. Directeur de projet adjoint | L-3 |
| | 30. Expert en matière de recherche et de liaison des données | L-2 |
| GLO/B92 | Initiative mondiale sur la prévention primaire de l'abus des drogues | |
| | 31. Expert | L-3 |
| GLO/E10 | Analyse de la politique et des tendances | |
| | 32. Commis de recherche | G |
| | 33. Réceptionniste | G |
| | 34. Opérateur chargé de la saisie des données | G |
| | 35. Secrétaire | G |
| | 36. Secrétaire | G |

| *Bureaux et titre du programme* | | *Catégorie Classe* |
|---|---|---|
| GLO/E12 | Fourniture de services d'information électroniques aux États Membres | |
| | 37. Expert en analyse de systèmes | L-4 |
| | 38. Analyste de bases de données | L-2 |
| | 39. Assistant pour les systèmes informatiques | G |
| | 40. Commis au système informatique | G |
| GLO/E90 | Recherche et élaboration de politiques (répression du trafic des drogues) | |
| | 41. Expert | L-3 |
| | 42. Statisticien adjoint | L-2 |
| GLO/E89 | Recherche et élaboration des politiques (réduction de la demande) | |
| | 43. Expert en matière de traitement de l'abus de drogues | L-4 |
| | 44. Conseiller pour l'abus de drogues et le VIH/sida | L-4 |
| | 45. Secrétaire | G |
| GLO/C54 | Création d'un réseau mondial de programmes de jeunes pour la prévention de l'abus des drogues | |
| | 46. Expert | L-2 |

Tableau A.6
**Répartition estimée des besoins de traitement électronique des données, 2000-2001**
(En milliers de dollars des États-Unis)

| *Objet* | *Dépenses de personnel* | *Services contractuels* | | *Acquisition* | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | *Mise au point de systèmes* | *Services de maintenance* | *Matériel/ logiciels* | *Total* |
| I. Dépenses renouvelables de maintenance (budget d'appui) | | | | | |
| 2000-2001 Initial | .. | .. | 200 | 370 | 570 |
| 2000-2001 Révisé | .. | .. | 185 | 360 | 545 |
| II. Mise au point de grands systèmes[a] (budget-programme)[b] | | | | | |
| A. Système intégré de gestion financière | | | | | |
| Initial | .. | -- | -- | -- | -- |
| Révisé | .. | 1 200 | .. | 260 | 1 460 |
| B. Gestion des projets | | | | | |
| Initial | .. | -- | -- | -- | -- |
| Révisé | .. | 180 | .. | 60 | 240 |
| **Total** | | | | | |
| **Initial** | | **--** | | **--** | **--** |
| **Révisé** | | **1 380** | | **320** | **1 700** |
| **Total général** | | | | | |
| **Initial** | | **--** | **200** | **370** | **570** |
| **Révisé** | | **1 380** | **185** | **680** | **2 245** |

[a] Le calendrier est le suivant: conception (mars-août 2000); mise au point (septembre 2000-février 2001); production (mars 2001).

[b] Le système intégrera essentiellement des informations financières et techniques sur les projets au siège et dans les bureaux extérieurs.

Tableau A.7
**Services de consultation du PNUCID: tendances des dépenses**
(En dollars des États-Unis)

| | *1997* | *1998* | *1999* | *Janvier-septembre 2000* |
|---|---|---|---|---|
| Siège | 1 212 769 | 360 914 | 370 622 | 188 140 |
| Agents d'exécution | 443 154 | 587 172 | 310 712 | 47 480 |
| **Total** | **1 655 923** | **948 086** | **681 334** | **235 620** |
| Financement | | | | |
| Budget ordinaire | 74 300 | 143 500 | 118 086 | 29 062 |
| Ressources extrabudgétaires | | | | |
| Appui | 149 250 | 31 344 | - | 74 141 |
| Programmes | 1 432 373 | 773 242 | 563 248 | 131 417 |
| **Total** | **1 655 923** | **948 086** | **681 334** | **234 620** |

# Annexe II

## Présentation du budget et méthodologie

### A. Cycle budgétaire et mode de présentation du budget d'appui biennal

1. Une fois approuvé le plan général, le cycle budgétaire biennal du Fonds du PNUCID comprend les trois étapes suivantes: présentation du budget initial avant le début de l'exercice biennal; présentation du budget révisé au milieu de la période biennale; et présentation du budget final vers la fin du cycle budgétaire. Chaque budget comprend deux parties: le budget d'appui biennal et le budget programme biennal. Le premier est présenté conformément au modèle harmonisé retenu pour le PNUD, UNICEF et le FNUAP. Ce mode de présentation a été utilisé pour la première fois pour le budget d'appui biennal final pour l'exercice 1996-1997 et le budget d'appui biennal initial pour l'exercice 1998-1999 (E/CN.7/1997/14). Le modèle harmonisé prévoit un mode de présentation commun des budgets d'appui biennaux, des termes et définitions communs y afférents et une méthode commune d'établissement des prévisions budgétaires. Le budget d'appui biennal suppose notamment:

a) Une distinction nette entre budget d'appui biennal et budget-programme;

b) L'intégration du budget d'appui biennal dans le cadre global des ressources, y compris celles qui sont consacrées au programme;

c) Une distinction nette, au sein du budget d'appui biennal, entre appui aux programmes d'une part, et gestion et administration, de l'autre;

d) La transparence entre les ressources destinées aux services du siège et celles qui sont destinées aux activités opérationnelles;

e) Le financement du budget d'appui biennal à l'aide des ressources à des fins générales et des ressources destinées à l'appui aux programmes;

f) La présentation du budget d'appui biennal par ligne de crédit aux fins d'approbation par la Commission;

g) La catégorisation des dépenses par unités administratives, de façon à faire ressortir les principales responsabilités et attributions de chacune d'entre elles.

2. Si le modèle harmonisé suppose une présentation normalisée des programmes des Nations Unies, il est suffisamment souple pour permettre le maintien ou la prise en compte de principes budgétaires propres à l'organisme concerné. À cet égard, les principes budgétaires suivants ont été introduits dans le modèle harmonisé appliqué pour le PNUCID:

a) Comparabilité avec le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies afin d'assurer une présentation intégrée;

b) Présentation d'un rapport sur l'exécution du budget d'appui lors de la présentation du budget final;

c) Description détaillée de la situation financière, en appliquant une méthode systématique d'établissement des prévisions de recettes;

d) Révision du budget approuvé en cours d'exercice;

e) Réévaluation des coûts des activités de programme;

f) Élaboration d'annexes détaillées accompagnant le budget d'appui biennal, présentant des informations intéressant la Commission et le CCQAB, notamment sur la structure organisationnelle du PNUCID, les mesures prises pour donner suite aux observations formulées par la Commission, le Comité consultatif et, le cas échéant, le Comité des commissaires aux comptes, ainsi que sur la méthode d'établissement du budget.

3. Comme il a été indiqué, le budget comprend, outre le budget d'appui biennal, le budget-programme biennal, les deux étant maintenant présentés dans un document unique, comme l'a recommandé le CCQAB. Pour l'essentiel, le budget d'appui est justifié en termes de niveau du programme à mettre en œuvre, les deux budgets comportant des références croisées lorsque c'est nécessaire.

## B. Méthode d'établissement du budget d'appui biennal et du budget-programme révisés pour 2000-2001

4. Les budgets biennaux révisés pour 2000-2001 présentent les ajustements apportés aux budgets initiaux au milieu de la période biennale. Les prévisions budgétaires initiales approuvées et les activités de programme non touchées par les ajustements restent valables et ne sont pas modifiées dans le budget révisé.

5. Les révisions consistent en deux types d'ajustements: les changements de coûts et les changements de volume. Les changements de coûts correspondent à toute augmentation ou diminution du coût d'une ressource donnée. Ils reflètent en particulier les variations des taux de vacance de postes et des coûts standard, du taux d'inflation et des taux de change, par rapport aux hypothèses retenues pour établir le budget approuvé. Les changements de volume correspondent aux écarts par rapport aux éléments maîtrisables du budget approuvé, en particulier les modifications du programme de travail. Seuls sont présentés dans le budget révisé les écarts importants sans qu'il soit rendu compte de tous les détails et ajustements possibles.

6. Les ajustements de volume sont exprimés aux taux et coûts standard révisés, qui comprennent les taux de change et d'inflation, les coûts salariaux standard, les dépenses communes de personnel et les taux de vacance de postes. Pour calculer les changements de coûts, on applique ensuite les taux et coûts standard actualisés et l'on compare le résultat obtenu aux tendances effectives des dépenses. Le budget du PNUCID étant exprimé en dollars des États-Unis, mais une grande partie des dépenses étant effectuées dans d'autres monnaies, les fluctuations des taux de change entre ces dernières et le dollar et les mouvements des taux d'inflation peuvent avoir une incidence sensible sur ce calcul. Pour ce qui est des fluctuations des taux de change, on actualise les hypothèses de calcul en fonction des taux mensuels effectivement appliqués dans le pays concerné. Les projections jusqu'à la fin de l'exercice budgétaire sont fondées sur le dernier taux mensuel disponible et l'on s'abstient de prédire le mouvement des monnaies par rapport au dollar. Pour ce qui est de l'inflation, on actualise les mêmes hypothèses de calcul en fonction des indices effectifs mensuels des prix à la consommation dans le pays concerné, et les projections se fondent sur la moyenne des 12 mois écoulés, une correction étant faite si nécessaire pour tenir compte des tendances inflationnistes récentes. La révision des coûts salariaux standard, des dépenses communes de personnel et du taux de vacance de postes se fonde sur les chiffres effectivement enregistrés par catégorie et par classe à Vienne et dans chacune des quatre régions dans lesquelles opère le PNUCID. Les projections sont fondées sur les dernières informations mensuelles reçues des 19 pays représentant les principales régions dans lesquelles le PNUCID a des activités, ainsi que sur les coûts salariaux standard retenus pour établir le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, y compris la version 7 pour 2000-2001.

# Annexe III

## Mesures prises pour donner suite aux recommandations et observations formulées par le Comité consultatif pour des questions administratives et budgétaires et par le Comité des commissaires aux comptes

### A. Recommandations et observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

1. Le rapport du CCQAB (E/CN.7/1999/20) sur le budget d'appui final et le budget-programme final proposés pour l'exercice biennal 1998-1999 et les budgets initiaux pour l'exercice biennal 2000-2001 (E/CN.7/1999/17 et 18) contenaient un certain nombre de demandes et de recommandations portant sur des informations complémentaires. On trouvera ci-après les mesures prises par le PNUCID à cet égard.

2. *Regroupement du budget d'appui et du budget-programme*. Au paragraphe 3 du document E/CN.7/1999/20, le CCQAB indiquait qu'il serait préférable de regrouper le budget d'appui et le budget-programme en un seul document, ce qui permettrait au lecteur d'avoir un aperçu global et de mieux se rendre compte des activités et des ressources liées au programme de contrôle des drogues

3. *Suite donnée*. Conformément aux recommandations du CCQAB, le présent rapport contient les deux budgets regroupés en un seul document. Bien que les budgets détaillés continuent d'être présentés séparément, conformément au modèle harmonisé, il y a un seul résumé analytique d'ensemble et une partie consacrée à la situation financière globale du Fonds du PNUCID.

4. *Présentation des variations en matière de postes*. Le Comité recommandait que soit présenté à l'avenir un récapitulatif des variations en matière de postes, (nouveaux postes, postes supprimés, reclassements et transferts), y compris dans les groupes régionaux.

5. *Suite donnée*. Conformément à la recommandation du CCQAB, ces changements sont maintenant indiqués dans le résumé analytique et de plus amples détails sont donnés pour chaque service du siège et bureau extérieur dans le budget d'appui.

6. *Remaniement de l'état financier récapitulatif*. Le Comité recommandait que les informations contenues dans l'état financier récapitulatif soient remaniées pour faire apparaître les montants en début et en fin de période.

7. *Suite donnée*. L'état financier récapitulatif présenté dans le présent rapport est modifié en conséquence pour montrer clairement les fonds disponibles, leur emploi et leur solde.

8. *Disposition à prendre pour éviter de mettre en place des rouages administratifs trop complexes pour l'évaluation*. Au paragraphe 16 du document E/CN.7/1999/20, le CCQAB notait que des groupes de cinq à sept experts indépendants devaient être constitués pour évaluer chaque programme dans chacun des quatre secteurs thématiques. Le Comité ne doute pas que des dispositions seront prises pour éviter de mettre en place des rouages administratifs trop complexes en la matière.

9. *Suite donnée*. Le PNUCID a rejeté l'idée ci-dessus et appliquera à la place une approche plus souple, consistant à renforcer les évaluations continues au niveau des projets et mettant l'accent sur des programmes spécifiques de pays ou de sous-régions, ou sur des questions techniques lorsque c'est nécessaire. Des effectifs minimaux pour superviser les évaluations sont prévus dans le budget d'appui et comprennent un agent des services généraux ainsi qu'un administrateur (hors classe). L'évaluation des différents projets et programmes, y compris par thème, sera financée par imputation des coûts réels au budget des projets correspondants.

10. *Mise en place d'un système global de gestion financière*. Au paragraphe 18 du document E/CN.7/1999/20, le CCQAB estimait que le système de gestion financières aurait dû être présenté dans le contexte du budget d'appui, avec une estimation des coûts et un calendrier d'exécution.

11. *Suite donnée*. Conformément au modèle de budget harmonisé, le tableau A.6 présenté à l'annexe I montre la répartition estimée des besoins de traitement électronique des données pour 2000-2001. Il fait apparaître clairement l'incidence du nouveau système sur les coûts, à la fois pour le budget d'appui et le budget-programme, en indiquant les dépenses renouvelables dans le cadre du premier et les dépenses non renouvelables, liées principalement à la gestion financière et à la communication d'informations techniques, dans le cadre du second. Un calendrier d'exécution est aussi donné.

12. *Remboursement des dépenses d'appui aux programmes*. Au paragraphe 25 de son dernier rapport, le Comité réitérait sa recommandation relative au remboursement des dépenses d'appui dans le cadre de programmes exécutés à l'échelon national, selon laquelle il devrait suivre de près cette question et la réexaminer périodiquement pour que le PNUCID ne se trouve pas dans une situation désavantageuse en matière de financement des frais généraux liés à l'appui aux programmes. Il ajoutait que des recommandations devraient être adressées à ce sujet à la Commission pour examen.

13. *Suite donnée.* Une proposition a été faite à la Commission à sa quarante-troisième session pour qu'elle autorise l'application à tous les projets du PNUCID, quelle que soit la modalité d'exécution, d'un taux de remboursement des dépenses d'appui au titre des programmes de 13 %, à compter du début de l'exercice biennal 2000-2001. Après examen, la Commission a décidé de réexaminer la question dans le cadre du budget révisé pour l'exercice biennal 2000-2001, à sa quarante-quatrième session, afin que des consultations puissent se dérouler avec toutes les parties intéressées. Le secrétariat du PNUCID mène actuellement les consultations et présentera une proposition révisée.

14. En plus des recommandations spécifiques, le Comité a fait des observations sur l'augmentation des ressources du budget ordinaire au titre des consultants et sur la nécessité éventuelle de redéployer ces ressources si le PNUCID réduit davantage encore ses services de consultant extérieurs en effectuant le travail lui-même. À cet égard, il convient de noter que le budget ordinaire du PNUCID consacré aux consultants pour 2000-2001 a déjà été ramené de 1 109 100 à 809 360 dollars. En outre, comme l'a demandé ensuite le Comité, les données relatives au financement des services de consultant sont fournies au tableau A.7 de l'annexe I. Ce tableau fait clairement apparaître une nette réduction des crédits ouverts pour les consultants, ramenés de 1,7 million de dollars en 1997 à 0,7 million en 1999, cette tendance se poursuivant en 2000.

## B. Recommandations et observations du Comité des commissaires aux comptes

15. L'opinion des commissaires aux comptes sur les états financiers du Fonds du PNUCID pour l'exercice biennal 1998-1999 comportait une réserve d'ordre technique. Les commissaires notaient en effet qu'ils n'avaient pas pu évaluer l'incidence des écritures de redressement qui devraient éventuellement être passées à réception des états de dépenses vérifiés non encore communiqués et se rapportant aux projets relevant de l'exécution nationale. En conséquence, le Comité recommandait que le PNUCID redouble d'efforts pour encourager le PNUD à obtenir les rapports de vérification des comptes nécessaires concernant les projets relevant de l'exécution nationale et, lorsqu'il convenait, qu'il utilise les arrangements qui permettent de faire vérifier les comptes de ces projets par des firmes locales de comptabilité.

16. Comme les commissaires l'ont constaté, le PNUCID a suivi de près la question avec le PNUD et a engagé des firmes locales de comptabilité pour faire en sorte que tous les rapports de vérification manquants soient communiqués. Au 30 juin 2000, des rapports de vérification avaient été obtenus pour 4,1 millions de dollars de dépenses engagées en 1998-1999, et des vérifications étaient en cours en ce qui concerne 11,6 millions de dollars. Par conséquent, près de 86 % des 18,3 millions de dollars de dépenses engagées en 1998-1999 pour des projets relevant de l'exécution nationale feront l'objet de rapports de vérification en 2000, ce qui constituera une amélioration sensible dans la suite donnée aux recommandations, le problème étant maintenant essentiellement un problème de calendrier.

17. D'autres recommandations, moins importantes, formulées par le Conseil et les mesures prises par le PNUCID pour leur donner suite sont présentées dans le rapport du Secrétaire général sur l'application des recommandations formulées par les commissaires aux comptes en 1998-1999.

# Annexe IV

## Organisation du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues

1. Le PNUCID, créé en application de la résolution 45/179 de l'Assemblée générale, est l'unique organe chargé de coordonner l'action internationale dans le domaine de la lutte contre l'abus des drogues. Ses attributions sont les suivantes:

a) Servir d'organe central de lutte contre la drogue, ayant compétence exclusive pour coordonner et diriger efficacement toutes les activités de lutte contre la drogue de l'Organisation des Nations Unies, et faire fonction de dépositaire des connaissances spécialisées dans le domaine du contrôle international des drogues pour le Secrétariat de l'ONU et les États Membres et, en cette qualité, leur donner des conseils sur les questions de contrôle international et national des drogues;

b) S'acquitter, au nom du Secrétaire général, des responsabilités qui lui incombent aux termes des traités internationaux et des résolutions des organes de l'ONU ayant trait au contrôle international des drogues;

c) Fournir des services de secrétariat et des services fonctionnels à la Commission des stupéfiants et ses organes subsidiaires et, compte dûment tenu des arrangements prévus par les traités, à l'Organe international de contrôle des stupéfiants;

d) Planifier et réaliser les activités opérationnelles de contrôle des drogues par le biais d'un réseau de bureaux extérieurs et aider les gouvernements à élaborer et exécuter des programmes visant à réduire la culture, la production, la fabrication, le trafic et l'abus de stupéfiants et de substances psychotropes et à améliorer l'efficacité des mesures de contrôle de l'approvisionnement licite en drogues et précurseurs chimiques.

2. Les activités du PNUCID sont financées par le budget ordinaire de l'ONU ainsi que par des fonds extrabudgétaires, qui couvrent le budget d'appui biennal et le budget programme du Fonds du PNUCID. Le budget ordinaire, qui englobe essentiellement les activités relatives à l'application des traités et les activités juridiques au siège du Programme, est présenté par le Secrétaire général, examiné par le CCQAB et approuvé par l'Assemblée générale. Le budget d'appui biennal et le budget-programme du Fonds sont financés par des contributions volontaires et ont pour but d'aider les pays en développement à s'acquitter des obligations qui leur incombent au regard de l'application des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues. Cette assistance est fournie par l'intermédiaire du siège et du réseau de bureaux extérieurs du PNUCID, ainsi que par les programmes de contrôle des drogues. Les budgets sont présentés par le Directeur exécutif, examinés par le CCQAB et approuvés par la Commission. Environ 10 % des ressources du PNUCID proviennent du budget ordinaire et 90 % de contributions volontaires.

3. Les unités administratives du PNUCID sont décrites ci-après, avec indication de leur principale source de financement et sur la base de la circulaire du Secrétaire général ST/SGB/1998/17 du 30 octobre 1998.

### A. Directeur exécutif et Bureau du Directeur exécutif

4. Le Directeur exécutif est responsable de la gestion du Programme. Il remplit également les fonctions de Directeur exécutif de l'Office pour le contrôle des drogues et la prévention du crime et de Directeur général de l'Office des Nations Unies à Vienne. Dans l'exercices de ses tâches de direction et d'administration, il est aidé par un bureau intégré qui dessert l'Office pour le contrôle des drogues et la prévention du crime et l'Office des Nations Unies à Vienne. Le Bureau du Directeur exécutif est financé à la fois par le budget ordinaire et par des fonds extrabudgétaires.

### B. Service de l'appui aux programmes

5. Le Service de l'appui aux programmes gère les ressources financières du PNUCID. À ce titre, il est

notamment chargé d'administrer les systèmes de budgétisation et d'établissement des rapports sur l'exécution des activités du PNUCID, d'établir les états financiers du Fonds du PNUCID et d'élaborer la politique du PNUCID en matière de personnel. Il est financé principalement par des fonds extrabudgétaires.

## C. Groupe des relations extérieures et Groupe de la mobilisation des ressources

6. Le Groupe des relations extérieures et le Groupe de la mobilisation des ressources ont notamment pour attributions de donner une image positive du PNUCID et de coordonner ses activités de communication et de relations publiques. Ils ont aussi pour tâches d'encourager la coordination interorganisations et la coopération avec les autres organisations internationales, le secteur privé et les organisations non gouvernementales. La mobilisation des ressources, en vue notamment de financer les activités de coopération technique, relève du Groupe de la mobilisation des ressources. Ces deux groupes sont financés principalement par des fonds extrabudgétaires.

## D. Division des traités et de l'appui aux organes de contrôle des drogues

7. La Division des traités et de l'appui aux organes de contrôle des drogues comprend le Service des traités, des affaires juridiques et le Secrétariat de la Commission, et le Secrétariat de l'Organe international de contrôle des stupéfiants. Elle s'acquitte des fonctions découlant des conventions et instruments relatifs au contrôle international des drogues, ainsi que des résolutions intergouvernementales pertinentes; contrôle l'application donnée aux dispositions des traités et résolutions et décisions pertinentes des organes intergouvernementaux; encourage les États à devenir parties aux traités internationaux relatifs au contrôle des drogues et à les appliquer comme il se doit. Elle fournit également des services de secrétariat et des services fonctionnels à la Commission et à l'Organe international de contrôle des stupéfiants dans l'accomplissement de leurs tâches; elle donne des conseils sur les questions relatives au contrôle international et national des drogues et appuie les fonctions du PNUCID ayant trait à l'application des traités. Elle est financée principalement par des ressources provenant du budget ordinaire.

## E. Division des opérations et de l'analyse

8. La Division des opérations et de l'analyse comprend le Service des opérations et le Service de l'élaboration des politiques et de l'analyse. Elle coordonne toutes les activités opérationnelles du PNUCID, tant au siège que dans le bureaux extérieurs, et aide les gouvernements à élaborer et appliquer les programmes relatifs au contrôle des drogues. Elle suit et analyse les tendances mondiales dans le domaine des drogues, centralise les connaissances techniques et scientifiques concernant le contrôle des drogues, encourage l'adoption de normes internationales pour l'échange d'informations concernant les drogues et facilite l'échange d'informations entre les États Membres, les organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales. Elle est financée principalement par des fonds extrabudgétaires.

# Annexe V

## Glossaire

*Agent d'exécution*. Entité désignée par le Directeur exécutif pour exécuter un projet. L'agent d'exécution est chargé de la gestion générale du projet et est responsable et comptable de la fourniture des produits, de la réalisation des objectifs du projet et de l'utilisation des ressources du PNUCID.

*Appui aux programmes*. Élaboration, formulation, réalisation et évaluation des programmes d'une organisation. Généralement fourni par des unités administratives, il peut être d'ordre technique, thématique, géographique, logistique ou administratif.

*Budget d'appui aux programmes*. Partie du budget d'appui biennal se rapportant aux activités techniques et administratives pour lesquelles il existe un lien tangible entre l'activité et l'exécution d'activités de projet.

*Budget d'appui biennal*. Budget se rapportant à l'appui aux programmes et à la gestion et à l'administration.

*Budget final*. Prévisions budgétaires faisant suite à la seconde et dernière révision du budget biennal initialement approuvé vers la fin de la deuxième année de l'exercice.

*Budget initial*. Prévisions budgétaires approuvées par la Commission des stupéfiants avant le début de l'exercice biennal.

*Budget-programme*: Apports directs nécessaires à la réalisation des objectifs d'un projet ou d'un programme déterminé dans le cadre de la coopération internationale pour le contrôle des drogues. Ils couvrent généralement les experts, le personnel d'appui, les fournitures et le matériel, les contrats de sous-traitance et la formation individuelle ou en groupe.

*Budget révisé*. Prévisions budgétaires faisant suite à la première réévaluation des coûts du budget biennal initialement approuvé, vers la fin de la première année de l'exercice.

*Changements de coûts*. Toute augmentation ou diminution du coût d'une ressource donnée découlant d'une modification des coûts, des prix, et des taux de change.

*Changements de volume*. Augmentations ou diminutions réelles des ressources nécessaires à l'exécution des éléments maîtrisables des prévisions budgétaires.

*Dépenses d'appui aux programmes*. Dépenses engagées par un agent d'exécution du fait de son administration d'activités au titre de projets financés par le Fonds.

*Exécution nationale*. Arrangement en vertu duquel une entité située dans le pays bénéficiaire est chargée d'exécuter des projets financés par le PNUCID.

*Ligne de crédit*. Subdivision des crédits à laquelle correspond un montant déterminé dans la décision portant ouverture des crédits et à l'intérieur de laquelle le Directeur exécutif du PNUCID est autorisé à effectuer des virements sans approbation préalable.

*Organisation associée*. Entité désignée par le Directeur exécutif pour participer, en association avec un agent d'exécution, à l'exécution de projets.

*Recettes provenant de l'appui aux programmes*. Ressources provenant de l'exécution de projets, conformément à l'arrangement relatif au remboursement des dépenses d'appui et destinées exclusivement à financer les activités d'appui aux programmes.

*Réserve*. Montant considéré comme essentiel pour préserver la liquidité financière et l'intégrité du Fonds du PNUCID, pour compenser les fluctuations de trésorerie et faire face à d'autres besoins similaires inattendus résultant d'une décision de la Commission.

*Ressources à des fins générales*. Ressources acceptées par le Directeur exécutif en vue d'une utilisation compatible avec l'objet du PNUCID, sans restriction quant à leur emploi à une fin déterminée.

*Ressources à des fins spéciales*. Ressources acceptées par le Directeur exécutif à des fins spécifiées par le donateur et compatibles avec celles du PNUCID. Elles se subdivisent en ressources à des fins spécifiques, devant être utilisées conformément aux accords de projet spécifiques conclus entre le PNUCID et les pays donateurs, et ressources à des fins génériques, employées conformément aux indications générales données par les pays donateurs touchant les secteurs ou les régions prioritaires dans lesquels elles doivent être utilisées.